

APRES LA SEMAINE DE L'UNITE : Se déplacer pour se reconnaître

Des voitures genevoises obligées d'attendre au pont du Mont-Blanc ont de fortes chances de se klaxonner agressivement. En revanche, si ces mêmes voitures se retrouvaient, par hasard, à Athènes ou à Abidjan, nul doute qu'elle se salueraient chaleureusement... Il est plus facile de découvrir ce qui nous rassemble... lorsqu'on est en pays étranger.

Pourquoi cette évidence ne jouerait-elle pas dans le cas des chrétiens de confessions différentes ?

Depuis des siècles, ils sont trop nombreux à avoir parfaitement digéré les valeurs régnantes de la société libérale. La réussite sociale et l'efficacité dans les affaires ont pris place dans leur Credo à côté du salut en Jésus-Christ et l'assistance du Saint-Esprit.

Dans ces conditions, comment les chrétiens pourraient-ils se "reconnaître" ? La lumière qu'ils ont mission de faire briller aux yeux des hommes (Mt 6.16) est si difficile à distinguer des enseignes lumineuses qui signalent la prospérité d'une ville...

Mais s'ils se rappellent qu'ils sont à l'image du Dieu de l'Exode qui "entend" les cris des pauvres, qui "voit" leur souffrance, s'ils se mettent à chercher le Christ où il se trouve : dans la personne de l'homme prisonnier ou malade, défiguré par la torture ou affamé par les injustes structures commerciales. Si, au nom de la Bonne Nouvelle des Béatitudes, ils se mettent à démonter certaines idoles de la société... S'ils se "déplacent", c'est sûr, ils vont se retrouver. Ce sera dans un parloir de prison ou à une manifestation. Ce sera à une soirée d'information ou dans le soutien à des grévistes. Ce sera dans la salle d'audience où un objectif est jugé. Ce sera dans l'appui à un parti qui prend des positions courageuses. Ils vont se re-connaître et cette re-connaissance devient alors reconnaissance, action de grâce.

Et les différences confessionnelles, demandez-vous ? Elles auront retrouvé leur place parmi les autres différences qui constituent la richesse de nos personnalités. Différences vécues comme autant d'appels au dialogue, à la conversion.

Nous le croyons, nous le savons, des chrétiens qui se sont "déplacés" et ont goûté la joie de la reconnaissance n'accorderont plus à personne le droit de les appeler frères "séparés".



CAMPAGNE DE CAREME Dans le mille

En mettant l'accent sur le travail — son sens, sa répartition, ses conséquences —, le calendrier de l'Action de Carême a braqué le projecteur au bon endroit. Au carrefour de la solidarité nationale et internationale.

Autre mine de renseignements et de possibilités de réflexion : le catalogue appelé "matériel d'animation".

Nous souhaitons une large diffusion à un si bon travail.



ACTION AFGHANISTAN Plus de six mille francs

"Nous n'en revenons pas" de la rapidité et de la générosité avec laquelle vous avez répondu à l'action que nous avons lancée en faveur du peuple afghan !

Au moment d'imprimer ce bulletin, nous enregistrons en effet la somme de Fr. 6 720.— venant de particuliers, de paroisses, de groupes de chrétiens... Un résultat très encourageant.

Que faire de cet argent ? La question n'est pas simple, car nous sommes face à un pays sous l'occupation et s'il est facile de trouver des organismes qui ont des projets d'aide aux réfugiés afghans à l'extérieur du pays, rares sont ceux qui sont équipés pour intervenir à l'intérieur.

Nous avons donc décidé de nous adresser à l'Entraide Protestante (EPER), organisme qui est à la recherche de toutes les pistes possibles pour acheminer des fonds à l'intérieur de l'Afghanistan afin qu'ils puissent vraiment parvenir aux populations dans le besoin. A deux reprises récemment, il a pu effectuer ce genre de mission.

Durant la semaine qui vient, nous allons donc transmettre cette somme à l'EPER en le remerciant pour le service précieux qu'il nous rend et si de nouveaux versements nous parviennent, ils feront l'objet d'un virement ultérieur.

UNE BONNE NOUVELLE pour les jeunes dès 14 ans pour leurs parents pour leurs enseignants

SI TU VEUX UN MONDE PLUS JUSTE...



QUE PEUX-TU FAIRE ?

**DES EXEMPLES
DES EXPLICATIONS
DES ACTIONS**

Réalisée par les commissions Tiers-Monde, une brochure, aidant les jeunes à découvrir le problème du mal-développement, à comprendre ses mécanismes et à agir pour y remédier, vient de paraître.

Vingt-quatre pages, Fr. 2.— (Fr. 1.50 par quantité). A disposition au secrétariat.

INVITATION

La Formation œcuménique des jeunes, lors de sa nouvelle session qui se déroulera les lundis 28 février, 7, 14 et 21 mars de 20 h. à 22 h., offrira un atelier qui peut intéresser nos lecteurs :

“Une terre donnée à tous”

En voilà une bonne nouvelle !

Mais comment en témoigner alors que la complexité des échanges internationaux et l'impasse des négociations conduit au découragement les plus résolus ?

Au cours de ces quatre soirées, sans nous masquer la réalité, nous chercherons comment et par quels moyens concrets sensibiliser un groupe à la solidarité internationale, cette dimension essentielle du message chrétien.

Animation : Théo Tschui et André Fol.

Au Centre des Unions chrétiennes – 9, av. Ste-Clotilde.

■ “ON NE SAIT JAMAIS” Le marché de la peur

Au moment où l'économie marque le pas, le marché de la peur vient à point nommé pour stimuler la production. D'autant plus que ce marché est illimité, autant que les possibilités de risques.

Cela vaut sur le plan individuel où l'on peut toujours rajouter une serrure ou une chaîne, un système d'alarme ou... une assurance.

Cela vaut au niveau national. Car bien sûr, “on ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve”. C'est ainsi que, depuis 1959, notre pays a lancé le plus vaste programme de protection civile dans le monde. En 1990, quand il sera terminé, il aura englouti pas loin de sept milliards de francs.

Ces jours sort un nouveau manuel et la personne chargée de le présenter à la radio nous disait que, dans le domaine de la protection civile, en Suisse, il y a encore une tâche énorme à accomplir. Cette surprotection surprend nos proches voisins. Témoin cet article du magazine français “Grands Reportages”. “La Suisse à l'heure d'Hiroshima”. Elle effare les gens du Tiers-Monde (Asiatiques ou Africains) avec lesquels nous avons eu l'occasion d'en parler. D'autant plus que cette information nous atteint au moment où (cf. le précédent bulletin) notre pays va limiter son aide publique au développement.

Dans la conception d'un strict nationalisme, aucun problème. Ces deux sujets n'ont rien à voir ensemble. Mais, en revanche, pour les chrétiens, cela devient gênant. Eux qui croient que la terre a été donnée à tous, que toutes les barrières entre les races et les peuples ont été détruites par le venue du Christ, comment peuvent-ils supporter que soit accaparé ici – pour échapper à une mort éventuelle demain – ce qui manque à d'autres pour échapper à la mort réelle aujourd'hui ? Ceux qui se disent disciples d'un maître qui n'avait pas une pierre pour reposer la tête peuvent-ils, sans problème, avoir maison et abris ?

Est-ce faire preuve de déraison que de demander que les sommes mises à conjurer la peur soient affectées à promouvoir la vie ?

■ SINGAPOUR Les syndicats muselés

Le gouvernement de Singapour entend modifier la législation syndicale qui était en vigueur depuis quarante ans. La limitation du droit de grève, des difficultés pour l'enregistrement de nouveaux syndicats font partie des amendements proposés. Il suffit que ces syndicats soient jugés “déraisonnables” ou “oppressifs” (mais sans que l'on précise ce que recouvrent ces termes) pour qu'ils soient dissous ou qu'ils ne puissent être créés. Et cela n'est qu'un volet d'une action visant, par tous les moyens, à réduire l'efficacité des syndicats et à contrôler leur politique.

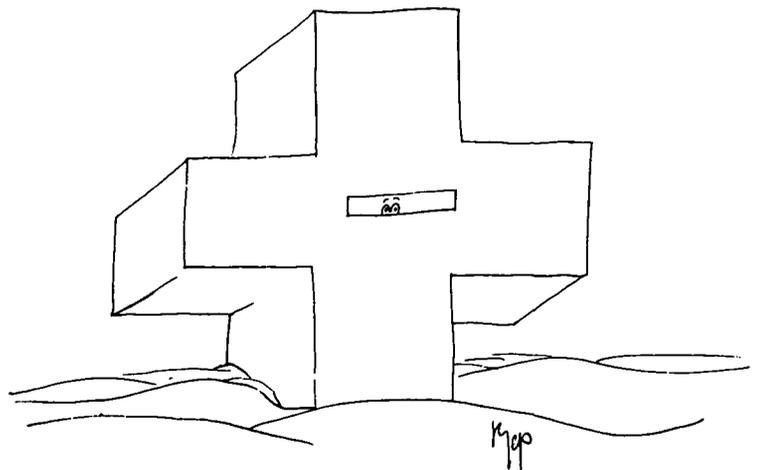
Cette information ne peut pas laisser la Suisse, et particulièrement les travailleurs suisses, indifférents. En 1979, on comptait déjà seize entreprises suisses employant quelque 4 200 personnes.

Certes, parler de difficultés syndicales dans le pays où nous exportons nos usines, voilà qui ne surprendra personne. Hong-Kong, la Malaisie, la Corée... sont dans ce cas. Le fait d'offrir une main d'œuvre “docile” n'est pas le dernier des arguments qui a dû inciter les investisseurs à y élire domicile.

Mais lorsque, aujourd'hui, on constate que la situation se dégrade encore, est-ce que cela ne devrait pas susciter une réaction, soit pour en savoir plus, soit pour tenter d'exercer une pression ? Et cela d'abord de la part des syndicats et des ouvriers de notre pays ?

(d'après Labor)

En 1979, la liste des maisons mères ayant implanté une filiale à Singapour était la suivante : Oerlikon-Bührle, Baumann/Rüti, BBC, UHAG, Diethelm, Nestlé, Bommer, SSIH, Bodmer, La Générale, Wander, Wild Heerbrugg.



■ BRESIL Peine réduite pour les deux prêtres

On se rappelle que, le 31 août 1981, deux prêtres français qui s'étaient solidarisés avec des paysans dans la défense de leur terre avaient été arrêtés. Condamnés le 22 juin 1982 à dix et quinze ans de prison, ils ont fait appel et ont vu réduire leur peine respectivement à dix et huit ans de prison. Il reste encore la possibilité de recourir devant le tribunal supérieur fédéral, ce qui — certainement — va être fait.

On relèvera une fois de plus dans cet épisode le poids des appuis internationaux. Avant le procès en appel, le pape avait fait savoir qu'il considérait l'activité des deux prêtres comme "en accord avec la ligne d'action sociale de l'Eglise". Appui d'Amnesty International, également, qui avait adopté les deux prêtres bretons.

■ AFRIQUE Le défi des paysans

Nous avons remarqué, dans l'excellente revue "Convergence", dont le dernier numéro est entièrement consacré au développement, l'intervention du théologien Jean-Marc Ela dont nous reproduisons l'extrait ci-dessous.

■ *La vie quotidienne des paysans d'Afrique est l'autre face des panneaux publicitaires de sociétés de consommation qui vantent les produits exotiques. Pour satisfaire les besoins des nantis, les terres sont accaparées pour la culture d'arachides, de coton, de cacao, de café et autres; les villages d'Afrique sont pris au piège de la culture dépendante avec toutes ses suites. La culture est monopolisée par des trusts transnationaux moins soucieux de la promotion des peuples que des bénéficiaires à rapatrier.*

■ *Pour qui est le profit si la politique d'irrigation proposée aujourd'hui aux Sahéliens les soumet aux cultures de contre-saison exportées en Europe où les haricots frais sont vendus dix-huit fois le prix payé au paysan ? La rentabilité des capitaux investis prive non seulement les paysans d'un juste salaire mais elle a de plus des effets pervers sur les populations locales et leur environnement; les sociétés sont disloquées, les paysans se voient dépouillés de leur identité culturelle par l'obligation de se définir en fonction de leur place dans un mode de production imposé par l'étranger.*

■ *La campagne pour les besoins de subsistance est, elle aussi, soumise à la logique du système; elle crée des marchés pour les surplus de production des pays développés et leur permet d'exercer une pression qui accentue la dépendance. On espère aussi qu'elle éloignera les perspectives de révolte et les risques d'une autre main-mise sur les richesses du continent noir.*

■ *La dépendance se perpétue aussi à petite échelle; dans des pratiques de développement rural, les promoteurs de projets ayant tendance à confisquer le pouvoir de décision; les cadres, en raison même de leur compétence, n'imaginent pas qu'une production puisse marcher sans qu'ils ne tiennent le haut du pavé; ils réduisent au silence des hommes d'expérience qui assument avec efficacité des responsabilités dans leur environnement. Combien d'ingénieurs agronomes pensent à mettre en valeur le savoir paysan ?*

■ EXPORTATIONS D'ARMES Excellent dossier de Justice et Paix

En seize pages petit format, la Commission nationale Justice et Paix parvient, dans son dernier dossier, à nous faire faire le tour de cette difficile question.

Elle nous montre, alors que partout les transferts d'armement sont en constant accroissement, comment s'y prend la Suisse pour se livrer à un commerce florissant malgré une législation relativement récente (1972) et restrictive. Non seulement cette législation est un filet dont les mailles laissent passer des conflits qu'aucun citoyen de notre pays souhaite alimenter (Chili, Bolivie, Ghana, Philippines...). Mais surtout elle ne parvient plus à canaliser les formes nouvelles que tend à prendre le commerce des armes : transferts de licences, déplacement des unités de production...

Tout en tenant compte de la réalité des échanges internationaux dans les propositions qu'elle nous fait, la commission nous rappelle que l'Eglise "refuse de qualifier de contrainte la passivité face à la violence, la guerre et l'injustice, l'égoïsme national, la recherche du seul profit commercial et la volonté de puissance". Nous avons remarqué au passage qu'"a juste titre les exportations d'armes peuvent souvent être une conséquence de l'injustice des échanges internationaux : "... la guerre des matières premières conduit à la guerre économique et que celle-ci mène presque invariablement à la guerre tout court".

On appréciera aussi les vingt pages d'annexe qui fournissent un excellent matériel pour ceux qui souhaitent prolonger la réflexion. Souhaitons que ce travail, courageux et très accessible, reçoive dans les communautés chrétiennes l'accueil qu'il mérite.

Transferts d'armement et foi chrétienne. 40 pages, Fr. 5.—. Publié par la Commission nationale suisse Justice et Paix (Effingerstr. 11, 3001 Berne). Disponible également à notre secrétariat.

■ *En attendant, l'Afrique noire s'oriente vers une situation de paysans sans terre, d'exode rural allant gonfler les bidonvilles pendant que les privilégiés du régime en place renforcent leur pouvoir (en allant jusqu'à confisquer les aides extérieures et surexploiter le travail du paysan pour mener un train de vie hollywoodien).*

■ *L'impuissance des bourgeoisies locales à relever le défi de la misère populaire est un signe de leur appartenance aux mécanismes de recolonisation en référence à la division internationale du travail.*

■ *Les populations sont aliénées par le modèle occidental de consommation que l'école elle-même perpétue; la chaîne va de l'enseignant coopérant étranger aux transnationales en passant par les manuels scolaires, les programmes importés de télévision, les bourses et voyages d'étude à l'étranger, les bureaux d'experts, etc.*

■ *Le prestige et l'importance des diplômes empêchent de mettre en question les modèles culturels importés de l'Occident. Ceux qui réussissent s'incorporent à l'élite satellisée, les autres rejoignent le cercle infernal : frustration, misère, révolte.*



- Le fait que le Colloque de l'Association œcuménique des Théologiens du Tiers-Monde se soit tenu à Genève a paru à notre commission une chance à saisir. Pour mieux percevoir le travail de l'Association, mieux découvrir la théologie de la libération qu'elle cherche à promouvoir. Ces pages voudraient communiquer quelques impressions nécessairement partielles de ce colloque, les personnes qui souhaitent en savoir plus peuvent obtenir de plus amples renseignements et documents au secrétariat.

Allocution de l'abbé Emonet Vicaire épiscopal, lors de la célébration d'ouverture

Frères et sœurs,

Lorsque les organisateurs de ce colloque ont demandé aux responsables de l'Eglise nationale protestante et de l'Eglise catholique de Genève de s'associer, dans une communion fraternelle, à la prière qui inaugurerait ce rassemblement, ils ne nous ont pas caché que certaines de leurs affirmations avaient soulevé des questions, en particulier des autorités de l'Eglise catholique.

Si de fait, entre chrétiens, on peut diverger sur les analyses socio-économiques ou politiques, tous ensemble nous reconnaissons le danger de proclamer un Evangile académique et désincarné, sans prise sur les réalités collectives. Toute recherche pour un impact de l'Evangile sur les réalités collectives autant que sur les réalités individuelles ne peut recueillir seulement une attention bienveillante, cette recherche réclame une coopération, lucide certes, mais énergique; la crédibilité de l'espérance que nous proclamons est liée à cette recherche.(...)

Frères et sœurs, si, comme le dit le Père Vincent Cosmao, "nous n'avons pas à nous approprier votre discours, nous n'avons pas non plus à l'évacuer en fonction de ce que notre expérience, différente, nous a appris". Nous nous réjouissons donc qu'une approche nouvelle se fasse de la théologie à partir d'un engagement concret pour la libération des opprimés; et nous nous réjouissons des témoignages qui en seront donnés tout au long de ce colloque, ainsi que de l'enrichissement mutuel qui en résultera pour tous les participants.

L'incarnation du Fils de Dieu, que nous venons de célébrer à Noël, nous rappelle qu'on ne peut glorifier Dieu en laissant humilier l'homme, qu'on ne peut toucher à l'homme sans toucher en même temps à Dieu, et l'inverse est vrai aussi : on ne peut toucher à Dieu, ne serait-ce que par un discours sur lui, sans toucher à l'homme. Le discours sur Dieu n'est jamais innocent pour l'homme. (...)



Photo: CIRIC

LE COLLOQUE AU JOUR LE JOUR

■ Mercredi 5

A 17 heures, le hall du Conseil œcuménique se remplit de visages de toutes couleurs, de tous continents. Avec satisfaction nous constatons que de nombreux chrétiens de Genève et de Suisse ont tenu à participer à l'ouverture du colloque. Les autorités des Eglises à Genève participent activement à l'accueil et à la prière (voir encadré). Moment fort de ce rassemblement : le discours de Philippe Potter : "Faire de la théologie dans un monde divisé".

■ Jeudi 6

Au Centre John Knox, le travail se met en route. On part de deux expériences concrètes partagées devant l'assemblée plénière. Une théologienne parle de son travail avec des femmes, d'abord en Tanzanie puis en Hollande, et un théologien de son travail avec des communautés de base en Amérique centrale. L'exercice se poursuit en petits groupes. Occasion de découvrir une expérience réalisée en Inde, où une façade démocratique permet de cacher une situation économique en constante dégradation. Pareillement, découverte de l'action et de l'activité de formation théologique entreprise par des chrétiens du monde ouvrier en Belgique.

"L'avion décolle d'autant mieux qu'on a pris du temps à bien faire la piste !" Cette première journée permettra de bien situer notre réflexion dans le concret des existences et des luttes des participants. C'est tout cela qui est apporté, le soir, dans la liturgie de l'Epiphanie.

■ Vendredi 7

Toujours en petit groupe, l'analyse de ce qui a été énoncé la veille se poursuit. On tente de découvrir les différences et interrelations entre ces luttes ainsi que l'espérance qui les fait entreprendre. Travail difficile.

Ensemble on poursuit l'analyse de trois situations-types d'oppression-libération : par un exposé d'un Noir d'Afrique du Sud, d'une femme nord-américaine engagée dans le problème du sexisme et d'un Latino-Américain.

■ Samedi 8

Magnifique le moment de célébration qui ouvre la journée du samedi : Chant du Cameroun, sagesse de l'Inde préparent l'écoute du Cantique de Marie : le Magnificat. Le mot Œcuménisme prend soudain une dimension tellement ample...

Moment attendu de cette journée, l'intervention des théologiens allemands Dorothee Sölle, Jean-Baptiste Metz. A eux revient la tâche, impossible, de dire en trente minutes d'où vient la théologie occidentale et où elle en est. Les deux se retrouvent pour dire le poids de la guerre dans leur cheminement théologique. Ils ne peuvent pas travailler à l'abri du monde et de ses remous. Ils se retrouvent aussi pour une théologie sinon de la libération du moins de la "résistance", conscients qu'ils sont d'être "dans la gueule du lion".

Moment difficile pour le colloque. On devrait passer à la formulation théologique, mais l'analyse de la réalité n'est pas suffisante. "Vous n'avez parlé ni de la dimension religieuse des peuples, ni de leur dimension culturelle. L'oppression économique n'explique pas tout", disent notamment les Asiatiques.

■ Dimanche 9

Le matin est libre. Occasion pour vingt-deux participants de rejoindre autant de paroisses ou de communautés et de participer à la célébration. Une expérience positive dans son ensemble.

L'après-midi, les modifications de programme commencent. Par des apports de l'Afrique et de l'Asie, la prise en compte du facteur culturel s'élargit. Si les analyses marxistes aident à découvrir les causes de la pauvreté économique, elles sont malhabiles à saisir les racines de la "pauvreté anthropologique", c'est-à-dire cette accumulation de tant de sortes de pauvretés au point de priver une personne de son être même. On découvre qu'en Inde, parallèlement à une relecture de la Bible, se fait une relecture des écrits de sagesse : certains passages, très loin d'inviter à la passivité, sont des appels à la lutte. Et puis le témoignage bouleversant de cette Coréenne, montrant comment, dans son pays arbitrairement divisé, le christianisme a servi à cautionner un anticommunisme destructeur de toute liberté.

■ Lundi 10

Autre modification de programme : un travail en petits groupes — remaniés pour la circonstance en groupes hommes-femmes séparés — sur le sexisme. Tâche bien accueillie par certains groupes, refusée par d'autres. Le sexisme — oppression systématique d'une personne à cause de son sexe — n'est pas toujours facile à aborder. Mais, ce qui est clair, il renforce toujours l'écrasement du pauvre, affectant aussi bien la feuille de paie de l'ouvrière européenne que la liberté de mouvement de la femme latino-américaine.

En soirée, les membres du colloque se séparent pour rencontrer des représentants de quatorze groupes d'action et mouvements. Moment important pour ceux qui, à Genève, tentent d'inscrire dans les faits leur solidarité, important également pour leurs invités qui constatent la difficulté de la militance dans un pays industrialisé et qui se réjouissent de pouvoir corriger leur image de la Suisse.

MIETTES

"La question pour nous n'est pas de savoir si Dieu existe, mais à côté de qui il se trouve. Si on croit qu'il est du côté des opprimés, on peut dire alors sans crainte qu'il est tout-puissant."

P.R. Nicaragua

"Comment pouvez-vous parler de la croix sans faire référence à la mort des pauvres ?"

J.C., Noir américain

"Le mal n'est pas dans le capitalisme seulement. Le monde est ambigu; il faut sans cesse y discerner les alliés de la vie et les alliés de la mort. Un certain christianisme peut être pour nous une menace de mort."

E.W., Cameroun

"On ne saisit vraiment l'injustice que depuis en bas."

P.F., Suède

"Dans la lutte, nous faisons l'expérience de la vie. Lorsqu'on avance dans la satisfaction des besoins de base pour tous et dans le fait que, par sa participation, toute la personne se réalise, il nous arrive de déguster un petit moment d'utopie."

E.T., Costa-Rica

■ Mardi 11

On commence à percevoir que le but du colloque était ambitieux : si dialogue il y a, il ne pourra être qu'amorcé.

Au programme de cette journée, d'abord James Cone, porte-parole de la théologie noire. Il nous apprend que ce mouvement a de longues racines : en 1899 déjà un évêque avait lancé aux Etats-Unis l'expression d'un "Dieu noir". Il nous apprend aussi le rôle des communautés chrétiennes dans le surgissement de ce courant, un courant qui a dû formuler sa propre logique — celle de l'opprimé n'est pas celle de l'opresseur —, créer sa propre expression : la théologie noire est encore rejetée par de nombreux théologiens blancs.

Au programme aussi, Georges Casalis, qui parle de son long cheminement, où engagement politique et réflexion théologique ne cessent de s'alimenter. Il plaide pour une pratique où l'engagement universel et l'engagement local ne cessent de s'enrichir, une pratique qui se fasse à l'écoute de la théologie du Tiers-Monde, non pour "la réciter", mais pour entrer dans son dynamisme.

De très riches réactions à ces exposés.

La joie est revenue dans le colloque. Certes on n'ira pas aussi loin qu'on avait pensé, mais on vit une expérience très forte. On partage quelque chose d'important pour notre vie spirituelle, pour notre vie tout court.

■ Mercredi 12

Bon travail de groupe autour de questions telles que : Quel est le sujet de la théologie, le rôle du théologien, la spiritualité, nos utopies ?...

On en retiendra cette invitation aux théologiens d'avoir deux implications. Une dans un engagement local et l'autre, seconde mais importante, située en lien avec l'autre monde.

Nous retiendrons aussi l'importance reconnue à une vie spirituelle qui sache éviter la fuite hors des problèmes du monde et rencontrer avec humilité le trésor des religions non chrétiennes. Elle est décisive pour entreprendre la lutte, au Nord comme au Sud, elle est nécessaire pour la mener dans la durée.

Aurait-il fallu s'arrêter là ? Peut-être. Au moment où le document final (vingt pages en anglais) est arrivé, il tombait sur des gens fatigués et dont le temps était compté. Ils n'ont pu que renvoyer le document pour une refonte partielle et décider d'exprimer en deux pages les découvertes du colloque. Mais cette lettre aux communautés, elle aussi, souffrira de la précipitation.

■ Jeudi 13

Moment de grâce intraduisible que la longue liturgie finale où, sous le regard de Dieu, les échecs peuvent être nommés, les découvertes célébrées. Détail significatif : l'assemblée se tiendra en demi-cercle, l'autre partie étant réservée à tous ceux qui sont tombés dans la lutte pour la justice, à la fois absente et présente.

● Invitation ambiguë ?

Les théologiens du Tiers-Monde, depuis cinq ans, ont commencé à s'écouter, à dialoguer. Au moment où ils décident de venir en Europe discuter avec des théologiens du "Premier-Monde", que souhaitent-ils ? Rencontrer les ténors de la recherche théologique ? Ou bien rencontrer ceux qui, dans le "Premier-Monde", se rapprochent le plus de leur démarche; c'est-à-dire ceux qui partagent les luttes des plus pauvres et qui articulent leur réflexion avec leurs pratiques et celles de leurs communautés ?

Faute d'avoir opté entre ces deux possibilités — défendables toutes les deux —, un certain malaise a traversé le colloque de part en part. On doit le regretter, mais il faut aller de l'avant. Le dialogue doit se faire le plus largement possible entre ces courants du Tiers-Monde où la Bible retrouve son goût de sel, et tous ceux qui en Europe sont en recherche. En recherche dans leur vie de foi, en recherche dans leur engagement pour la justice.

Tant mieux si une commission comme la nôtre peut contribuer, à sa modeste place, à faciliter cette communication.

EXTRAITS DU COMMUNIQUE FINAL

Environ quatre-vingts théologiens/théologiennes, provenant pour moitié du Premier-Monde et pour moitié du Tiers-Monde, réunis à Genève, Suisse, du 5 au 13 janvier 1983 ont convenu d'affirmer que :

— les chrétiens sont appelés à vivre une spiritualité concrètement enracinée dans une option en faveur des peuples opprimés, à reconnaître leurs souffrances et les obstacles à la justice et à fermement espérer l'accomplissement de libérations historiques;

— l'adoration du vrai Dieu demande aujourd'hui, dans nos propres sociétés, le rejet des faux dieux tels que la consommation absurde, le militarisme, le libre marché et l'Etat organisé selon les normes de la "Sécurité nationale";...

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



MERCI

A tous ceux qui — pour marquer le cinquantième numéro de COTMEC-Info — nous ont indiqué les noms d'amis à qui faire parvenir le bulletin.

Il n'est jamais trop tard, pour les autres, de suivre ce bon exemple !

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

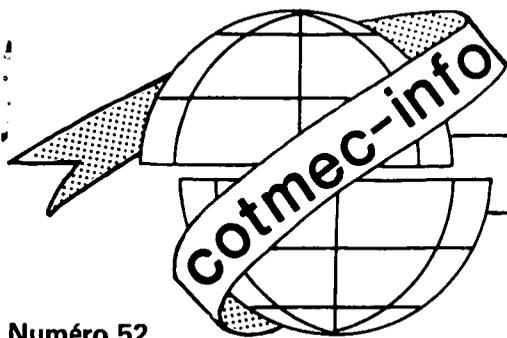
J. A. 1200 Genève 11

EATWOT a invité des théologiens/théologiennes du Premier-Monde à participer au dialogue de Genève sur le thème "La pratique théologique dans un monde divisé". Les participants ont mis l'accent sur une manière nouvelle d'élaborer la théologie. Cette nouvelle existence théologique se distingue de celles qui prévalent généralement : elle commence par l'engagement dans les combats et les espoirs des peuples opprimés et inclut l'analyse sociale et la réflexion théologique. Dans ce contexte, l'élément clé ne réside pas dans les qualifications académiques des théologiens/théologiennes, mais dans leur participation aux luttes populaires; les manifestations de la théologie ne sont pas seulement le discours rationnel, mais également d'autres éléments tels que l'art, la poésie, la musique et la danse. . .

Les théologiens/théologiennes ont été heureux de découvrir que, bien que provenant de contextes fort divers, ils/elles avaient des façons communes d'aborder la théologie. . .

Les théologiens/théologiennes ont également reconnu que les pauvres relisent la Bible et y trouvent une source de force pour leurs luttes. Par exemple, le Magnificat (l'hymne de louange de Marie en Luc 2) est lu dans le Tiers-Monde comme un chant célébrant la promesse de Dieu de libérer les opprimés. . .

Aucun participant à cette réunion ne provenait des "pays socialistes". Il est important d'analyser le fonctionnement interne de ces sociétés et leur rôle dans le système capitaliste mondial pour comprendre les possibilités actuelles de libération. Les participants ont convenu de poursuivre les efforts en vue d'inclure des chrétiens de ces pays dans les dialogues futurs. . .



■ L'annonce plus subversive que la dénonce ?

Le 30 janvier, la presse s'est souvenue. Il y a cinquante ans, Adolf Hitler accédait au pouvoir. Le régime nazi se mettait en place. La bête dévoreuse de millions d'hommes se dressait. La suite de l'histoire est connue.

Elle nous suggère une question. Que se serait-il passé si, dans les journaux étrangers, l'attention s'était portée un peu moins sur les manifestations de puissance du Reich et un peu plus sur les luttes de ceux qui, à l'intérieur de l'Allemagne, lui opposaient résistance ?

Pour prendre des exemples actuels : les médias nous rapportent largement les atrocités commises au Salvador et la décision inique de Reagan d'y reprendre l'aide militaire. Mais que sait-on des Nord-Américains qui s'opposent — nombreux — à la décision de leur président ?

Autre exemple : les défilés militaires sur la Place Rouge ont rencontré combien de fois plus d'échos que les actions de ceux qui refusaient de marcher au pas en inventant mille formes de résistance ?

L'étalage du mal fascine. La fascination paralyse. En révélant l'étendue de l'inhumain, la dénonciation court toujours le risque de le galvaniser, d'en masquer les failles. Bref de lui conférer une certaine invulnérabilité.

En l'an 28, au bord du Jourdain, apparaît un prophète qui appelle de ses vœux "la hache prête à attaquer la racine des arbres" afin d'arracher et de jeter au feu tous ceux qui ne portent pas de bons fruits. Son nom était Jean le Baptiste.

La même année, au même endroit, un autre prophète nommé Jésus commence son ministère. A en croire ses témoins, il ne se préoccupe pas tellement des vieux arbres à arracher. Ses forces, il les mobilise tout entières à annoncer une "voie" radicalement nouvelle. Un message positif illustré par des signes de libération bien concrets. Il apportait une "eau vive" que les auditeurs étaient invités à goûter tout de suite, quelle que soit leur condition ou leur âge.

N'y a-t-il pas une leçon à retenir pour nous qui tentons d'informer sur le problème Nord-Sud ? "Vous nous culpabilisez à longueur de pages !", entendons-nous parfois. Peut-être en effet avons-nous été plus prompts à la dénonce qu'à l'annonce. Mieux renseignés sur les taux d'érosion des sols que sur les efforts de reboisement...

Et si notre tâche consistait d'abord à annoncer cette bonne nouvelle au centre de notre foi : "La terre appartient à Dieu et elle est confiée à tous". Et cette bonne nouvelle, s'efforcer d'en repérer et d'en célébrer tous les germes de réalisation. Qu'il s'agisse des "prises de terre" par des paysans brésiliens ou des actions contre la spéculation foncière ici.

Une bonne nouvelle à répandre inlassablement. Comme ce "vin nouveau" capable non seulement de rendre la joie au cœur et au corps mais aussi, nous dit Jésus, de faire sauter les vieilles outres.

Le vin nouveau est venu à bout, hier, de cette vieille outre qu'était l'esclavage; serait-il impuissant contre nos vieilles outres d'aujourd'hui ?

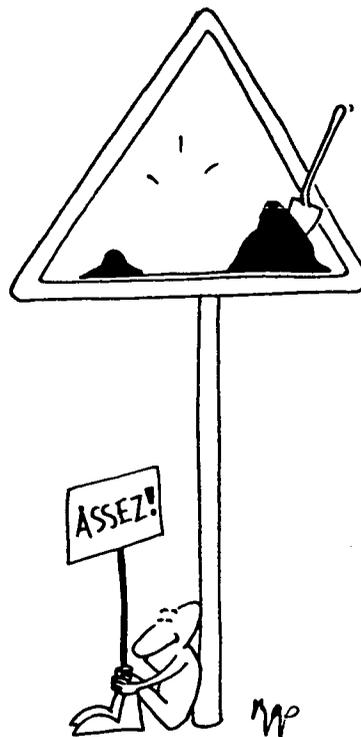
■ SPECULATION FONCIERE Initiative à étudier

Impressionnant ce film réalisé par Henri Brandt intitulé "Terre à Venise" qui montre une petite paysannerie suisse dont les terres se rétrécissent comme peau de chagrin. Il nous est revenu en mémoire lorsque nous avons reçu une invitation à signer et à faire signer une initiative "ville-campagne contre la spéculation foncière".

Depuis 1955, un mètre carré de sol suisse est recouvert chaque seconde de béton ou de bitume. Et nombre d'exploitations ne peuvent faire face à des prix de terrain atteints par la démesure de la spéculation.

Certes le problème des propriétés foncières est complexe. Il se situe hors des compétences d'une commission comme la nôtre. Et pourtant, comment se féliciter des victoires obtenues par les paysans brésiliens sans accorder aucune attention aux injustices que doivent affronter les paysans suisses ?

Nous ne pouvons donc qu'inviter nos lecteurs à se faire une idée de cette initiative et peut-être à ajouter leur signature aux septante mille qui sont déjà récoltées.



■ La Suisse dans le Club des riches

Sous la présidence de Jacques Delors, les "Dix" (Etats-Unis, France, RFA, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada et Japon) se sont réunis à Paris le 18 janvier. Leur intention : apporter à l'économie mondiale le ballon d'oxygène dont elle a besoin pour continuer à fonctionner.

Ils ont en effet décidé de tripler les ressources mises à disposition du Fonds monétaire international afin de lui permettre de lutter contre l'endettement grave des pays en développement.

Autre décision importante : celle d'inviter la Suisse — jusque-là observateur — à faire partie de plein droit de ce groupe.

Que faut-il en penser ? La question est bien trop vaste pour être traitée valablement dans les limites de ce bulletin. Quelques points de repère cependant.

L'endettement du Tiers-Monde a atteint un niveau tel qu'il autorise l'affolement des financiers. Il s'explique en partie par le fait que, durant le fléchissement des échanges économiques, au milieu des années 70, la plupart des pays du Tiers-Monde ont réalisé des emprunts pour que leur croissance ne soit pas freinée. Emprunts réalisés souvent auprès de banques privées, à des taux très élevés et pour de courtes périodes, donc sans cesse à renégocier. L'endettement est dû, aussi, au type de développement — choisi par les élites de ces pays ou imposé à elles — entièrement dépendant de l'Occident.

Ajoutons que ces dettes permettent à l'économie occidentale de continuer à déverser ses produits dans le Tiers-Monde. Sans ces prêts, combien de chômeurs de plus dans l'Europe ou aux Etats-Unis, qui les comptent déjà par millions ?

Le tableau est sombre. Et il ne doit rien à la fatalité.

Ceci dit, que faire ? Nous réjouir que la Suisse entre dans ce Club des Dix et, demain, au FMI ? Certainement pas.

On sait trop de quel prix les pauvres ont payé chacune des interventions du Fonds monétaire international dans les pays dont il a assaini les finances : on augmente les cultures d'exportation au détriment de la consommation locale, on rogne sur les faibles dépenses sociales, etc...

Comme le disait Marcus Fleming, ancien directeur-adjoint du Service de recherches du FMI : "C'est très joli pour des fonctionnaires du FMI assis dans leurs bureaux climatisés de Washington de recommander à des représentants harassés de pays moins développés de suivre ces ordonnances. Mais le prix en est lourd et ce sont les habitants de ces pays qui le paieront."

Alors plaider pour que la Suisse se retire des concertations, telles celles du Groupe des Dix, et finalement choisir le chaos ? Certes on connaît la boutade : si vous devez 1 000 francs à votre banquier, vous avez un problème; si vous lui devez 1 million, c'est lui qui a un problème. Et pourtant, qui peut penser raisonnablement que ce sont les pauvres, au Nord comme au Sud, qui tireraient profit d'un tel effondrement ?

Peut-être sommes-nous condamnés à assister sans joie à l'implication toujours plus grande de notre pays dans les organismes qui régissent le système financier international, un système créateur de dépendance pour tant de gens. Et à côté de cela, nous mobiliserons nos forces pour soutenir l'émergence de nouveaux modèles, partout où ils apparaissent. ■

■ AFRIQUE DU SUD La publication de deux textes catholiques romains interdite

Le gouvernement sud-africain a interdit à la Conférence épiscopale d'Afrique australe de publier deux documents — une lettre pastorale aux immigrés polonais et un rapport sur la Namibie, territoire sous contrôle sud-africain.

L'archevêque de Durban, Denis Hurley, président de la Conférence épiscopale, a déclaré qu'il était "triste de constater que l'Afrique du Sud en était réduite à interdire toutes les vues contraires à sa politique en Namibie pour couvrir son attitude".

Le secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises, Desmond Tutu, a également exprimé sa surprise et son indignation devant "l'action cynique" de ceux qui estiment être "les arbitres infallibles de ce que nous devons voir, lire ou penser". Ajoutant que cette action "rappelle beaucoup les méthodes de police totalitaire" et "ne sert qu'à envenimer l'affrontement entre l'Eglise et l'Etat", Desmond Tutu a exprimé l'espoir que la Commission d'appel "lèvera ces interdictions ridicules".

(Soepi)

Racisme

Le 21 mars aura lieu la **Journée internationale contre la discrimination raciale**. Une journée internationale de plus, diront certains. Mais pourquoi des groupes de jeunes, des classes, des familles ne saisiraient-elles pas cette occasion pour organiser une rencontre enrichissante avec quelqu'un d'une autre couleur que la nôtre ?

(Non pas avec "des gens de couleur" car, Dieu merci, nous sommes tous des "gens de couleur", même s'il s'agit de couleurs différentes.)

■ Les Eglises et l'aide au développement

Un appel

Les trois confessions protestante, catholique chrétienne et catholique romaine signent un texte sur la diminution de l'aide au développement. Un texte qui se termine par des appels précis adressés non seulement aux citoyens et chrétiens mais aussi aux parlementaires, aux œuvres d'entraide et aux communautés.

Le fait mérite d'être signalé même si on aurait pu souhaiter que dans ce mémorandum on parle un peu moins d'aide et un peu plus de justice. La seule évocation "d'une amélioration structurelle des relations entre le Sud et le Nord" est insuffisante. Par exemple, on aurait pu se demander qu'elle "aide" le Tiers-Monde nous avait accordée l'an passé par la seule baisse des cours des matières premières.

Ces réserves faites, l'appel doit être entendu.

Comment y répondre ?

Dans un précédent bulletin, nous avons fait paraître une lettre envoyée aux parlementaires. Pour en avoir fait l'expérience à plusieurs reprises, le fait d'écrire directement aux parlementaires est un moyen à portée de chacun, qui n'est pas sans écho. Et dans la meilleure tradition démocratique.

De plus, chacun est invité à utiliser la pétition conjointe qui ne doit pas tarder à circuler entre les mains de tous ceux que préoccupe la justice internationale. ▶ ▶

Aider aujourd'hui pour survivre demain

PÉTITION

Une action commune de Swissaid, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Helvetas, Entraide Protestante, Caritas, Entraide Ouvrière

L'aide au développement réduit les tensions sociales et contribue au maintien de la paix. Elle est une exigence de la solidarité. C'est pourquoi nous prenons position pour une aide au développement privée et publique plus importante.

En 1980, le Conseil fédéral déclarait: «Notre but, en ce qui concerne l'aide au développement, est d'atteindre, vers le milieu des années 80, la moyenne des prestations des pays industrialisés de l'OCDE». Il argumenta comme suit: «Que l'on aborde le problème sous l'angle de notre devoir moral de pays riche, sous celui des impératifs de notre politique étrangère ou encore sous le rapport des objectifs de notre politique économique extérieure, la même conclusion s'impose: nous devons accroître notre aide publique au développement et nous y avons intérêt.»

En automne 1982, pourtant, sous la pression des mesures d'économie, le Conseil fédéral propose des coupes démesurées de l'aide au développement. Dans son plan financier pour les années 84 - 86, il suggère que cette aide soit diminuée d'au moins 380 millions de francs par rapport à la planification antérieure. Ce qui représente plus que l'ensemble des dons que pourront récolter les oeuvres d'entraide privées. Environ 20% de l'ensemble des mesures d'économie du budget fédéral se font au détriment de l'aide au développement, aide qui se retrouve gelée à 0,26% du PNB.

Parce que nous sommes convaincus que cette politique n'est ni dans l'intérêt de la paix mondiale, ni dans celui de notre pays, et qu'elle n'est pas conforme à nos obligations de solidarité internationale, nous demandons au Parlement et au Conseil fédéral:

- de renoncer aux mesures d'économie d'environ 380 millions francs, qui devraient être prises en 84, 85 et 86 en ce qui concerne l'aide au développement
- de réaliser progressivement les intentions proclamées antérieurement, et d'amener notre aide au niveau de la moyenne de celle des pays industrialisés (1981: 0,35% du PNB)
- de donner la priorité absolue à la coopération directe avec les pays, les régions et les groupes de population les plus défavorisés.

Tout le monde peut signer, quels que soient son âge et sa nationalité

Nom, prénom	Rue	No postal	Lieu
1			
2			
3			
4			
5			

Merci de bien vouloir retourner cette pétition rapidement même partiellement remplie — à une des organisations dont vous trouverez l'adresse au verso.

Aider aujourd'hui pour survivre demain

Nom, prénom	Rue	No postal	Lieu
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			

Si vous souhaitez obtenir des feuilles de signature ou un dossier d'argumentation, veuillez vous adresser à

Entraide Ouvrière (OSEO)
Quellenstrasse 31
8031 Zurich

Pain pour le Prochain
3, ch. du Boisy
1004 Lausanne

Caritas Suisse
Löwenstrasse 3
6002 Lucerne

Action de Carême
7, rue Voltaire
1000 Lausanne 13

Entraide Protestante (EPER)
Terreaux 10
1003 Lausanne

Helvetas
38, av. de la Gare
1001 Lausanne

Swissaid
Jubiläumsstrasse 60
3000 Berne 6

Action
«Aider aujourd'hui pour
survivre demain»
Terreaux 10
1003 Lausanne

■ **PARAGUAY**
Stroessner "réélu"

On a envie d'écrire le mot élection avec des guillemets tant il serait erroné de confondre ce qui s'est passé le dimanche 6 février au Paraguay avec ce que nous mettons habituellement sous ce terme.

A septante ans, le général Stroessner, dictateur au pouvoir depuis 1954, a reçu un septième mandat présidentiel avec 90 % des voix (une pointe même à 100 % à Colonia Stroessner, où il a recueilli 5.555 voix : la totalité des suffrages exprimés). Le parti colorado et son candidat pouvaient-ils souhaiter plus brillant succès ?

Et si le problème était ailleurs ? Comme l'écrit Marcel Niedergang dans le livre "Les vingt Amériques latines", "il est clair en tout cas que les différences entre 'colorados' et 'azules', entre conservateurs présumés et libéraux affichés, n'ont la plupart du temps guère de sens. La clé du drame profond du Paraguay est ailleurs... L'immense majorité continue à croupir dans une misère à peine tempérée par les facilités relatives des tropiques. Une infime minorité de Blancs d'origine espagnole, estimée à moins de 2 % de la population totale, continue à détenir les postes essentiels de la vie économique et politique". Toujours selon le même auteur, le Paraguay, c'est vingt-cinq familles qui se répartissent près de la moitié du pays, c'est aussi une armée parfaitement équipée qui reçoit le tiers du budget.

Et tout cela dans l'indifférence internationale généralisée.

■ **CONGO**
Un bon redépart

On parle peu du Congo Brazzaville, ce petit pays (1,5 million d'habitants) taillé tout en longueur au nord de son grand cousin l'ex Congo belge, aujourd'hui Zaïre.

Ce qu'on savait généralement de ce Congo, c'est qu'après avoir renversé, en 1963, son premier président, l'abbé Fulbert Youlou, il s'enlisait dans une allégeance à l'Union soviétique plus prodigue d'idéologie que de réels moyens de développement économique.

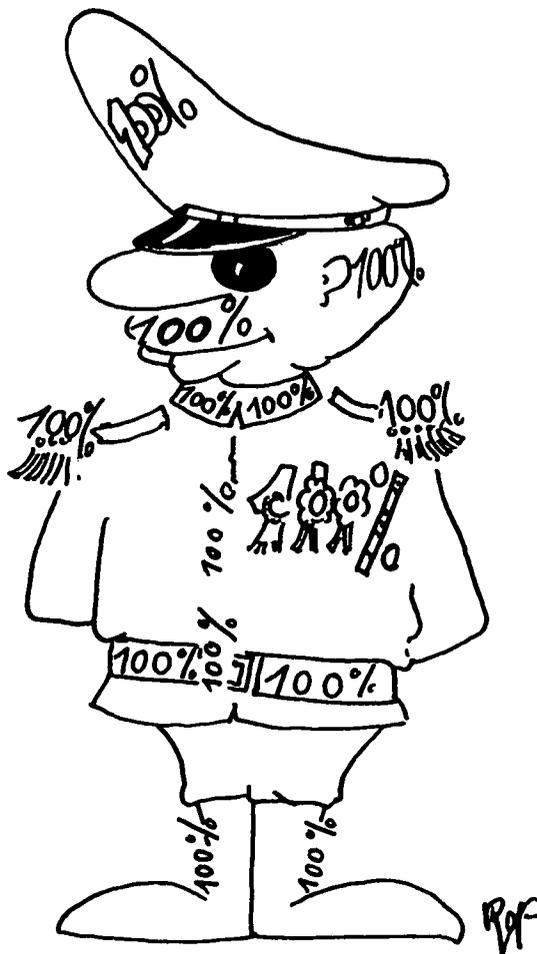
Il est intéressant d'apprendre par un article paru dans "Croissance des Jeunes Nations" que le Congo est en train de prendre un bon redépart. Et ceci grâce à deux appuis de taille : le réalisme... et le pétrole.

La découverte du pétrole date de 1957 mais c'est depuis ces dernières années qu'il est exploité avec de grands moyens : un millier de personnes sont occupées à son extraction aujourd'hui, contre trois cents en 1979. Cela constitue le 95 % des ressources d'exportation du pays.

Le réalisme politique également. Certes, les portraits des pères du parti sont toujours accrochés aux murs, mais la porte s'ouvre sur l'Occident et, notamment, à la France dont se président, François Mitterrand, a été chaleureusement accueilli en octobre dernier.

Le pragmatisme du président Denis Sassou Nguesso n'empêche pas toutes les dépenses de prestige. Tel l'achat de ce Boeing présidentiel dans un pays qui ne compte que trois aéroports capables de le recevoir.

Souhaitons cependant que le Congo sache s'appuyer sur les ressources pétrolières mais ne pas se laisser aveugler par elles pour avancer sur le chemin d'un authentique développement.



■ **NIGERIA**
Derrière un exode

Insoutenable la vision de ces centaines de milliers d'Africains obligés de quitter le Nigéria qui leur avait offert un moment un emploi et un toit. Et cela pour regagner leur pays d'origine qui a tant de peine à les nourrir et à les employer.

Une fois faite la part des calculs politiques — plus ou moins machiavéliques — qu'expliquent les prochaines élections, deux questions subsistent qui, elles, dépassent largement les frontières du Nigéria.

La première : Comment un pays peut-il atteindre un stade plus élevé de croissance économique que ceux qui l'entourent sans drainer vers lui un flot d'immigrants, mus par le légitime désir du mieux-être de leur famille... et par passablement de rêve ? Et de comment ce pays doit-il alors réagir humainement devant cet afflux ?

Autre question : Comment se comporter avec les invités lorsque le gâteau diminue subitement ?

Tenter d'y répondre à partir des expériences vécues dans notre pays nous amène à nuancer sérieusement nos jugements sur les décisions nigériennes.

■ **ACTION "AFGHANISTAN"**
Suite et fin

Comme annoncé dans le précédent bulletin, nous avons fait parvenir à l'EPER la somme reçue à la suite de notre action. Il s'agit de Fr. 8 735.— auxquels sont venus s'ajouter Fr. 5 000.— attribués par l'Eglise catholique.

C'est au total Fr. 13 735.— qui sont donc parvenus à Lausanne d'où ils gagneront l'Afghanistan afin de parvenir aux populations sous l'occupation.

Sj d'autres versements devaient encore nous parvenir, ils feraient l'objet d'un virement ultérieur.

■ Précisions

A la suite de la publication de l'article de Jean-Marc Ela "Le défi des paysans d'Afrique" repris dans la revue "Convergence", un lecteur ami nous a fait parvenir une lettre de laquelle nous extrayons les propos ci-dessous :

"Je connais bien les thèses reproduites par Jean-Marc Ela et qui sont, par exemple, celles défendues par Susan Georges et beaucoup d'autres.

Je le mets en garde cependant sur l'extension littérale de ces thèses à l'Afrique sud-saharienne :

a) On ne peut pas mettre dans le même 'sac' de 'produits exotiques', de 'cultures monopolisées par les trust transnationaux' pêle-mêle, l'arachide, le coton, le cacao, le café. C'est vrai en partie pour les deux premières, pas du tout (à 99%) pour les deux dernières, qui coexistent fort bien dans la forêt, de la Côte d'Ivoire au Cameroun, avec les cultures vivrières des mêmes paysans.

b) L'exode rural, en Afrique, est dû à la différence de niveau de vie des villes et des campagnes, due elle-même à une absurde politique de prix : prix internationaux fluctuant au gré des marchés, prix vivriers bas pratiqués par les gouvernements africains.

c) Rien à voir avec la situation de l'Amérique latine ou de l'Inde, par exemple, que semble viser l'auteur lorsqu'il parle de la 'situation de paysans sans terre'. Cette expression est absurde en Afrique noire, où la terre appartient aux collectivités paysannes et où la densité de population tourne autour de cinq à quinze habitants au kilomètre carré.

Encore une fois, ces critiques viennent d'un sympathisant de la thèse générale de la domination de l'économie du Tiers-Monde par nos sociétés. Mais les arguments très approximatifs ne peuvent que déconsidérer cette thèse et introduire la confusion. Ayant consacré dix ans de ma vie aux paysans d'Afrique noire, sur place, je crois pouvoir me permettre cette rectification.

Avec mon encouragement actif et ma sympathie à la COTMEC."

Jacques Royer

Eclairage en retour

"Les Occidentaux sont tellement fascinés par le rendement de l'outil qu'ils en ont perdu de vue l'immensité du chantier..."

L'évidence est une qualité de surface. Votre science est le triomphe de l'évidence, une prolifération de surface. Elle fait de vous les maîtres de l'extérieur mais en même temps elle vous y exile de plus en plus.

L'homme civilisé n'est-ce pas l'homme disponible ?"

Notes de lecture tirées du livre "L'aventure ambiguë" de Cheikh Ahamidou Kane.

Merci à la lectrice qui nous les a fait parvenir.

Nous nous réjouissons que des jeunes acceptent de participer à la préparation de la célébration. Souhaitons que de nombreux autres jeunes répondent à l'invitation et se retrouvent avec beaucoup d'adultes pour ressourcer, dans la Parole et la prière, leur détermination à lutter pour les droits de l'homme.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



A LA MEMOIRE DE RAOUL FOLLEREAU

John Littleton chantera :

mardi 22 mars à 20 h 30,
à Genève (Notre-Dame)

mercredi 23 mars à 20 h 30,
à Lausanne (Notre-Dame)

■ GENEVE Droits de l'homme

Le 31 janvier, la Commission des droits de l'homme, qui compte quarante-trois pays, a entamé sa trente-neuvième session qui durera jusqu'au 11 mars.

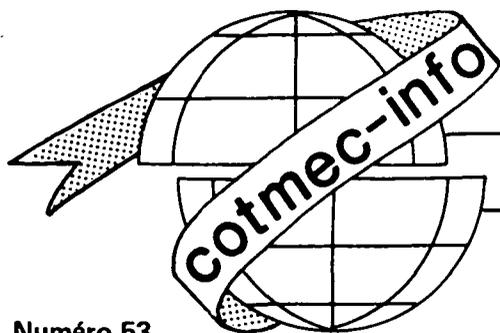
Tout au long de ces six semaines, la commission sera appelée, tant en plénière qu'au niveau de ses groupes de travail, à passer en revue les situations qui révèlent dans le monde des violations massives systématiques et persistantes des droits de l'homme. Sont à l'ordre du jour notamment El Salvador, le Chili, l'Iran, la Pologne, le Guatemala, la Bolivie, l'Afrique australe et les territoires arabes occupés.



En relation directe avec cette session, les organismes de jeunesse et les commissions Tiers-Monde des Eglises protestante et catholique invitent les fonctionnaires de la Division des droits de l'homme, les chrétiens, jeunes et adultes, et tous ceux que les droits de l'homme préoccupent à

une célébration œcuménique,
jeudi 10 mars, de 18h30 à 19h30,
en l'église de St Nicolas de Flue
55, route de Montbrillant

THEME
TOUT ETRE HUMAIN
EST A L'IMAGE DE DIEU



PARABOLE PASCALE

Le 17 mars, à Lyon, un événement peu banal s'est déroulé : le corps du Frère dominicain Tito de Alencar a été ramené dans son pays d'origine, le Brésil.

Tito, il faut le rappeler, avait été emprisonné à l'âge de vingt-trois ans alors qu'il était étudiant. Durant son incarcération, par des tortures méthodiques, on était parvenu à briser sa personne tout en lui laissant la vie. "Libéré" en 1971 et exilé en France, ni les soins attentifs qu'il recevra, ni l'amitié de ses frères dominicains de Lyon ne pourront panser la blessure. Ses jours et ses nuits ne seront que cauchemars et hallucinations jusqu'à ce qu'il se donne la mort un jour de 1974.

Pourquoi cette décision de rapatriement de la part de l'Eglise du Brésil ? par un goût désuet des reliques ? certainement pas.

Bien plutôt parce qu'elle sait — elle qui est aux premières lignes dans ce combat pour la justice — que ces restes peuvent devenir semences, ce qui avait été étouffé peut se transformer en cri, ce qui avait été triomphe de "l'ordre" peut devenir étincelle de libération.

Est-il plus belle parabole pascale ?

Dans quelques jours, en effet, les chrétiens vont méditer sur la mort du Christ puis, trois jours après, célébrer, devant le tombeau vide, cette effraction de la vie là où on avait cru pouvoir l'anéantir.

Dans quelques jours, pour eux aussi, la pierre du tombeau peut devenir seuil. Tremplin vers des possibles nouveaux.

"Là où un homme souffre, c'est le Maître qui souffre. C'est l'heure pour nos évêques de dire : ça suffit, devant les tortures et l'injustice prônée par le régime, avant qu'il soit trop tard. L'Eglise ne peut faire preuve d'omission. Les preuves de la torture, nous les portons sur nos corps. Si L'Eglise ne se manifeste pas contre cette situation, qui donc le fera ? Aurait-il fallu que je meure pour qu'elle prenne position ? Parler est un risque mais c'est un témoignage nécessaire. L'Eglise n'existe que comme signe et sacrement de la justice de Dieu dans le monde."

(Ecrit en prison.)

SERVICE CIVIL Le moment de choisir

Le Conseil des Etats, par trente-trois voix contre six, a repoussé l'initiative intitulée "Pour un authentique service civil".

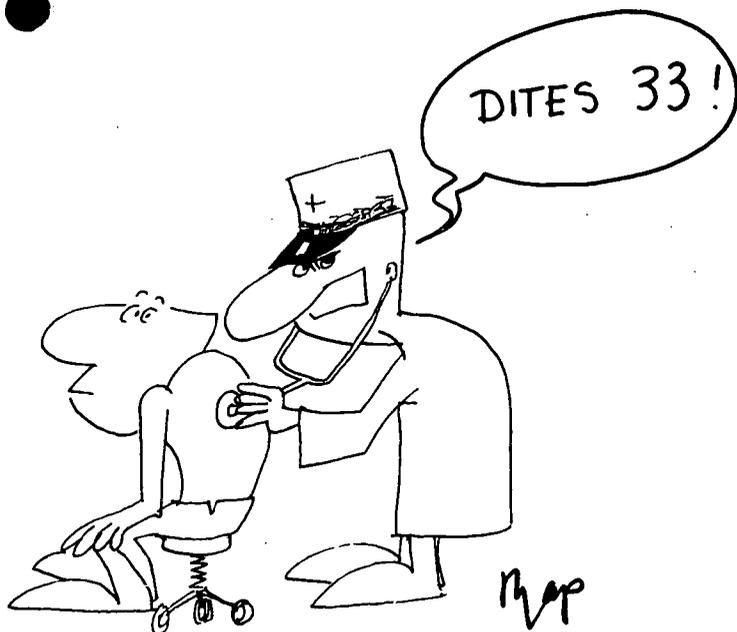
Faut-il attendre, pour accepter une disposition légale, de trouver la formulation parfaite en laissant jusque-là (car ce sera long) l'injustice régner ? On faut-il se contenter d'une disposition qui permette de remédier aujourd'hui à l'injustice, quitte à en corriger par la suite quelques défauts ?

En choisissant de repousser cette initiative, on décide que des centaines de jeunes (et de moins jeunes) continueront à se voir condamnés à l'emprisonnement comme des malpropres. Ils étaient sept cent vingt-neuf en 1982, combien seront-ils en 1983 ?

Dans ce débat, tout a été dit sur l'égoïsme de l'objection de conscience. Il ne s'agit pas de dénier la valeur de certaines personnes qui acceptent le service armé. Mais pour attribuer à cette forme de service toute la générosité et la retirer à ceux qui proposent un service civil, il faut n'avoir jamais rencontré un objet... ni fait un jour de "service".

Et les chrétiens ? Le parti qui porte ce nom s'est montré, dans cette affaire, plus prompt à défendre une idéologie "chrétienne" que l'éthique du même nom. Heureusement que d'autres mouvements adoptent une position plus en accord — à notre avis — avec les orientations claires de l'Eglise en cette matière : nous pensons à la Commission Justice et Paix, nous pensons aussi au mouvement Pax Christi et aux Jeunesses PDC, au Service Chrétien pour la Paix, à Frères sans Frontières... qui tous soutiennent l'initiative. Chacun est appelé à se faire son avis. Le problème est complexe... mais, ce qui est sûr, c'est qu'il ne se résoudra pas tout seul.

L'objection, quand elle est authentique, est une flamme allumée trop profondément pour être écrasée du pied. Celui qui l'oublie court le risque, au contraire, de propager l'incendie.



■ VOYAGE DU PAPE

"Il faut que cela change" mais...

Au moment de rédiger ce bulletin, tous les discours du Pape ne nous sont pas parvenus; on ne lira donc ci-dessous que quelques points repères dans ce déferlement d'images parfois contradictoires.

"L'impossible, je m'en charge; pour les miracles, il faudra attendre un peu". Cette boutade d'un professeur à qui venait d'être confiée une tâche difficile nous est revenue en mémoire devant le marathon politico-pastoral que vient d'accomplir Jean-Paul II en Amérique centrale.

■ L'impossible a été réalisé...

— Huit pays ont été visités, vingt-quatre mille kilomètres parcourus.

— Des paroles fortes ont été dites là où il n'était pas facile de les prononcer (pensons au dernier discours en Haïti).

— Les Indiens ont eu droit à une attention privilégiée et le Pape a demandé explicitement pour eux une législation qui les protège.

— Un plaidoyer pour la paix et la justice a pu se faire entendre au milieu du bruit des armes, bien qu'on puisse douter de son efficacité lorsqu'il prétend s'adresser en même temps aux victimes et aux oppresseurs. Le président du Guatemala n'a-t-il pas salué la visite du Pape en la décrivant "comme un verre d'eau fraîche pour un assoiffé" ?

■ ... Le miracle pas

— Par exemple, un moment de réel dialogue réciproque où ce trappiste qu'est le Père Cardenal aurait pu expliquer au Saint Père ce qu'il entendait quand il dit : "C'est l'Evangile de Jésus-Christ qui a fait de moi un marxiste."

— Par exemple, une claire dénonciation de l'aide militaire américaine (en armes, en hommes, en formation). Notamment dans ce Honduras que son président a présenté à son hôte comme le pays de la paix et de la liberté; alors qu'il a, bien malgré lui, été promu par les Etats-Unis au rang de gendarme de l'Amérique centrale. Un gendarme très menaçant.

— Par exemple, en quittant les villes et en découvrant dans les campagnes comment ce peuple pauvre célèbre sa foi; d'une façon tellement différente que ce que le Pape semble mettre sous le nom d'"Eglise populaire".

■ Perplexité

Nous laisse perplexes, en revanche, l'appel à l'unité avec les évêques et sans (en tous les cas publiquement) que soit demandé à ces derniers de reconsidérer leur rôle politique et pastoral en fonction de l'Evangile. Qui porte la responsabilité de la marginalisation ? Les chrétiens critiques ou tel évêque du Guatemala qui ne voit aucun obstacle à recevoir un grade militaire dans cette sinistre armée guatémaltèque ? Ou encore tel évêque d'Haïti qui fait partie du "Conseil national d'action de Jean-Claude" (CONAJEC) ? (Rappelons que les évêques étaient, jusqu'à aujourd'hui, proposés par Jean-Claude Duvalier puisque ce président à vie — qui a le triste privilège de faire régner la terreur dans ce pays de misère — a aussi celui de choisir les évêques.)

Pour en revenir au Nicaragua, où le problème se pose avec acuité, la rupture serait-elle si menaçante si

Mgr Obando, l'archevêque de Managua, se souvenait mieux de la phrase qu'il avait prononcée en 1979 : "Nous croyons que l'actuel moment révolutionnaire est une occasion propice pour rendre réelle l'option de l'Eglise en faveur des pauvres" ? Un évêque se doit d'exercer son rôle de discernement face à un régime de droite comme face à la révolution. Mais cela à partir de critères évangéliques, notamment le sort réservé aux plus démunis. Et si "le caractère fondamental de l'Eucharistie... est d'être signe d'unité et lieu de charité", cette unité ne peut pas se réaliser en oubliant que l'Eucharistie est aussi "pain rompu pour un monde nouveau".

■ Impossible bilan

Une fois qu'Haïti aura retrouvé ses mendiants (cachés par la circonstance) et que les fumigations faites au Quartier Bel Air pour chasser les odeurs nauséabondes se seront dissipées, que restera-t-il de ce voyage ? qui peut répondre à une telle question ?

Qui peut se risquer à faire le bilan de ces rencontres présidentielles, de ces rassemblements de masses, de ces moments de ferveur ?

Jean-Paul II a pris ses responsabilités. Il a engagé toute sa personne pour dire à cette Amérique centrale blessée par la faim et par les armes : "Il faut que cela change."

Si tous les chrétiens qui ont quelque pouvoir dans cette partie du monde (non seulement ceux qui vivent sur place mais aussi ceux qui influencent la situation par investissements et multinationales interposées) suivent cet exemple, c'est sûr, quelque chose changera.

Et pendant ce temps-là...

L'avion du Pape n'avait pas encore regagné Rome que le président Reagan demandait au Congrès une aide de sept cent cinquante millions de francs pour l'aide militaire au Salvador : "Si le Salvador tombe, aucun pays d'Amérique centrale ne sera en sécurité et notre sécurité elle-même en sera affectée" a-t-il déclaré. Et de faire large place, dans ce débat, à la menace soviétique. Sécurité de quoi, sécurité de qui ? Sécurité des intérêts américains au Salvador ? Oui, certainement.

On doit se réjouir que, dans le témoignage qu'il vint apporter à ce sujet devant le Congrès, Mgr James Hickey, archevêque de Washington, se soit exprimé sans équivoque : "Le principal problème du Salvador, a-t-il déclaré, est la structure politique et économique du pays et non le rôle de l'Union soviétique ou de Cuba en Amérique centrale."

Aide au développement

A propos, qu'est devenue la feuille de pétition envoyée dans le précédent bulletin ? Est-elle déjà remplie ? Si oui, vous pouvez en obtenir d'autres à notre secrétariat.

Ne manquons pas d'associer notre entourage à cette action simple et nécessaire.

■ Une étude courte et éclairante
"QUELLE DEFENSE POUR LA PAIX ?"

La commission française Justice et Paix et son homologue protestant ont entrepris une vaste réflexion sur ce sujet. Dans un fascicule de huit petites pages, ils ont fait paraître la première partie de cette étude sous le titre "Les menaces". Excellent. Ci-dessous, nous en reproduisons un court extrait, tiré d'un chapitre sur "les causes profondes de l'instabilité". Une de ces causes : "la décolonisation des empires centraux".

"... Pour les Etats européens, la décolonisation est presque achevée. La France, l'Angleterre, le Portugal, la Hollande, n'ont plus de colonies, même si quelques territoires lointains relèvent toujours de ces nations. La décolonisation apparaît donc achevée, laissant une mosaïque d'Etats derrière elle. L'Europe, la vieille Europe, est revenue à son territoire de départ, son influence s'exerçant autrement, par la domination culturelle, parfois économique. Une ère semble donc s'achever.

Raisonnement ainsi serait négliger le fait que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont, eux aussi, des colonies, c'est-à-dire des pays subjugués, soumis totalement ou presque à leurs intérêts nationaux. Ces deux pays, souvent apôtres de la décolonisation pour les autres, sont entrés dans le même processus. Les colonies européennes de l'U.R.S.S. — Pologne, Tchécoslovaquie... — ne restent sous la férule soviétique que par la force des armes russes; elles tendent cependant périodiquement d'y échapper. Un jour peut-être, la décolonisation atteindra l'Asie soviétique. La situation de l'Amérique

centrale par rapport aux Etats-Unis est semblable : ici aussi, de petits pays tentent de respirer hors de la "Pax americana". L'Amérique du Sud elle-même n'échappe pas totalement à ce schéma. Dans tout ce continent, la doctrine de Monroe — masque de la domination de l'Amérique du Sud — est battue en brèche.

Cette situation est dangereuse à plusieurs égards :

- les deux empires centraux restent très puissants et ne peuvent admettre, sans réagir, violemment, ce à quoi les pays d'Europe ont bien dû consentir : la naissance de nouveaux Etats à la place d'anciennes colonies ou dépendances. D'où une prolifération de conflits plus ou moins ouverts;
- ces colonies jouent un rôle essentiel pour les empires en cause, particulièrement pour l'U.R.S.S. Pour celle-ci, les colonies ne sont pas lointaines; elles forment à la fois un glacis stratégique et une réserve de matières premières ou d'industries dont l'utilité est grande. La réaction soviétique à la décolonisation de ses marches ne peut être que forte, sinon brutale. Les intérêts objectifs des Etats-Unis sont sans doute moins menacés par la décolonisation;
- chacun de ces empires cherche à tirer parti des difficultés de l'autre. Là réside sans doute la menace la plus forte due à cette décolonisation : elle ne peut, de ce fait, rester interne à la sphère de puissance en cause. L'U.R.S.S. cherche à s'implanter en Amérique centrale, les Etats-Unis ne sont point fâchés des difficultés en Europe de l'Est. La crise des fusées à Cuba est une illustration des risques encourus par la paix du monde à cause de cette partie de judo. Bien entendu, cette immixtion continuelle accroît la violence, contribue à empêcher une décolonisation pacifique et crée sans cesse des tensions mondiales..." ■

■ DROITS DE L'HOMME
A la force du poignet

Il est fini le temps où ceux qui souhaitaient dénoncer les violations des droits de l'homme avaient, en la personne du directeur de la Commission, un complice décidé. M. Van Boven a été remplacé et son bureau toujours accessible s'est largement refermé.

Si la session qui vient de se terminer a pu saluer quelques résultats, elle le doit — en bonne partie — à l'action tenace des Organisations non gouvernementales telles que Pax Christi, le COE, la Commission internationale des juristes...

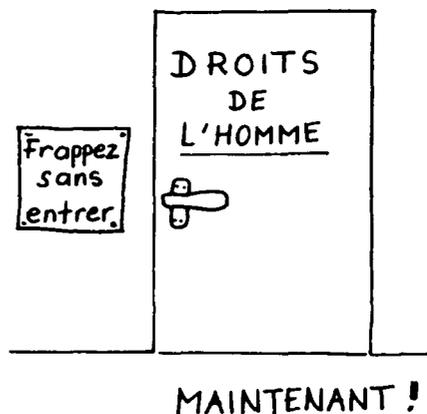
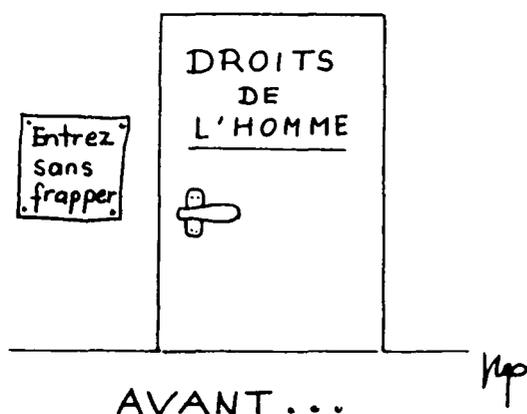
Dans un contexte où plus rien n'est acquis et où des rapports ont la fâcheuse tendance de se perdre dans les aléas des dossiers ou de la procédure, c'est à force de ténacité que le silence diplomatique a pu être percé; pour parler, par exemple, des gouvernements de ces pays qui, à l'Est (la Tchécoslovaquie) comme à l'Ouest (le Guatemala), réservent un triste sort à leurs habitants.

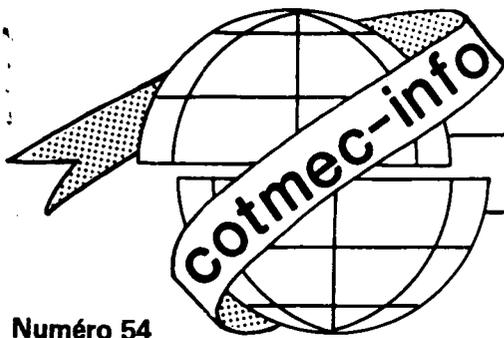
● INVITATION
La lutte contre l'apartheid,
aussi l'affaire des catholiques

Les chrétiens engagés dans le Mouvement Anti-Apartheid (MAAS) invitent cordialement les catholiques que ce sujet préoccupe à travailler avec eux. Pour ce groupe "Eglise" du MAAS, pas de fréquence établie, mais une volonté de répondre aux événements.

On s'est habitué à voir la cause de la lutte contre l'apartheid entre les mains des seuls protestants. Il y a à cela bien sûr une question statistique, la communauté catholique étant bien minoritaire en Afrique du Sud. Pourtant la tâche et l'impact de l'Eglise catholique sud-africaine sont loin d'être négligeables, tout comme les défis qu'elle a à affronter.

Nous espérons que plusieurs catholiques répondront à cette invitation. Pour tout renseignement, Marianne Laufer, tél. 32 43 62 (le matin).





■ A propos des réfugiés AFFICHE BLESSANTE

Le système démocratique de notre société nous habitue à côtoyer des idées différentes des nôtres. Et c'est bien ainsi. Mais il arrive aussi que les idées énoncées et la manière de les énoncer contredisent d'une façon trop frontale nos convictions pour ne pas appeler notre réaction.

Ainsi la campagne "Vigilance" des élections au Conseil municipal. On peut blesser sans fusil. Lorsque les propos écrits, la stratégie mise en place aboutissent à semer la peur, le contrôle populaire, la haine peut-être dans des cœurs de Genevois et de requérants d'asile, il n'est pas exagéré de dire qu'ils ont eu un effet destructeur. Il n'est pas exagéré de dire que l'affiche qui montrait l'étranger sous forme d'un pied menaçant (pas d'un visage) tentant de forcer une porte qu'un petit Helvète essayait de contenir était une affiche malfaisante.

■ Il y a problème, mais...

Qu'il y ait un problème de l'admission à l'asile, c'est certain. Il n'est pas normal de faire attendre plusieurs années des gens avant de leur dire s'ils peuvent ou non recevoir le droit à l'asile. Des choses peuvent être améliorées.

La stratégie de "Vigilance" est pernicieuse en revanche au moment où — en lançant un appel au peuple — elle demande à chaque citoyen de contribuer au tri à faire entre "bon grain et ivraie", entre vrais et faux réfugiés. D'où ces interpellations d'étrangers par Monsieur-tout-le-monde pour savoir si ce sont des vrais ou des faux...

Soyons clairs : tant qu'on accorde une certaine légitimité aux institutions mises en place dans notre pays, il n'y a pas de vrais et faux réfugiés. Il y a des candidats à l'asile; il y a des gens qui ont reçu leur droit d'asile et il y a ceux à qui il est refusé et qui doivent quitter notre pays.

■ Des blessures à cicatriser

Du mal a été fait. Il suffit de rencontrer des candidats à l'asile pour s'en rendre compte. Il s'agit de voir comment, à partir de là, aller plus loin. Et cela peut concerner les chrétiens. En permettant un débat serein, en suscitant des occasions de rencontres, avec des requérants d'asile, il faut tenter d'entamer le mur de peur et d'incompréhension.

■ Une occasion à saisir

Le 25 juin sera, pour la quatrième année consécutive, consacré aux réfugiés dans notre pays. Avec un peu d'imagination, des contacts, des rencontres... cette journée ne pourrait-elle pas célébrer les étapes franchies vers cet effort de compréhension ?

Un groupe auquel notre commission participe est en formation au niveau œcuménique et espère pouvoir vous proposer bien vite des pistes d'actions

■ COMME AUX PREMIERS JOURS

Vendredi 8 avril une lettre annonce à notre secrétariat l'arrestation, le jour de Pâques, aux Philippines, du théologien Carl Gaspar. Carl avait participé activement au colloque des théologiens du Tiers Monde en janvier à Genève; il nous avait frappés par ses capacités de synthèses et d'animation. En rien un extrémiste. La nouvelle nous touche de plein fouet.

C'est aussi ce qu'ont dû ressentir ceux qui avaient travaillé avec Marianella Garcia Villas, la responsable de la ligue salvadorienne des Droits de l'homme, assassinée au mois de mars dans son pays. Au cours d'une célébration œcuménique, ils ont su nous faire partager intensément leur émotion.

Avec le livre des Actes des Apôtres que l'Eglise nous invite à méditer durant ce temps pascal, quelle différence ? Quelle distance avec ce qui arrive à Pierre, Jean et les autres, tantôt menacés, tantôt emprisonnés, tantôt battus de verges ? Absolument aucune. On est dans la même histoire, strictement la même.

Et voilà que les hymnes de ce temps pascal reprennent vie, voilà que chants et prières reprennent chair.

Pendant trop longtemps, cette bonne nouvelle de la Résurrection était devenue "décorative" dans une Eglise largement située du côté des plus forts, intégrée dans une société où le salut, on se l'assurait par la force du pouvoir et la puissance des affaires. Pendant trop longtemps, cette bonne nouvelle en était venue à ne concerner plus que le "salut des âmes". Comme si ce n'était que des âmes qu'il s'agissait ! Alors que le Christ s'évertue, précisément, à enseigner le contraire à ceux qui seront ses témoins (Luc 24, 39). Le Dieu qui ferme les yeux sur le sort de l'homme et à qui le salut des âmes suffit n'est pas le vrai Dieu. Le Dieu de Jésus c'est, au contraire, celui qui, au matin de Pâques, ressuscite toute la personne torturée du Fils de l'homme : "Regardez mes mains et mes pieds..."

Que les chrétiens soient fidèles à ce Dieu-là, tentent de faire sa volonté — en contribuant au bien de tout homme et de tout l'homme — et l'Eglise des Actes des Apôtres continue. Fragile et menacée, mais aussi jeune qu'à ses premiers jours. Bien plus, s'ils avancent dans cette voie de solidarité — et il y a toujours un risque à être solidaire — ils entreverront ce que "résurrection" veut dire.

Le soleil, c'est sur un fond de nuit qu'il se lève; le ressuscité, c'est d'un tombeau qu'il se relève. La bonne nouvelle de la résurrection, c'est sur un fond de risque qu'elle éclate.

concrètes. Dès maintenant, il faudrait que des paroisses, des groupes de chrétiens, des mouvements inscrivent cette priorité (car c'en est une) dans le calendrier de trimestre. Nous sommes bien sûr à l'entière disposition de ceux qui sont à la recherche d'éléments de réflexion et de possibilités de contacts.

■ JAPON Le prix du "miracle"

Un excellent dossier de la revue "Croissance des Jeunes Nations" (avril 1983) projette sur le "miracle" japonais un jour bien cru.

Devant la fascination exercée par la marée de matériel technique et de véhicules qui déferle sur l'Europe, il est tentant de chercher des explications dans les ressources de la tradition japonaise. La réalité est plus prosaïque.

C'est d'abord une stratégie particulièrement efficace, qui permet de briser tout effort syndical, d'éroder toute conscience collective. C'est aussi une utilisation "géniale" des petits groupes. Ce qui fait que chacun considère comme sien le monde de l'entreprise mais aussi ce qui permet de créer un climat de compétition et d'émulation entre ouvriers... bref un redoutable moyen d'auto-discipline. Il convient de préciser que ces méthodes sont nées aux Etats-Unis et n'ont été apportées au Japon qu'à la fin des années 50. Une citation, un peu longue, en montrera la perverse efficacité.

"La compagnie Sony a implanté l'une de ses chaînes de production en milieu rural. Elle employait des écolières qui poursuivaient des études en plus de leur travail professionnel. Vivant en dortoirs, elles étaient sous le contrôle complet de la maîtrise. Les groupes C.Q. se réunissaient deux à trois fois par semaine. Chaque ouvrière devait faire son auto-critique et critiquer ses camarades (Kobayashi, le directeur de cette entreprise, devait avoir mal lu Mao et ses thèses sur le rôle de la critique auto-critique). Les ouvrières se sont donné des objectifs de production qu'elles étaient incapables de réaliser dans les temps impartis et qui les forçaient à venir travailler une demi-heure à l'avance. Et quand certaines se sont opposées à ces pratiques, elles ont été harcelées et finalement battues par les gardes de l'usine."

Et demain ?

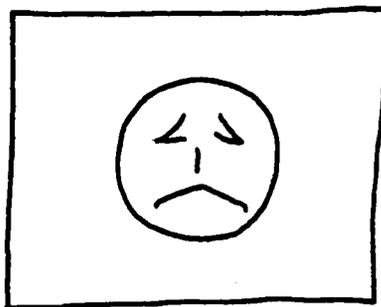
Il fut un temps où les augmentations de salaire arrivaient automatiquement et cela sans affecter le revenu des entreprises dont les profits croissaient de façon vertigineuse (de 1961 à 1971 les dix principales entreprises du Japon ont vu leurs profits nets se multiplier par trois).

Mais ce temps est révolu. Le marché intérieur est saturé, le marché extérieur tendu. Le nombre des emplois industriels a baissé de plus de 8% de 1973 à 1978.

Avec une stratégie que les entreprises suisses connaissent bien, on cherche à redéployer l'appareil de production dans les pays du Pacifique Nord et de l'Asie du Sud-Est. Même s'il faut pour cela briser plus encore un syndicalisme pourtant modéré et licencier à tour de bras.

Jusqu'où l'élastique pourra-t-il être tendu ? Les efforts de rationalisation de l'économie, si onéreux pour la classe laborieuse, ne vont-ils pas l'amener à briser une paix sociale dont les dirigeants du système profitent largement ? Toujours est-il que le "patronat japonais a pu faire payer par sa classe ouvrière plus rapidement que d'autres les frais de la crise économique... le taux d'exploitation des travailleurs reste un élément clé dans la détermination de la compétitivité d'un secteur industriel".

(d'après "Croissance des Jeunes Nations)



Map

■ NICARAGUA Le harcèlement à visage découvert

Cette fois, c'est officiel. Le Time l'a révélé, une chaîne de télévision nord-américaine l'a repris. La CIA organise massivement une déstabilisation du régime nicaraguayen. Pour reprendre les termes de l'analyse parue dans notre précédent numéro, cet empire central — les Etats-Unis — ne peut en aucune façon tolérer l'émancipation de sa petite colonie, sachant bien, comme l'histoire l'a démontré, que ce mouvement est contagieux.

Lorsque nous avons visité le pays il y a deux ans déjà, nous avons été impressionnés par la militarisation partout présente. Et à plusieurs reprises nous avons posé la question : "Ne pensez-vous pas le moment venu de déposer les armes ?" Et à chaque fois on nous avait répondu : "Vous ne vous rendez pas compte des menaces qui pèsent sur notre pays." Avec quelle amertume aujourd'hui nous sommes obligés de reconnaître qu'ils avaient raison !

Incompréhension pontificale

Ce climat de menaces, Jean-Paul II ne l'a pas senti. Et en cela le bilan de son voyage, assez nuancé, paru dans notre précédent bulletin, doit être revu à la baisse. Nous avons reçu trop de témoignages nous disant combien a été lourde l'incompréhension.

De nombreux occidentaux auront retenu de cette visite le souvenir d'un peuple irrespectueux qui a "chahuté" la visite du Pape. Si maladroites il y a eu, elles sont largement partagées. En disant cela, il ne s'agit pas de mettre en question les intentions du Pape, peut-être la façon dont elles se sont réalisées, il s'agit surtout de rendre justice aux communautés chrétiennes qui ont beaucoup (trop ?) attendu de cette visite et l'ont ardemment préparée. C'est enfin pour blanchir le gouvernement de tous les soupçons d'incurie qu'on pourrait faire peser sur lui. Sait-on assez que les autorités nicaraguayennes ont permis à 700 000 personnes (environ un quart de la population) de se rendre aux cérémonies ? Et cela gratuitement, affectant à cette seule journée le budget de carburant d'un mois ? Prévoyant également des moyens de ravitaillement gratuits ?

Il ferait beau voir que les autorités suisses consentent au même sacrifice lorsque le Pape viendra dans notre pays en juin 1984 !

N.B. : La lettre du Père Houtart, professeur de théologie à Louvain, qui relate dans le détail cette visite (quinze pages) peut être obtenue au secrétariat, ainsi que le dernier numéro de Dial (seize pages), qui recoupe largement le document précédent.



■ **Chrétienne en Inde**
NALINI NAYAK

Merveilleuse rencontre que celle que nous avons eue avec Nalini Nayak, Indienne, venue quelques jours dans notre ville après avoir animé la campagne de Carême en Belgique.

Son message, c'est tout d'abord un témoignage rendu à la force de libération des pauvres. Nalini travaille en effet avec une communauté de pêcheurs dans le Kerala. Des gens qui, durant des décennies, ont vécu dans des conditions d'exploitation très dures largement légitimées par l'Eglise, voilà qu'ils se mettent à découvrir qu'ils peuvent s'organiser autrement, acquérir une certaine indépendance et de meilleures conditions de vie. Intéressant de voir comment la traduction de la Bible dans leur langue a joué un grand rôle dans la découverte de ce chemin de liberté; intéressant de voir aussi le rôle de premier plan joué par les femmes dans cette affaire.

Son message, c'est aussi le réalisme de l'insertion d'un projet de développement dans les structures actuelles du pays. Car l'Inde d'Indira Gandhi n'est pas celle que, trop souvent, on imagine en Europe, en faisant reposer sur un gouvernement l'aura qui revient au Mahatma. Comme dans beaucoup de pays, mais à un degré plus fort, la générosité des discours s'apparente à la répression des pauvres, au contrôle serré des initiatives qu'ils prennent pour se libérer. Après les premiers succès dans leur organisation (et ils étaient importants), les coopératives que Nalini contribue à animer font la découverte des mécanismes de la politique nationale et du commerce.

C'est enfin la question des échanges internationaux qui est mise à jour. Au moment où, selon les dogmes du Fonds monétaire international, il s'agit d'ouvrir les frontières, les bateaux japonais, coréens, danois, etc. équipés d'une technologie de pointe viennent piller les eaux indiennes et les pêcheurs ne trouvent plus rien dans leurs filets.

Mais là aussi, le témoignage n'est pas désespérant. Ainsi, cette action entreprise par un groupe hollandais de solidarité avec l'Inde qui a obtenu, par une certaine pression sur l'opinion publique, que la Hollande ne participe plus à la curée. Petite victoire, mais grande perspective pour les groupes qui, comme les nôtres, cherchent comment concrétiser leur solidarité depuis l'Occident.

■ **GANDHI**
Un film à voir

Rarement, lorsqu'on quitte une salle de cinéma, on le fait dans un tel silence qu'après la projection de "Gandhi". A quoi cela tient-il ?

Aux questions qu'on ne peut pas ne pas se poser quant à l'écart entre le message du Mahatma et le régime actuel ? (Sait-on qu'Indira a fait supprimer du film la scène où Gandhi refuse d'assister aux fêtes marquant l'indépendance de l'Inde ?) Peut-être.

A l'apparente inefficacité du sage face à l'apartheid, puisque, septante ans après, l'incident où Gandhi se fait expulser d'un wagon à cause de la couleur se reproduirait aujourd'hui et que le film lui-même ne sera vraisemblablement pas encore projeté dans des salles ouvertes à toutes les races... Peut-être aussi. Mais il y a plus.

Ce silence tient surtout, pensons-nous, à la découverte de ce qu'est la valeur de tout homme, sa grandeur, sa puissance spirituelle. Force de cette volonté de dialoguer jamais démentie, force du courage de l'homme qui parvient à dominer la peur où s'enracine la violence. Voilà que, tout d'un coup, les barrières entre vie spirituelle et vie politique, entre recherche de la paix et engagement pour la justice volent en éclats.

□ **Merci, Père Tremel !**

Le Vendredi-Saint, le Père Yves-Bernard Tremel achevait sa course, vaincu par une maladie qui depuis de nombreux mois avait exclu toute issue positive.

Pour notre Commission, comme pour beaucoup d'autres chrétiens, le coup est dur. C'est trop peu dire qu'il accueillait notre travail, nos impatiences, nos questions. Il les précédait.

Avec lui nous avons mieux découvert que la Parole était chair, germe de liberté. Avec lui nous avons mieux perçu que l'Eglise pouvait être un authentique espace de liberté.

Au mois de juin dernier, il accordait à notre Commission une matinée de travail sur le thème "le conflit dans l'Eglise". Un de ces moments où l'on sait qu'on peut parler clair, car entre gens qui aiment les hommes et l'Eglise, la critique et la souffrance partagées renforcent la fidélité.

A Fribourg et à Genève, par deux fois, il nous a été donné de vivre un moment pascal où la tristesse du départ était sans cesse traversée par les rayons de l'action de grâce.

Une telle vie est en effet un don et une tâche. A nous qui avons pu bénéficier de son ministère de nous faire les témoins de son espérance impatiente. A nous de demeurer dans la Parole pour lui permettre de porter du fruit.

● **Une terre pour le peuple palestinien**

A ceux qui souhaitent approcher le problème palestinien hors des schématismes qui nous enferment, soit dans le rejet du peuple palestinien, soit dans l'antisémitisme, nous recommandons la brochure qui vient de sortir, publiée par l'EPER et la CIMADE. Vingt-sept pages, abondamment illustrées, dont la rédaction a été confiée à des pasteurs que leur ministère dans les pays concernés et leur formation ont faits des témoins autorisés. Disponible à notre secrétariat au prix de Fr. 2.50.

■ "APPEL AUX HOMMES ET AUX FEMMES D'ESPERANCE"

Merci au Centre protestant d'étude qui, dans son dernier numéro, nous livre en primeur un appel qui mérite l'attention de tous ceux qui sont à la recherche d'une attitude responsable dans notre aujourd'hui complexe et désarmant.

Dans la vie de notre société, tous les jours des décisions se prennent qui, tôt ou tard, infléchiront son cours. Cela, personne ne songe à le contester. Mais où se prennent-elles, ces décisions, et en vue de quelle finalité ? C'est là que le bât blesse. Car, le plus souvent, elles sont prises par des "structures lourdes" qui échappent à tout contrôle démocratique, à l'Est comme à l'Ouest. Et cela souvent dans le seul but de survivre à elle-même, fût-ce au prix de l'écrasement de l'autre. Une telle absence de projet authentiquement humain est destructrice, dangereuse; tensions Est-Ouest, surarmement, chômage, déséquilibre Nord-Sud... en sont autant de signes menaçants. Face à cela, sommes-nous condamnés à choisir entre le fatalisme, qui nous livre sans recours à la force des choses, et les protestations plus généreuse qu'efficaces ?

Avec force, les auteurs de cet appel protestent : "Ce que nous affirmons, c'est que cette obscurité n'est pas fatale." Ils pensent, à partir de leurs compétences reconnues et diverses (économistes dans la fonction publique ou privée, sociologue, théologiens...), qu'une large concertation peut et doit se mettre en place avec, notamment, une diffusion de l'information (et l'informatique offre des possibilités inconnues jusque-là) et une gestion décentralisée.

A cette concertation est invitée toute personne — chrétienne ou non — animée d'une "espérance longue".

Les groupes qui se mettront ainsi au travail seront invités, dans un second temps, à entrer en dialogue avec les différentes instances économiques, politiques, syndicales... En un mot, tous les centres de décisions.

On connaissait les discours des gens qui sont dans le système, prêts à le défendre à tout prix. On connaissait également le discours de ceux qui se veulent en marge du système, cherchant à se créer des espaces alternatifs.

Cet appel est d'une autre veine. D'une nouveauté que les auteurs nous disent inspirée de l'Évangile, avec à la fois cette double dimension de liberté à l'égard de toute idéologie et de prise en compte du réel.

L'introduction d'André Biéler, qui relève l'urgence de cet appel, et la postface de Marc Faessler, qui en repère les consonances bibliques, font de ces vingt-cinq pages une lecture stimulante pour celui qui prend la peine de les approcher avec attention.

Cet appel sera largement répercuté (à toutes les Églises protestantes et catholiques d'Europe). Quel écho va-t-il rencontrer ? Souhaitons qu'il soit le plus large possible. Car ne pas répondre à cet "appel aux hommes et aux femmes d'espérance" c'est choisir de laisser aller les choses en l'état. Quelle responsabilité pour notre temps et les générations à venir !

Bulletin du Centre protestant d'étude. Février 1983. Vingt-sept pages. Fr. 5.—.

Le Centre protestant d'étude (7, rue Tabazan, 1204 Genève) accueille les inscriptions de tous ceux qui veulent poursuivre la réflexion que cet appel aura suscitée.

Commission Tiers-Monde de l'Église catholique à Genève

Case postale 99 · 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 · 21 551



SEMAINE DE FORMATION A LA NON-VIOLENCE 10-15 JUILLET 1983

Cette semaine est destinée aussi bien aux personnes qui désirent s'initier à la non-violence en général qu'à celles qui désirent approfondir le thème de la **défense civile et populaire non-violente**.

Information détaillée et inscription :

Le Louverain
2206 Les Geneveys-sur-Coffrane
Tél. 038 57.16.66



■ AFGHANISTAN Le crime d'assistance

Condamnation, le 13 mars à Kaboul, d'un médecin français travaillant en Afghanistan avec l'organisme "Aide médicale internationale". Huit ans de prison au docteur Augoyard.

Nouvelle incroyable d'un régime, celui de Kaboul-Moscou, qu'on savait pas tendre, mais auquel jamais on ne prêtait un tel mépris de l'opinion publique en général, de celui de la France en particulier, puisque le docteur Augoyard est français. Aller jusqu'à condamner un médecin se portant au secours de blessés !

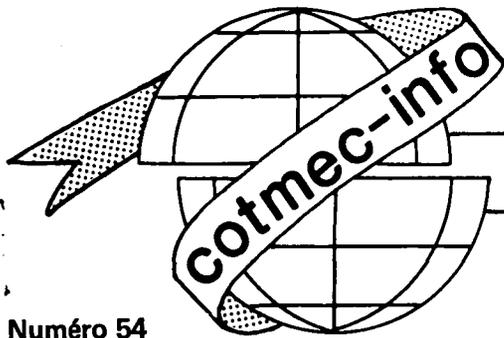
Sinistre "procès" (il convient de mettre le mot entre guillemets) annoncé par la radio afghane comme public "devant plusieurs milliers de personnes", alors que l'ambassade de France n'avait pas été informée et que, selon toute vraisemblance, le médecin n'a pas pu être assisté d'un avocat.

A l'avènement au pouvoir de M. Andropov, certains avaient laissé entendre que le choix s'était porté sur un candidat qui s'était opposé, dès la première heure, à l'occupation de l'Afghanistan. De tels événements invitent à revoir ces estimations. Pour reprendre l'expression de Jacques Amalric (Le Monde), Andropov "affirme à toute occasion sa volonté d'en finir, mais il n'envisage nullement d'y mettre un terme".

Seul changement, il est important, on commence à faire une place à ce conflit dans la presse soviétique. Mais comment interpréter cette rupture de la consigne du silence ? Peut-être le fait que l'on reconnaisse que le conflit engagé sera de longue durée. Ce changement positif en soi ne doit donc pas trop vite être interprété dans le sens d'un rapprochement de la paix.

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



LA CLAUSE D'URGENCE

L'Évangile n'est pas un carnet de recettes qui nous précise la façon de gérer nos affaires politiques et économiques. Donc pas à s'étonner que des chrétiens aient des opinions divergentes sur des problèmes tels que le secret bancaire, le retrait des fonds des banques travaillant avec l'Afrique du Sud, le statut des objectifs... Et si l'Église peut offrir — pour aborder de tels sujets — des espaces de discussions moins parasités par les a priori idéologiques, c'est tant mieux.

Non sans toutefois s'être posé une question préalable : De quel homme va-t-il être question dans ces débats ? De "l'homme inconnu", ou de "l'homme rencontré" ? Car ce n'est pas la même chose. Chacun en a fait l'expérience lorsque lisant le récit d'un accident il découvre subitement qu'il s'agit d'un proche. Alors le rythme cardiaque s'accélère, le désir d'agir se mobilise... l'urgence intervient.

Tandis que l'homme inconnu, Lui, autorise toutes les patiences; il se laisse additionner et soustraire; c'est lui qui peuple les statistiques et les pourcentages.

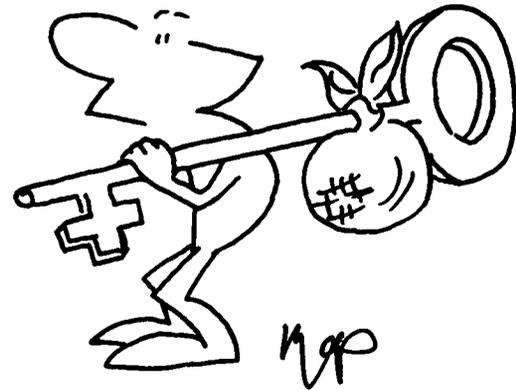
Pour parler clair : avant de discuter du secret bancaire demandons-nous à quand remonte notre dernière rencontre avec un Zaïrois pour parler de son pays affamé (son pays qui a dans le nôtre d'énormes capitaux). Avant d'aborder la question du retrait des fonds, demandons-nous à quand remonte notre dernier contact avec un Noir sud-africain. Avant de confronter nos opinions sur l'objection de conscience, demandons-nous quand pour la dernière fois nous avons eu un vrai échange avec un objecteur.

Si cette question préalable est posée, alors le débat peut s'amorcer valablement. Certes les divergences ne seront pas épargnées, mais au moins on parlera de la même chose. Et même si l'accord n'est pas au bout du chemin, on pourra accueillir dans la reconnaissance les pas faits ensemble.

Dans le cas contraire, la discussion pourra avoir la valeur — non négligeable — des arguments politiques et économiques échangés. Mais qu'on ne parle pas alors d'une discussion entre chrétiens puisque la "clause d'urgence" sera absente.

Rappelez-vous les guérisons que le Christ a faites le jour du sabbat et qui lui ont valu les pires ennuis : "Les Pharisiens tinrent aussitôt conseil avec les Hérodiens sur les moyens de le faire périr" (Marc 3.6). Sur quoi portait le différend ? Il ne portait pas sur le principe de guérir les malades : Jésus et ses adversaires s'accordaient sur ce point. Il portait uniquement sur une question d'urgence. Pour les Pharisiens il fallait respecter la loi et attendre le lendemain, pour le Christ il fallait opérer la guérison tout de suite au risque de bousculer la loi.

Sans cette clause d'urgence — que l'on accorde qu'à "l'homme rencontré", avouons-le — il n'y a pas de discussion entre chrétiens.



REFUGIES

Une semaine importante

Pour être sûrs de ne pas arriver trop tard avec le prochain bulletin nous signalons, dès maintenant, la journée des réfugiés fixée dans notre pays au samedi 25 juin.

Cette journée se terminera par une soirée de fête et de rencontres, avec des stands (où notre commission sera présente) à l'école de Vaudagne, à Meyrin.

Nous l'avons écrit aux paroisses, nous le redisons plus largement par l'intermédiaire de ces feuilles, cette journée des réfugiés pourrait être l'occasion de fêter une confiance rétablie entre Suisses et réfugiés; confiance sérieusement blessée lors de la précédente campagne électorale.

Un groupe œcuménique est prêt à fournir l'appui nécessaire pour organiser une soirée de rencontre ou d'information à tous ceux qui en feront la demande (s'adresser à Jean-Pierre Zurn, Centre universitaire protestant, ou à notre secrétariat).

Nous profitons de signaler également l'excellente série d'articles parue à ce sujet dans le Courrier.



KENYA

Interdiction de l'excision

Il faut accueillir avec satisfaction la récente interdiction officielle prise par le président Moï de la pratique d'excision. Cette décision n'est pas encore traduite en loi et ce n'est pas demain qu'elle va s'appliquer dans les différentes tribus qui la pratiquent. Cela n'empêche pas de saluer la victoire remportée par de nombreuses femmes du Kenya qui, depuis longtemps, ont entrepris la lutte contre une pratique difficilement justifiable.

On peut se réjouir lorsque des Africains modifient chez eux des coutumes néfastes tout en ressentant une profonde gêne lorsque le combat est mené par des gens comme Edmond Kaiser dans une publication "tous ménages" (GHI du 28 avril). Ces sentiments sont-ils contradictoires ? Nous ne le croyons pas. Pour nous, ce sujet doit être traité avec pudeur et de préférence par ceux qui en connaissent les implications et la complexité.

■ NICARAGUA

Lettre d'un évêque à un confrère nord-américain

"Votre grande nation, très cher frère, a fait sentir à notre petite nation le poids de ses millions et de ses hommes. Votre puissant pays a dominé notre faible pays par la force de ses cuirassés, de ses puissants canons et des trésors des banquiers du Nord : ceux-ci se sont enrichis en exploitant chaque jour nos ressources jusqu'à épuisement, en nous tenant à la gorge par des prêts exorbitants, des traités injustes et des contrats inégaux... Nous demandons donc votre très précieuse collaboration pour qu'il soit efficacement mis un terme aux conditions créées au Nicaragua dans ses relations avec votre pays. (...)

Je ne puis terminer ma lettre déjà longue, frère très éminent, sans vous faire savoir que le sentiment de crainte et de perturbation qu'éprouvent les nations américaines à l'égard des Etats-Unis est dû, avant tout, à la politique calculée et illégale dont ils ont fait preuve à plusieurs reprises envers nos nations." (...)

De quand date cette lettre ? Probablement de 1911. Elle est écrite par l'évêque de la ville de Leon, Mgr Simeon Pereira y Castellon à un de ses confrères des Etats-Unis.

Est-il besoin de commentaires ? Sinon de rappeler qu'aujourd'hui les évêques nord-américains se sont mis à parler haut et clair pour défendre l'indépendance de l'Amérique centrale et il faut s'en réjouir. De rappeler aussi, en revanche, que leur gouvernement est plus déterminé que jamais à "normaliser" la situation de leur petit voisin. "Le feu est dans notre jardin", a dit le président Reagan quelques heures avant son important discours aux deux Chambres. Vous avez bien lu : l'Amérique centrale, "jardin" de celle du Nord !

IMPORTANT

Manifestation de soutien :
Samedi 4 juin à Berne
14 h. 30 Place Fédérale

■ Un constat sévère et un appel

Au terme de leurs visites pastorales dans toutes les paroisses du diocèse, les évêques ont rédigé leurs conclusions. Dans la ligne de préoccupations de notre commission, nous livrons la citation ci-dessous : constat sans complaisance, on le verra.

Ce n'est pas un mince encouragement pour nous de savoir Mgr Mamie et Mgr Bullet — ainsi que les vicaires épiscopaux de chaque canton — pareillement lucides sur la dimension prophétique de l'Eglise.

"L'Eglise, chez nous, nous est apparue assez peu présente au monde, absente des lieux où se prennent les grandes options et où se forment les mentalités, levain plus à côté de la pâte que dedans. Sans doute, il y a des chrétiens qui essaient de vivre leur foi dans le monde, mais en rangs dispersés. Une présence d'Eglise suppose des groupes de chrétiens réfléchissant et agissant ensemble pour influencer une mentalité, pour la rendre plus conforme à l'Evangile, pour discerner dans la vie du monde et de la société les pierres d'attente de l'Evangile du Christ, de sa vérité, de sa justice, de son amour. Nous avons eu le sentiment que les chrétiens chez nous subissent plus l'influence du monde qu'ils n'influencent le monde. On est plus soucieux de ramener à l'Eglise ceux qui sont absents que d'influencer le monde et de créer dans le monde des situations favorables à la foi." (...)

■ CHILI

Pyromane et pompier

Washington Carrasco, représentant permanent du Chili auprès de l'ONU dans notre ville et donc appelé à siéger notamment aux sessions de la Commission des Droits de l'Homme... Ce Washington Carrasco qui, au titre de commandant de la IIIe division, a aidé son collègue — le général Pinochet — à faire place nette par la torture, les exécutions et les disparitions pour y asseoir son pouvoir.

A ce stade, pourquoi ne pas confier la présidence d'Amnesty International à Amin Dada et libérer Klaus Barbie pour l'appuyer dans sa tâche ? Les pompiers recrutés dans le rang des pyromanes...

Trêve d'humour noir. De tels événements sont graves. C'est la sécurité des réfugiés chiliens — nombreux dans notre pays — qui peut être en cause. C'est aussi la crédibilité de la Commission des Droits de l'Homme qui est atteinte et, par là, l'espoir de nombre d'opprimés.

Si certains cherchent comment manifester leur désapprobation, il ne faudra pas les accuser d'une volonté revancharde. Quelque chose de bien plus important est en cause.

Pendant ce temps-là, les casseroles...

Le 11 mars a été une journée d'expression sans précédent dans ce Chili bâillonné : manifestations dans les rues, concert de casseroles... deux morts, une ou plusieurs centaines d'arrestations (les chiffres sont encore imprécis au moment où nous rédigeons cet article), dont celles de plusieurs prêtres.

C'est que le général Pinochet (cette fois, c'est fait) est arrivé à se mettre tout le monde à dos. Jusqu'aux mouvements d'extrême-droite comme "Patrie et Liberté".

Mais les observateurs sont formels. Pinochet restera en place parce que les USA n'ont pas de candidat de rechange ! Quand ce sera le cas, c'est un pays exsangue que le successeur recevra l'impossible tâche de diriger.

■ L'union fait la force

De plus en plus souvent, des groupes se coordonnent pour proposer une réflexion sur un thème qui leur est commun. Il faut accueillir cette intéressante façon de faire. Ainsi la rencontre du 18 mai sur le thème "Fruits et légumes de contre-saison", organisée par treize groupes, parmi lesquels la Fédération romande des consommatrices, la Déclaration de Berne, l'Union des producteurs suisses... Soirée dont nous avons été informés trop tard pour la répercuter.

C'est aussi en s'y mettant à plusieurs (Déclaration de Berne, Frères sans frontières, Groupe volontaire outre-mer et Magasins du monde) que seront organisées deux rencontres les vendredis 27 mai et 3 juin à 20 h. 15 au Centre universitaire catholique de Genève, 30 rue de Candolle, sur le thème "Endettement international — chômage en Suisse — Conséquences pour le Tiers-Monde".

Jürg Frieden, assistant à l'Université de Fribourg, économiste compétent dont nous avons pu apprécier la clarté de l'analyse et la façon de la communiquer, animera cette rencontre.

Ouvert largement à toute personne intéressée.

■ CNUCED VI Avant la conférence de Belgrade

Dans quelques jours, le 6 juin, commencera la VI^e conférence de la CNUCED (Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement). Pour la préparer, un séminaire a été organisé dans notre ville, conjointement, par la CNUCED et la CIDSE (Coopération internationale pour le Développement et la Solidarité, qui regroupe notamment des organismes comme l'Action de Carême). Dans les quelques lignes qui suivent, nous ne prétendons pas restituer quatre jours de travail, mais — plus modestement — proposer quelques points de repère.

■ Dans un sombre décor

Avant cette conférence, le climat n'est pas à l'euphorie : ni dans les pays industrialisés en proie à de grandes difficultés (chômage, protectionnisme...), ni encore moins dans les pays non industrialisés; dans cinquante-deux pays en développement, la production alimentaire a baissé en valeur absolue entre 1970 et 1980. Douze pays sont massivement frappés par la malnutrition (de 201 millions en Inde à 5 millions en Colombie et en Thaïlande). Les importations de denrées alimentaires ont passé de 43 millions de tonnes en 1970 à 80 millions en 1980.

Ajoutons que les mesures d'urgence prises à Paris en septembre 1982 à l'égard des Pays les moins avancés (PMA) se sont soldées par un demi-échec : seul 50% des montants promis a été versé ! Cette remarque ne concerne pas les Etats-Unis et les pays communistes européens puisqu'ils n'avaient rien promis !

■ Quelques certitudes

Aujourd'hui, dans le concert mondial, les Pays en voie de développement (PVD) ont cessé d'être en marge; ces pays à problème sans lesquels tout irait bien. "Aucun pays ni groupe de pays, aussi puissant qu'il soit, n'est en mesure de tirer seul l'économie mondiale de la crise", ont dit les "77" dans leur rencontre préparatoire de Buenos Aires. Ces PVD, ne l'oublions pas, absorbent le 30% de nos exportations; l'interdépendance est un fait.

Autre constatation : actuellement, on se dirige vers un "non-système" où, tout en sauvegardant les formes du commerce mondial, la réalité se règle à coups de décisions unilatérales, de mesures protectionnistes, etc.

La prochaine assemblée de la CNUCED, en regroupant des représentants de tous les pays, est une occasion exceptionnelle de rencontre et de concertation.

■ Une infime marge de liberté

Quels remèdes ? Une réactivation de l'économie des pays industrialisés en relation avec la réactivation du développement dans les PVD ? On parle alors de la "mutualité d'intérêt". Par une ouverture du marché, les intérêts du Nord et du Sud vont se stimuler mutuellement. Ce serait beau, en effet, mais où est-ce que cela fonctionne ? Ne constatons-nous pas, au contraire, la fin des miracles (qu'ils soient brésilien, argentin, chilien) de ceux qui avaient ouvert toutes grandes leurs portes au commerce international ?

Alors changer de cheval ? Choisir le développement autocentré : c'est-à-dire que les PVD reprennent les rênes de leur autonomie et qu'on leur donne les moyens de former une accumulation du capital sur place. Mais comment est-ce possible dans le contexte



actuel ? Des élites locales, le plus souvent, prêtes (ou obligées) à vendre au plus bas les ressources de leur pays... et des multinationales empressées à réaliser leurs vœux ?

Ce qui est sûr : contrairement à ce que certains préconisent, le simple transfert de fonds dans le tiers-monde n'y suffit pas : La crise n'est pas d'abord financière; c'est celle des modèles de développement. Sinon, avec tous les dollars qui sont retournés au Sud après la crise du pétrole depuis dix ans, on pourrait déjà mesurer les fruits.

■ Le rôle difficile des ONG

Il est toujours regrettable de se définir par la négative : organisation "non-gouvernementale". Pourtant, leur rôle est important; sur le plan matériel déjà, la CIDSE (qui est une ONG) seule gère six mille projets de développement pour un montant de 250 millions de dollars. Mais plus encore que ce chiffre, il y a l'impact. L'impact dans les pays bénéficiaires : car ces projets se dirigent plus volontiers vers la base et la transformation sociale que les aides gouvernementales. Mais aussi l'impact auprès des opinions publiques des pays donateurs.

Dans le marasme international où aucune force n'est négligeable, les organisations officielles reconnaissent une place toujours plus importante à ces organisations non-gouvernementales. Une place que ces dernières sont bien décidées à prendre.

Mais ce n'est pas facile (nous pensons particulièrement aux ONG à référence chrétienne) de participer au dialogue avec les responsables de l'économie mondiale sans perdre de vue le combat pour les plus pauvres et contre les idoles que véhicule "l'ordre actuel". Ces organisations méritent donc tout notre appui.

■ Et la Suisse ?

Cette VI^e conférence n'a pas un sujet-clé au programme. Certains y voient une chance, d'autres un risque de sombrer dans les discours sans lendemain. Mais ce n'est pas trop s'avancer que de souhaiter la Suisse active dans la question des prix des matières premières; on sait que ces prix connaissent une constante érosion. Pour y remédier, un "Fonds commun pour les produits de base" a été décidé en 1976 déjà. Mais il n'est pas en vigueur car, au 1^{er} décembre passé, seuls trente-sept pays l'avaient ratifié, alors qu'il en faut nonante pour qu'il soit opérant. Notre pays (qui a, lui, déjà ratifié cet accord — et il faut lui en savoir gré) pourrait donc utiliser son influence pour décider ceux qui se font tirer l'oreille au Nord comme au Sud ■

■ EVEQUES ET ARMEMENT

Est-il encore possible, aujourd'hui, dans notre pays, de risquer un propos sur la paix et le désarmement sans être classé parmi *"les anciens gauchistes en déroute; les chrétiens qui oublient le mal radical et les braves sociaux-démocrates qui agonisent au fond de leur mauvaise conscience, mangent des petites graines, feuilletent le journal d'Anais Nin et des commentaires sur Freud"* ? (*)

Si oui, ce sera pour nous réjouir de ce cri proféré par les évêques nord-américains. Cri par la fermeté du ton, mais qui ne doit rien à l'improvisation puisque le document que les évêques américains ont approuvé dans une large majorité au début de ce mois — en chantier depuis juillet 1981 — en est la troisième version.

Les évêques se sont sentis dans l'obligation de le faire : *"Comme Américains, citoyens de la première nation qui ait produit des armes atomiques, la première qui les ait utilisées et l'une des rares nations qui peuvent influencer l'issue d'une crise suprême, nous avons des responsabilités uniques, humaines, morales et politiques"*. Le propos est grave.

Il fut un temps où, dit-on, les catholiques nord-américains faisaient "le complexe du réfugié" en se croyant obligés d'être des super-patriotes. On affirme même que, jusque dans les années 50, les universités catholiques étaient considérées par la CIA comme des lieux accueillants... Les prises de position des évêques sur l'Amérique centrale et, aujourd'hui, sur l'armement nucléaire, montrent que ce temps est bien révolu.

■ D'autres paroles en écho

La parole des évêques américains ne tombe pas dans un silence. En Europe, Allemands, puis Autrichiens, Hongrois, Français et Suisses leur font écho et ont sorti ou promettent des documents dans le même sens. Le risque, ce serait bien sûr que ces paroles se neutralisent, chacun ne retenant que les nuances apportées et non pas les affirmations communes. Mais elles peuvent aussi se renforcer en donnant aux chrétiens un abondant dossier pour éclairer leur jugement éthique dans ce difficile domaine.

Le Père Defois, secrétaire général de l'épiscopat français, reconnaît aux évêques américains le mérite d'avoir brisé "une sorte de consensus" pour ne pas parler des problèmes d'armements.

Ainsi le débat perd de l'altitude et gagne en efficacité : les propos romains sur le surarmement ne rencontraient guère d'opposition car, adressés à tous, ils étaient suffisamment généraux pour ne gêner aucun gouvernement. Au moment où les Conférences épiscopales prennent la parole, le propos se concrétise, les oppositions aussi. Il ne faut pas les redouter. Rêver d'une parole chrétienne sur la paix qui ne soit pas en même temps glaive est illusoire.

(*) Construire, 4 mai 1983.

■ DROITS DE LA MER Pourquoi ce retard de la Suisse ?

On s'était réjoui en son temps (cf. bulletin de mai 1982) de l'avance des travaux de la Convention sur les droits de la mer. On avait également salué l'attitude coopérative de la Suisse qui (une fois n'est pas coutume) était dans le camp des pays défavorisés, sans littoral.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 · 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 · 21 551



AFGHANISTAN Appel financier (suite et fin)

Puisque nous avons encore reçu des versements récents il convient de communiquer que la somme totale transmise à l'EPER s'élève à Fr. 11.454.—.

Disparus à cause de leur engagement chrétien
Tous jeudi 26 à 12 h.
devant le Plaza



■ ATD QUART MONDE Vous connaissez ?

On ne peut pas s'occuper de tout... mais il y a des choses qu'on ne peut pas ignorer ! Notre petit bulletin, préoccupé d'abord de solidarité internationale, ne peut pas ignorer la situation des plus pauvres dans notre pays.

C'est pourquoi il nous semble important de répercuter les informations ci-dessous concernant Aide à Toute Détresse, ce mouvement qui tente de reconnaître les situations de misère dans nos sociétés, de les défataliser et de permettre à ceux qui les subissent de les dépasser. Au programme ces prochains mois :

— Le 18 juin, journée de récolte de signatures au niveau suisse. Un appel en vue d'obtenir la dénonciation de la misère comme violation des droits de l'homme, le droit à l'éducation dans sa famille, etc.

— Du 3 au 7 octobre, chantier comprenant travail manuel et information sur le mouvement. S'adresse aux participants de seize ans et plus.

Ces renseignements, vous les trouverez sur la "Feuille de Route" (quatre parutions par an) que vous pouvez obtenir ainsi que tout renseignement à l'adresse : ATD Quart Monde — 1711 Treyvaux — tél. 037 33.11.66.

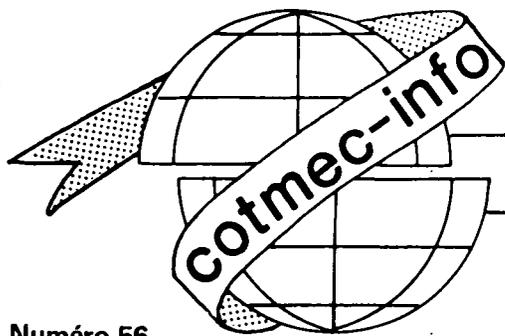
La tâche était colossale; elle n'a pas demandé moins de dix ans. Et c'est le 10 décembre 1982 que cent dix-neuf Etats signaient cette Convention à la Jamaïque.

Ce qui peut surprendre, c'est que notre pays, qui a jugé acceptable cette Convention et qui a obtenu satisfaction en ce qui concerne, notamment, l'accès à la mer et la libre circulation, ne l'a pas encore signée. Quelles causes chercher à ce retard ?

D'après Actualités I3M

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



■ L'ESPRIT AU TRIBUNAL

Il est des mots bibliques que, respectueusement, les traducteurs ne touchent pas, de peur de les affaiblir. Raison de plus pour les regarder de près.

Ainsi le mot "Paraclet". C'est, nous dit-on, celui qui est "appelé à côté" d'un accusé pour le défendre et l'aider. (Notre mot avocat — advocatus — en est un proche parent.)

Mais celui que le Paraclet est chargé de défendre, par qui est-il accusé ? Par les méchants ? Les oppresseurs ? Les incroyants ? Le passage de l'Evangile de Jean (16.2) nous réserve une surprise. Le "défenseur" est appelé auprès de ceux qui sont accusés au nom de Dieu. "Celui qui vous fera périr aura le sentiment de présenter un sacrifice à Dieu." En clair, l'Esprit nous serait envoyé pour nous défendre contre Dieu... ou du moins contre l'interprétation de sa volonté que certains en font.

Derrière une affirmation tellement osée de la part de Jean, ne faut-il pas voir l'expérience d'une communauté qui n'ignore pas les brimades que peuvent exercer les adversaires mais qui sait que la souffrance causée par les "frères" est tellement plus meurtrière. Les premières conduisent à résister, la seconde fait tomber; la première atteint la surface, le corps, la seconde l'intérieur, l'espérance. Et c'est pourquoi il était si important d'en prévenir les disciples. "Je vous ai dit tout cela afin que vous ne succombiez pas à l'épreuve."

Du passé tout cela ? On le souhaiterait, mais ce n'est pas le cas.

Aujourd'hui, au nom de la défense des idées chrétiennes, des gouvernants font à l'Ouest ce que leurs homologues font à l'Est au nom de la sécurité de l'Etat.

Aujourd'hui aussi, au sein de l'Eglise, des laïcs, prêtres, évêques qui cherchent à vivre l'Evangile sont condamnés au nom d'une certaine vision de Dieu et de sa volonté.

C'est alors qu'il faut lire et relire cette page de Saint Jean. Et peut-être le lieu de la condamnation pourra devenir celui du don de la paix; le scandale de l'exclusion pourra laisser apparaître des germes de communion; les barreaux des interdictions pourront s'écarter sur des fécondités nouvelles.

Les peintres ont abondamment représenté le don de l'Esprit à Pentecôte dans la Chambre Haute, les disciples liturgiquement assis autour d'une grande table. Ils ont été plus discrets sur cet autre lieu du don de l'Esprit qu'est une salle de tribunal (civil ou ecclésiastique) où un chrétien est assis sur le banc des accusés.

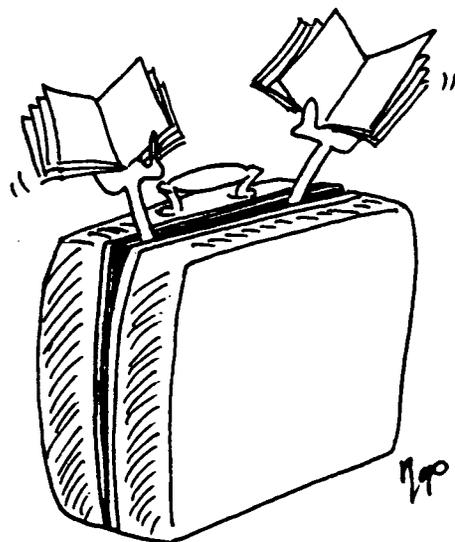
Jean nous invite à compléter. Notre courage peut y gagner en sérénité et en détermination. Le visage de l'Eglise y gagner en transparence.

■ PANA C'est parti

Il y a déjà vingt ans que l'Afrique, qui avec l'OUA se donnait un minimum de coordination, voulait créer une agence de presse. C'est la seule façon en effet de limiter sa dépendance de l'information venue des pays du Nord dont les cinq agences de presse peuvent être des prises par trop déformants.

Aujourd'hui, c'est chose faite. Quarante des cinquante pays africains sont intéressés à l'entreprise. son siège principal est à Dakar, avec des centres régionaux à Lagos (Nigéria), Lusaka (Zambie), Kinshasa (Zaire), Khartoum (Soudan) et Tripoli (Lybie).

L'entreprise est importante et doit être saluée comme une avance du Sud. Mais il ne faut pas se cacher les difficultés qui attendent l'agence Pana. La liberté de la presse est souvent bien menacée dans ce continent où de nombreux monarques sont prêts à faire taire leurs concitoyens pour garantir leur pouvoir.



● DANS LA VALISE

Les vacances c'est le moment de faire ce dont le rythme de la vie habituelle nous prive : se reposer, rencontrer, flâner... lire. A ce propos, n'hésitez pas à nous demander des suggestions si vous cherchez une publication à glisser au fond de votre valise. Pour nourrir votre foi ou votre information. De deux cents pages ou de cinquante. A lire ou... à regarder avec le sourire !

Telle cette plaquette éditée par le bulletin "Interrogation", qui nous donne nonante pages de caricatures pour Fr. 5.—.

Ou ce livre de Plantu (caricaturiste dans le journal "Le Monde") intitulé "Les cours du caoutchouc sont trop élastiques", cent vingt-cinq pages, Fr. 18.10.

■ AFRIQUE DU SUD Après trois exécutions

Les trois jeunes Noirs du Congrès national africain ont été pendus. Les appels à la clémence venus des plus hautes instances n'ont pas entamé la détermination des autorités de Pretoria. On lira avec émotion le témoignage que la mère de l'un des trois (Jerry Semano Mosololi, vingt-cinq ans) donnait au mois d'avril. Il nous est parvenu par l'intermédiaire de Sœur Claire-Marie Jeannotat, qui a travaillé longtemps en Afrique du Sud avant de revenir à Fribourg.

"Je suis une des mamans des enfants que les autorités vont pendre.

Vous savez ce qu'une maman ressent lorsqu'elle perd son enfant. Mon fils nous a quittés en 1976. Nous l'avons recherché, mais nous ne l'avons jamais retrouvé. J'ai prié pour qu'un jour je rencontre mon enfant.

Les années ont passé. Quelquefois, je n'ai plus pu manger ni boire quand j'ai pensé à mon fils.

L'année passée, au mois de juin, aux nouvelles de une heure à la radio, j'ai entendu que trois jeunes gens avaient été arrêtés. J'ai collé mes oreilles à la radio. La nouvelle disait que Jerrey Mosololi avait été arrêté. On lui avait fait mal. J'ai perdu connaissance. Je pleurais de désespoir.

Le jour suivant, j'ai lu cette nouvelle dans les journaux. Nous avons attendu qu'un message nous arrive, mais rien n'est venu. Le soir enfin un message est venu. On me disait que je devais aller voir mon fils dans la prison de Pretoria.

J'avais tellement peur. Les gens me disaient que mon fils portait des chaînes. Je me demandais comment j'allais ressentir de voir mon fils dans des chaînes. Mais je suis allée à Pretoria.

Ils me l'ont amené. Quand il est venu, il a dit simplement : 'Bonjour, maman'. Je lui ai dit que je n'avais pas osé espérer le revoir jamais. Mais dans la condition dans laquelle je le retrouvais, je devais me retenir de pleurer, je ne voulais pas lui faire de la peine, il était tellement heureux de me revoir.

Nous nous sommes vus de temps en temps et nous nous sommes habitués l'un à l'autre. Quelque chose se passait en moi. Quelque chose grandissait en moi, c'était comme une force.

Pendant tout le temps du procès à la Cour suprême du Tribunal à Pretoria, je les ai regardés dans les yeux. Il n'y en avait pas un qui souffrait plus que l'autre. Le procès se continuait et j'écoutais. Chacun des trois disait que c'était sa propre décision. Cela m'a rendue forte jusqu'au point où vous me voyez maintenant.

Nous leur avons dit au revoir. Comme je le visite tous les jours, il dit : 'Maman, rien ne veut changer mon cœur, je crois à la libération de notre peuple'.

C'est ce qu'il dit qui me donne la force que j'ai."

■ ETUDIANTS SUISSES CONTRE L'APARTHEID

Ceux qui pensent que des pressions non-violentes chez nous peuvent éviter des actions violentes là-bas seront intéressés d'apprendre que l'UNES (Union nationale des étudiants suisses) a retiré ses fonds de l'Union de Banques Suisses. Pour eux, cette banque a été durant ces deux dernières années la banque internationale la plus active qui ait participé à des emprunts en faveur de l'Afrique du Sud. Selon l'UNES toujours, le soutien massif accordé par les banques suisses à l'Afrique du Sud est une garantie pour le maintien du régime raciste, de sa politique répressive, de sa militarisation croissante, de son programme atomique et de ses entreprises agressives contre les Etats voisins indépendants.

d'après SOEPI

■ GUATEMALA Vous avez dit "élection" ?

Des informations, il en arrive de bien sombres à notre secrétariat. Mais celles qui nous parviennent du Guatemala atteignent dans l'horreur des sommets que nous ne soupçonnions pas.

Au moment où le Général Président parle d'"élections" qui seraient organisées en 1985, il convient de garder la tête froide. Ce mot, symbole de démocratie, que peut-il signifier dans la bouche d'autorités qui planifient le terrorisme et ont inventé, entre autres choses, les "patrouilles civiles" ? Ecoutons ce témoignage d'une religieuse repris par le journal "The National Catholic Reporter" (Kansas) du 1er avril décrivant la situation dans sa province : "Les gens sont suspectés de tout, dit-elle. Le simple fait de se grouper pour prier est considéré comme un acte politique."

Elle dit que des patrouilles sont formées pour tuer les voisins. Un patrouilleur lui a dit que l'armée avait donné à la patrouille une liste de cinq hommes qui devaient être tués dans le village. Ils vinrent au village avec la nouvelle. Les villageois se réunirent et prièrent. Les cinq pensèrent que ce serait mieux s'ils étaient tués, afin d'épargner tout le village. Les cinq dirent adieu aux villageois, ensuite ils furent tués. La religieuse dit que ces patrouilleurs se sentent coupables, sont hantés par ce qu'ils ont fait et demandent pardon. "La population est une épave nerveuse, ils sont terrorisés", conclut-elle.

■ ETATS-UNIS Résolutions présentées par des chrétiens à dix-neuf grandes sociétés

Un grand nombre d'actionnaires chrétiens ont demandé à dix-neuf sociétés américaines de reconsidérer leurs activités liées à la fabrication d'armes. Selon le "Interfaith Center on Corporate Responsibility" (Centre interconfessionnel sur la responsabilité collective), rattaché au Conseil national des Eglises, cent quinze organismes en relation avec les Eglises et des chrétiens représentant plus de 850 000 actions (d'un montant de 4 202 millions de dollars EU), ont présenté des résolutions pour répondre à "l'impératif

moral de prendre des mesures visant à mettre un terme à la course aux armements".

Les vingt-deux résolutions figurant à l'ordre du jour des réunions annuelles des sociétés, qui ont commencé le mois dernier, concernent l'armement nucléaire, chimique et conventionnel. Six résolutions portent en particulier sur les contrats en vigueur sur la fabrication des armes nucléaires. La plus importante a été présentée à la société américaine des Téléphones et Télégraphes, lui demandant de mettre un terme au contrat passé avec les laboratoires nationaux Sandia au Nouveau-Mexique, installations de recherche et de mise au point d'armes nucléaires.

■ DE PASSAGE A LA COTMEC Farida, résistante afghane

Vingt-deux ans, des yeux de braise qui percent un visage d'une grande beauté. Après trois ans d'études de médecine, Farida connaît la prison jusqu'à la torture et, maintenant, c'est du côté des femmes qu'elle lutte. Pas d'une manière armée.

Non que la lutte armée la rebute. Elle parle sans complexe des femmes qui confectionnent des balles de fusils avec les moyens du bord ou qui redressent les faucilles pour s'en faire des épées. (Triste situation où la parole d'Esaië se récrit à l'envers.)

Simplement son rôle est autre. Il consiste à appuyer les femmes qui sont dans l'obligation de s'organiser, de se former (cours de premiers soins...), dans un pays où le fait de permettre à sa famille de subsister tient du prodige. Il ne faut pas oublier que les ressources — récoltes et bétail — sont systématiquement bombardées. Et tout cela en l'absence des hommes qui sont enrôlés dans l'armée ou dans la résistance.

Divisée la résistance ? Les partis qui "organisent" les Afghans de l'extérieur et auxquels il faut parfois s'adresser pour obtenir des ressources, certes, sont divisés. Mais les Afghans restés au pays se retrouvent en tous les cas devant un objectif commun : jeter dehors l'envahisseur.

Quel avenir ? Farida ne se fait aucune illusion. De part et d'autre on s'installe dans une guerre longue. Mais ce réalisme n'a rien à voir avec le découragement. "Ceux qui nous envahissent et comptent sur notre essoufflement — comme c'est le cas aujourd'hui de l'Union soviétique — se trompent. Ils oublient que jamais personne dans le passé n'est parvenu à nous asservir. Les fusils anglais qui ont été pris aux occupants précédents servent encore aujourd'hui contre les Soviétiques : n'est-ce pas un symbole ?"

Mais cela n'enlève rien au tragique de la situation de tant de femmes et d'enfants à la merci de soldats étrangers qui comptent sur la famine pour trouver les complications qu'ils n'ont pas obtenues par la violence.

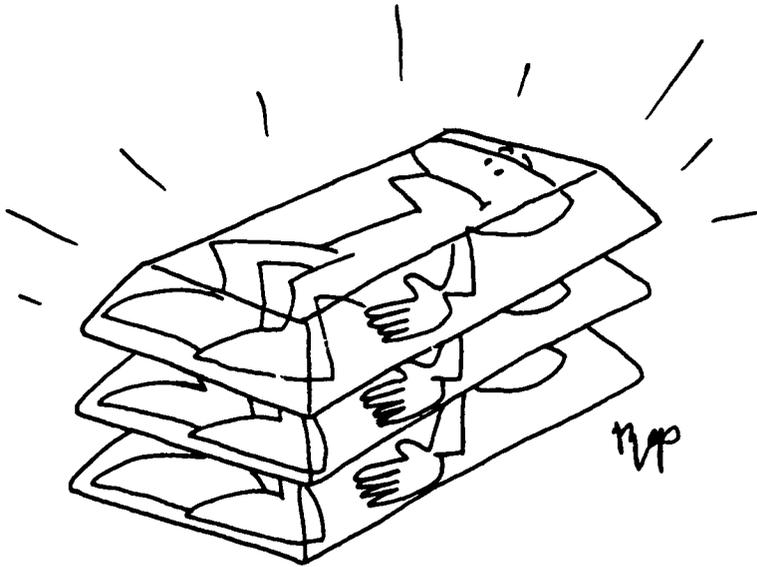
Venue essentiellement pour témoigner au Tribunal des Peuples et à une importante rencontre à Oslo, c'est un appel poignant qu'elle adresse : "La guerre d'Algérie et celle du Viet-Nam ne se sont-elles pas arrêtées par une pression de l'opinion publique ? Quand est-ce qu'un même élan se lèvera pour appuyer le peuple afghan ?" Appel matériel aussi, car son esprit fourmille de projets qui, avec trois fois rien, permettraient aux femmes dont elle s'occupe d'allier aux cours de formation des travaux pour subvenir à leurs besoins.

Dans quelques jours, c'est le retour en enfer pour Farida, plus menacée que jamais puisque pendant quelques mois à travers l'Europe, elle a parlé haut et clair. Mais cela ne semble pas être un problème...

Ce don de soi irréversible et cette sérénité chez une si jeune fille... une de ces rencontres qui laissent des traces de lumière.

● Merci

Il arrive que des gens ne reçoivent plus le bulletin. Cela est dû à une erreur dans l'acheminement et n'a rien à voir avec une question d'abonnement payé ou pas. En nous signalant durant l'échéance les erreurs de ce genre, vous nous aiderez à les réparer.



■ COUP DE GUEULE De l'or en garantie

Un communiqué de l'AFP du 10 juin nous apprend que le Chili devra déposer à Londres 16 854 kilos d'or (plus du tiers des réserves du pays) en garantie d'un prêt bancaire. Si le Chili prend deux mois de retard dans le versement des intérêts, la banque peut vendre une partie de cet or.

C'est la première fois qu'un pays d'Amérique latine est contraint de déposer physiquement une partie de ses réserves d'or en garantie.

La nouvelle est impressionnante et dépasse de loin le cadre du Chili. En dix ans, l'endettement international a passé de 109 à 711 milliards de dollars. On ne peut donc pas s'empêcher d'imaginer dans les prochaines années les galions reprendre à nouveau du service et amener les réserves d'or du Tiers-Monde dans nos coffres. Et, lorsqu'il sera épuisé, quelle richesse retiendra-t-on en gage ? La terre qui n'a pas encore été vendue au capital étranger ? La forêt qui a échappé au pillage ? Et quand ce sera insuffisant ?

Il faudra alors se résoudre à mettre dans les coffres des hommes et des femmes. En espérant que ce ne sera pas trop tard car nous savons bien que, au Brésil en particulier, depuis plusieurs années des gens ont déjà commencé à vendre leur sang, leurs cornées, leurs reins...

● L'AOT A OUVERT LES INSCRIPTIONS Dites-le autour de vous

L'Atelier Œcuménique de Théologie propose dès le début du mois d'octobre un parcours biblique et théologique s'étendant sur une période de deux ans. Le thème choisi — l'Espérance — est trop proche de nos préoccupations pour que nous ne transmettions pas l'invitation à nos lecteurs. Qui s'avance les yeux ouverts sur le terrain des rapports Nord-Sud sait plus que d'autres combien périodiquement son espérance doit être réenracinée.

Renseignements à notre secrétariat.

■ Une forme d'aide nouvelle SOLIFONDS

Le nom de Rudolf Strahm n'est pas inconnu à ceux qui réfléchissent aux problèmes de développement. L'auteur du petit livre "Pourquoi sont-ils si pauvres ?" sait allier la précision de l'expert à la clarté du pédagogue. Ces temps derniers, c'est à un autre genre de réalisation qu'il a donné naissance : le "Solifonds". Un nom qui sonne un peu cocasse pour un projet réellement nouveau en matière d'aide au développement.

■ Nouveau quant à l'origine des fonds

Il s'agit de mobiliser les ouvriers et les syndicats pour recueillir une aide financière qui parte vraiment de la base. Projet ambitieux car si le mouvement ouvrier a été un moment internationaliste, il a opéré, depuis, un large repli. Et c'est souvent à son niveau que les préoccupations de solidarité Nord-Sud "passent" le plus mal... en tous les cas jusqu'à ce qu'on ait compris que le travailleur de Hongkong et de Singapour est une victime avant d'être un concurrent et que, s'il travaillait dans de meilleures conditions, aucune entreprise helvétique ne songerait à fermer son usine suisse pour l'implanter chez lui. Une large tâche d'information sera donc nécessaire pour l'approvisionnement de "Solifonds". Ce n'est pas là son moindre mérite.

■ Nouveau quant aux destinataires

Pour les fondateurs du mouvement, il n'y a pas de véritable développement sans libération sociale. Mais pour soutenir cette libération sociale, l'aide classique est souvent inefficace, du moins à court terme.

Comment apporter un appui à des mouvements d'ouvriers qui luttent pour une élémentaire dignité, un début de justice ? Et comment le faire rapidement ? Car lorsque ces actions se déroulent dans des pays où le chômage est massif, de telles mobilisations peuvent être suicidaires pour ceux qui les entreprennent.

La tâche difficile sera de faire un choix car la somme de Fr.s. 60 000.— dont dispose le fonds au départ est un seau d'eau face au nombre des incendies à éteindre. A nouveau, on revient à l'importance de bien s'informer. Et on peut se réjouir à ce propos qu'à côté des trois fondateurs (Parti socialiste, Union syndicale suisse, Organisation suisse d'entraide ouvrière), on ait fait place à un quatrième : l'Association de soutien à Solifonds, qui regroupe actuellement onze groupes tiers-mondistes, lesquels pourront fournir au mouvement sa documentation.

Notre secrétariat enverra volontiers la documentation aux personnes intéressées.

● Pour rencontrer les "Pèlerins de la Paix"

Le "Bethlehem Peace Pilgrimage" est un pèlerinage à pied de 7 000 miles accompli par vingt chrétiens des Etats-Unis qui comptent arriver en Terre Sainte à Noël. Entre la France et l'Italie, ils vont faire escale dans notre pays.

Une soirée à la paroisse de Montbrillant permettra de les rencontrer **jeudi 30 juin à 20 heures**. Et, le lendemain, un rassemblement est prévu devant l'ONU à la place des Nations, à 16 h 30.

Pour plus de renseignements : Michel Monod, 56 av. du Lignon — tél. 96 86 60 — 1219 Le Lignon.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Durant les mois de juillet et d'août le bulletin ne paraîtra pas. Saisissons l'occasion des vacances pour remercier nos amis handicapés du service qu'ils nous rendent mois après mois en agrafant ce bulletin.



Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

dossier

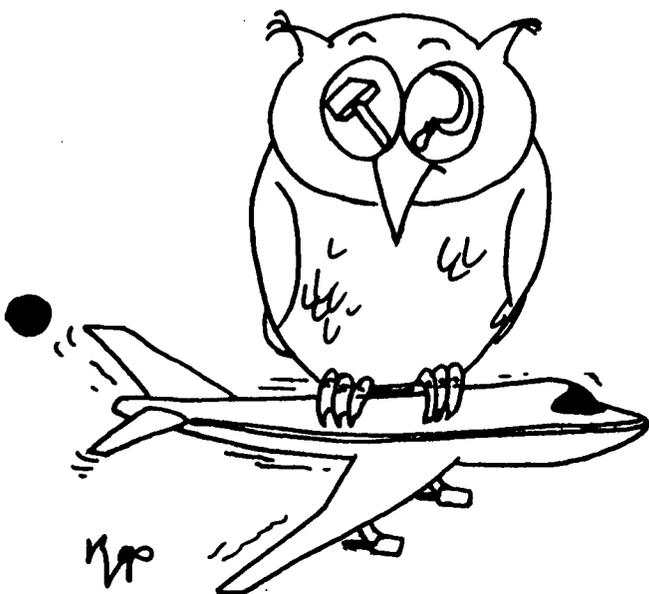
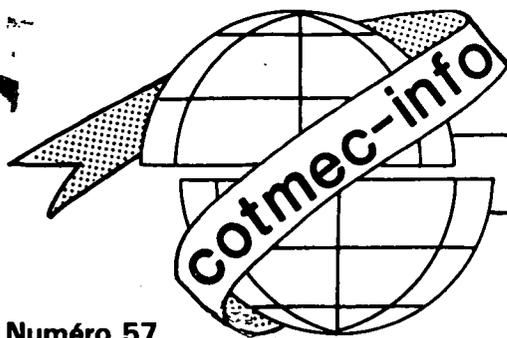
■ NICARAGUA Des chrétiens en révolution ? Pour aller plus loin, demandez le dossier

La visite dans notre pays du Père Ernesto Cardenal, ministre de la culture, qui coïncidait à un excellent "Temps Présent" sur l'Evangile en Révolution, nous a permis d'améliorer notre information sur ce que vit le Nicaragua. Nous avons pu mesurer ce que "désinformation" veut dire, elle qui peut faire passer pour belliqueux un petit pays attaqué par un grand; elle qui présente pour athée le pays le plus ouvert au monde à la collaboration des chrétiens.

Mais cette expérience de foi vécue au cœur d'une révolution est tellement nouvelle pour nous qu'elle suscite certainement de nombreux points d'interrogation chez beaucoup de nos lecteurs. Pour leur permettre d'aller plus loin (sans alourdir ce bulletin), nous préparons un dossier de vingt-deux pages. N'hésitez pas à le demander pour vous ou pour des personnes intéressées de votre entourage (prix Fr. 2.—).

Parmi les documents reproduits, vous trouverez des extraits :

- du rapport à usage réservé élaboré pour préparer la visite du Pape et qui expliquerait son attitude si différente de celle qu'il a eue dans les autres pays;
- des propos d'Ernesto Cardenal sur le rôle des chrétiens dans la révolution;
- du dossier de Pax Christi;
- de la position officielle du gouvernement face à la religion;
- du rapport de la délégation du COE;
- etc...



■ **AFGHANISTAN**
Les explications du Docteur Augoyard

Au début du mois de juin, le docteur Augoyard a pu rentrer dans son pays. On se rappelle que le médecin français parti en Afghanistan pour travailler avec l'«Aide médicale internationale» avait été arrêté par les soldats soviétiques et condamné à huit ans de détention.

Au terme d'un mois d'interrogatoires et probablement suite à une très forte pression internationale, on le met devant un choix: il peut échapper à la prison s'il tient une conférence de presse favorable aux Soviétiques. Une conférence de presse bien sûr où son «rôle» lui est dicté mot à mot. Et le docteur justifie sa «confession» en expliquant que les résistants arrêtés font de même: «Ces propos tenus sont sans importance car ils ne convainquent que les convaincus.»

■ **Le jeu de la «vérité»**

Ainsi, cette «fabrication d'aveux» comporte des risques. A la longue le code s'inverse. Alors, comme semblent le dire les résistants afghans, le spectateur qui, à la télévision, entend: «J'ai eu tort d'appartenir à la résistance qui s'en prend au pays frère» peut décocher: «J'ai hâte de sortir de prison pour regagner la résistance».

Les hiboux sont paralysés par la lumière normale; seule la semi-obscurité leur permet de se mouvoir. N'en est-il pas ainsi des Etats dictatoriaux, particulièrement de l'Union soviétique? Et le drame du Boeing coréen abattu, avec tous les silences et demi-vérités dont on l'a d'abord entouré, en est un nouvel exemple.

Mais l'obscurité, qui convient si bien aux dirigeants, suffit-elle à tous les autres? Pas sûr. Témoin cette petite «parabole» racontée par l'homme de la rue en Union soviétique qui conclut le livre «Rue du Proletaire Rouge». Comparant leur histoire à celle



**DEMAIN SE CONSTRUIT
AUJOURD'HUI**

Durant la dernière guerre, notre pays a eu parfois une attitude injustifiable à l'égard des réfugiés, notamment des Juifs qu'on savait menacés, et qu'on se refusait pourtant à considérer comme réfugiés politiques. Cela, on le savait, ce qu'on sait moins, c'est qu'en 1941-1942, 60% de notre industrie travaillait pour le Reich. Plus grave encore, «La nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses» nous révèle le rôle joué par notre pays dans l'achat de l'or à l'Allemagne nazie. Fruit de ces douteuses transactions: notre sécurité mais aussi un substantiel accroissement des réserves de la Banque nationale.

Au risque de passer pour naïfs, avouons que ces informations nous atteignent parce qu'elles atteignent l'image qu'on se faisait de la Suisse. Peut-être est-il des situations où la seule issue possible se trouve dans le reniement de nos traditions. Mais n'est-il pas souhaitable alors de l'avouer plutôt que d'y consentir tout en continuant à nous proposer en modèle le courage de nos ancêtres, à Morgarten ou ailleurs.

De là vient cette profonde impression d'avoir été floués, qui ajoute au sentiment de honte. S'il n'est pas question de jeter la pierre à qui que ce soit, il est légitime par contre de se rappeler d'hier afin d'éviter que demain en copie les erreurs.

Sera-t-il possible alors d'expliquer à nos enfants devenus grands que, tandis qu'on les entretenait de leurs vaillants ancêtres, dans un pays comme le Zaïre tout se dégradait tandis que les milliards (quatre ou huit, quelle importance?) de son président dormaient dans nos coffres et que nous durcissions notre législation sur l'accueil des réfugiés?

Sera-t-il facile de leur avouer, lorsque la violence aura embrasé l'Afrique australe, que des institutions bancaires de notre pays, alors qu'il était encore temps de négocier, contribuaient de leur crédit à renforcer le pouvoir blanc?

Pour que les mêmes arguments qu'hier (les nécessités de la conjoncture, la défense de nos intérêts...) ne camouflent par les mêmes trahisons, on peut faire quelque chose. Marge de manœuvre limitée mais réelle. Elle a peut-être nom: Initiative sur les banques, Pétition contre la nouvelle loi sur le droit d'asile, ... élections fédérales.

Les chrétiens puisent dans leur foi au Christ crucifié et ressuscité non seulement leur «incroyance» face aux «raisons d'Etat» mais aussi une espérance active, prompte à repérer tout ce qui peut faire avancer la cause de l'homme. Ils ne peuvent donc refuser d'accorder leur attention critique à aucun de ces moyens. ■

d'un petit train qui traverse le pays et auquel arrive toutes sortes de péripéties, c'est Brejnev finalement qu'ils mettent en scène. Quand on lui annonce que le train est bloqué, ce dernier répond: «C'est fort ennuyeux, mais on peut s'en sortir. Que l'on baisse les rideaux de tous les compartiments et que l'on secoue de temps en temps les wagons pour que tout le monde ait l'impression que nous avançons»...



PHILIPPINES

L'irréparable a-t-il été commis ?

Aucune vie humaine ne vaut plus qu'une autre. Mais il peut y avoir des personnes dont la disparition comporte de plus graves conséquences.

En éliminant Benigno Aquino le 21 août, au moment où il mettait le pied sur sol philippin, c'est peut-être l'irréparable qui a été commis.

Le leader de l'opposition modérée supprimé — lui qui était venu pour tenter de convaincre le président Marcos d'une nécessaire ouverture démocratique —, c'est peut-être le dernier barrage contre la violence généralisée qui a sauté.

Benigno Aquino avait déjà payé bien cher son attachement à la démocratie et il se doutait bien que son retour au pays comportait des risques. En enfilant un gilet pare-balles quelques instants avant l'atterrissage, il confiait à son beau-frère: «S'ils visent la tête, je suis un homme mort.» Mais sa détermination était la plus forte. Il avait écrit peu de temps avant: «Je suis revenu de mon propre gré pour rejoindre les rangs de ceux qui luttent pour le rétablissement de nos droits et de nos libertés par la non-violence... Le moment est venu pour le régime de choisir: me faire exécuter immédiatement ou me libérer.» Le choix a semble-t-il été fait?

Le samedi 27 août le président écrivait au cardinal Sin: «Je me suis permis de vous nommer membre de la commission d'enquête... pour donner à cet organisme une dimension spirituelle et morale.» Mais le même jour, le prélat, qui était ami du leader assassiné, déclinait l'offre du président. La vraie raison de son refus était, semble-t-il, l'évidence d'y siéger à un contre quatre et de ne pouvoir faire entendre sa voix.

Il est vrai que la suppression immédiate de l'assassin — alors que les forces de l'ordre étaient en nombre suffisant pour l'arrêter vivant — jette un doute sur les intentions de faire la lumière sur ce dramatique événement.



Le théologien Karl Gaspar, qui, rappelons-le, avait pris une part active à l'animation des théologiens du Tiers-Monde — largement relaté dans ce bulletin — est toujours en prison. Les dernières nouvelles datant du mois de juillet le disaient au vingt et unième jour d'une grève de la faim pour le respect des droits des prisonniers. Ci-dessous, nous reprenons du bulletin de l'ACAT un extrait de la lettre qu'il écrivait aux évêques philippins.

«Chers évêques,

J'ai expliqué à mes interrogateurs que mon dévouement à la cause de la justice et de la paix s'enracine dans mon engagement de foi. Pour la plupart, sinon la majorité d'entre eux, les militaires ne parviennent, en effet, pas à saisir comment notre foi en Jésus-Christ et notre amour des autres nous amènent à risquer nos vies.

Les militaires sont profondément préoccupés par l'Eglise. Les interrogations en sont la preuve, et leurs questions en témoignent: pourquoi les évêques, les prêtres, et les sœurs se montrent-ils si réfractaires à l'armée? Pour quelles raisons l'Eglise prêche-t-elle sur les Droits de l'homme alors qu'il s'agit d'un problème politique? Pourquoi les évêques et les prêtres ne se cantonnent-ils pas aux seuls besoins spirituels, au lieu de s'attirer les foudres du gouvernement?

J'ai essayé de répondre à toutes ces questions le plus honnêtement, le plus objectivement et le plus véridiquement possible. Je me suis toujours efforcé d'exprimer le point de vue de l'Eglise. Il est clair que les militaires se sentent menacés par l'Eglise, s'ils en avaient la possibilité, ils ne permettraient à aucun évêque de se consacrer à la défense de la justice et de la paix. Tant de suspicions sont nées, et voilà que viennent les fausses déclarations des militaires. Certains parmi vous ont peut-être encore du mal à croire que beaucoup de fils de l'Eglise, comme nous, œuvrent pour la justice, non pour le PCP, mais en raison de leur foi en l'appel du Seigneur à annoncer la bonne nouvelle auprès des pauvres...

Un grand merci. Toute marque d'attention est la bienvenue, quand on est soumis à ce type d'inhumanité, ces encouragements pleins de chaleur sont arrivés jusqu'à moi au plus profond de mes nuits solitaires passées en cellule d'isolement.»

K. Gaspar



GUATEMALA

Dans la coulisse du coup d'Etat

Au mois d'août, le Guatemala a remplacé son président. Coup d'Etat? peut-être; coup monté, sûrement.

Acte 1 Le 5 août, Richard Mc Cornack, du Département d'Etat, arrive des Etats-Unis au Guatemala. Il rencontre les hauts fonctionnaires du gouvernement Rios Montt, dont le général Mejia Victores, en qui il reconnaît «un professionnel très intelligent».

Acte 2 Le 6 août, le général Mejia Victores se rend au Honduras pour y voir le chef du commandement sud de l'armée des Etats-Unis, Paul F. Gouman, ainsi que les ministres de la défense du Salvador et du Honduras. Visite entre autres choses du porte-avion Ranger, qui dirige la flotte de guerre nord-américaine envoyée au large de l'Amérique centrale.

Acte 3 Le 8 août au matin, les putschistes pénètrent dans le Palais national. L'attaché militaire de l'ambassade des Etats-Unis, le major W. Mercado, est sur place équipé d'un talkie-walkie.

Epilogue Le 9 août, l'ambassadeur nord-américain au Guatemala, Frederik Chapin, s'entretient durant plusieurs heures avec le nouveau président. A la fin de l'entretien, Chapin a déclaré à la presse: "Maintenant oui, le Guatemala va vers un gouvernement démocratique".

C.Q.F.D.

d'après Enfoprensa



A lire, à pratiquer

Au prix de Fr. 8.—, vous pouvez obtenir à notre secrétariat un livre de recettes au titre révélateur:

Un coup de fourchette sans regrets
édité par Magasin du Monde et les homologues français et belges.

Ces «70 recettes pour un monde solidaire» proposent une alimentation bonne pour son goût et ses qualités diététiques et qui met de côté la viande, destructrice de calories. Au verso de chaque page, en prime, vous trouverez de quoi compléter votre information sur le problème de l'alimentation mondiale: graphique, caricature, courtes explications.



SOS LOGEMENT

A quelques jours de la reprise des cours, l'Institut universitaire d'études du développement cherche encore des chambres pour ses boursiers (essentiellement des Africains).

Si dans votre entourage vous entendez parler d'une chambre libre...

Thérèse Delanoye — IUED Service étudiant — tél. 32.59.71.



■ EN SUISSE Les évêques et la paix

Au début du mois de juillet, la Conférence des évêques suisses a diffusé le document pastoral élaboré par l'épiscopat allemand intitulé: «La Justice crée la Paix» (65 pages).

La couverture nous annonce une déclaration complémentaire de la Conférence des évêques suisses mais cette dernière ne comprend qu'une page et demie et invite essentiellement le lecteur à se référer aux travaux du Synode. On ne peut donc que parler du texte venu d'Allemagne.

■ Des pistes intéressantes

Nous avons été contents de trouver, après une analyse de la conception biblique de la paix, l'évolution de la doctrine de l'Eglise sur la guerre et la paix. Notamment le constat qu'à partir d'une certaine époque la notion de «guerre juste» «n'a plus été actualisée ni approfondie». C'est ainsi qu'elle a pu servir à justifier des causes bien ambiguës. En conséquence elle ne peut être utilisée comme référence qu'avec d'infinies précautions.

On retiendra aussi cette invitation «instante» à se mettre en dialogue face à ces questions de paix et de désarmement dans les paroisses et autres groupes.

■ Des regrets également

On regrettera certaines absences. Si l'impérialisme de l'Est est à juste titre sévèrement critiqué, on aurait aimé que celui qui vient de l'Ouest — et qui a aussi sa logique guerrière, par exemple en Amérique centrale — soit également mis en question.

De même, nous a paru insuffisamment percutant ce qui est dit de la construction de la paix par la justice dans le dialogue Nord-Sud. Le mode de développement et de consommation des pays occidentaux n'ait-il pas sa part de responsabilité dans le déséquilibre actuel?

On aurait aimé aussi que quelque chose fût dit sur l'armement en tant que spirale qui a sa dynamique propre. A partir d'un certain potentiel de recherches et d'intérêt, l'armement ne répond plus à la demande des Etats, il la précède et la stimule.

■ Une infinie complexité

Dès le moment où l'on légitime la dissuasion, on a beau demander: «Les moyens militaires déjà existants ou projetés ne doivent rendre la guerre ni plus réalisable ni plus vraisemblable...», on reconnaît qu'on rentre dans les contradictions quasi insolubles et peu rassurantes.

C'est le mérite de ce texte de ne pas épargner au lecteur les difficultés de ces questions. Etait-ce trop demander que d'attendre de lui, dans la situation de menace dans laquelle nous sommes, un souffle neuf et une parole prophétique? Malheureusement on ne quitte pas les passages cloutés!

La lecture de ce document ne saurait remplacer celle de la lettre pastorale des évêques américains que Pax Christi vient de publier sous le titre: «Les évêques américains disent non à la guerre nucléaire». (219 pages, Fr. 13.—, disponible à notre secrétariat.)

■ CONFERENCE SUR LE RACISME Fermeté suisse

Au début du mois d'août, la seconde Conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale s'est déroulée dans notre ville.

Si nous relevons dans ce bulletin cette conférence qui, probablement, ne changera guère la face du monde, c'est pour la parole très claire que le représentant de notre pays, M. François Pictet, y a prononcée: «Il est nécessaire que la communauté internationale manifeste sa réprobation à l'égard des Etats qui violent les droits de l'homme»; et «cette réprobation est d'autant plus légitime lorsqu'il s'agit de violations commises de façon systématique par des Etats qui pratiquent ou tolèrent le racisme et la discrimination raciale.» De plus, il a parlé de l'apartheid en disant que le gouvernement suisse le condamne de la façon la plus catégorique.

Cela va sans dire, mais cela va mieux en le disant. Comme l'a écrit François Gross dans Le Courrier et La Liberté: «Que cela ait été dit n'allait pas de soi. Certains, dans les milieux des grandes affaires internationales, préféreraient que la Suisse mît une sourdine à ce type de condamnation.»

Reste maintenant pour notre pays à être, dans ses différentes instances de décision, cohérent avec de telles déclarations.

■ SYNDICAT DU PERSONNEL DU BIT «en accord avec les principes»

Dès le mois d'octobre 1981, l'assemblée générale du syndicat du personnel du Bureau international du travail a cherché comment s'associer d'une manière effective à la lutte contre l'apartheid.

Au mois de juin, cette réflexion a abouti à une décision pratique: le retrait des fonds du syndicat déposés auprès de l'Union de Banques Suisses et de la Société de Banque Suisse. Le comité de l'association a eu la conviction après un échange de lettres que ces institutions contribuaient au maintien de l'apartheid. Dans le même communiqué, on invite les personnes qui le veulent à s'associer à cette action en demandant aux services financiers de virer directement leur salaire à la banque de leur choix.

«Cette action, dit encore le communiqué, se situe dans la ligne de celles que de nombreux individus et syndicats de travailleurs dans le monde ont engagées ces dernières années pour contribuer à l'élimination du régime raciste le plus haïssable que le monde ait connu depuis longtemps. Fonctionnaires de l'OIT, nous avons la responsabilité de veiller à ce que l'organisation pour laquelle nous travaillons agisse en accord avec les principes et les positions qu'elle a proclamés.»

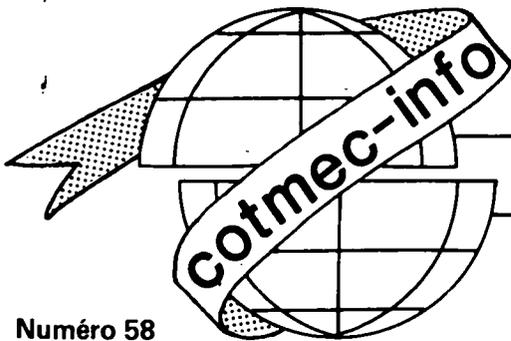
● SAMEDI 15 OCTOBRE Date à retenir

A l'occasion de la III^e Journée de l'Alimentation, treize organisations vont une nouvelle fois se mettre ensemble pour organiser une rencontre d'information-formation à Lausanne.

Il n'y a pas à redouter de jérémiades ou d'interminables panneaux bourrés de statistiques désespérantes. Il s'agit, pour les organisateurs, de nous aider à trouver un mode d'alimentation qui respecte ceux qui la produisent (les producteurs d'ici et du Tiers-Monde), un mode d'alimentation qui respecte aussi notre santé. Rien de triste dans tout cela.

Ajoutons une remarque: le mérite d'un tel forum est de stimuler la collaboration de groupes différents, notamment de certains qui sont axés sur des préoccupations d'abord locales (le Mouvement populaire des familles, l'Action catholique agricole, la Fédération romande des consommatrices) ou sur des préoccupations d'abord Nord-Sud (Déclaration de Berne, Magasins du Monde, Frères sans frontières).

C'est devant la conjonction de ces deux courants que le maldéveloppement peut reculer.



LIBERATION : ANCRE OU PHARE ?

Quelle est la nation qui n'a pas, dans son passé, une page d'histoire qu'elle a écrite en lettres d'or, comme on rédige un acte de naissance ? Révolution d'Octobre, Prise de la Bastille, Serment du Grütli. Autant d'événements célébrés année après année, avec défilés militaires, feux d'artifice ou feux tout court, dans une liesse qui parfois cache mal la nostalgie. Qu'a-t-on fait de l'héritage ? Est-ce que chaque année qui nous sépare de l'événement libérateur ne vient pas aussi nous en distancer ? Le risque est grand en effet que la Liberté, l'Égalité et la Fraternité soient reléguées aux façades des mairies ou que soient taxés de dissidents ceux qui se permettraient de relire certains écrits des pères fondateurs.

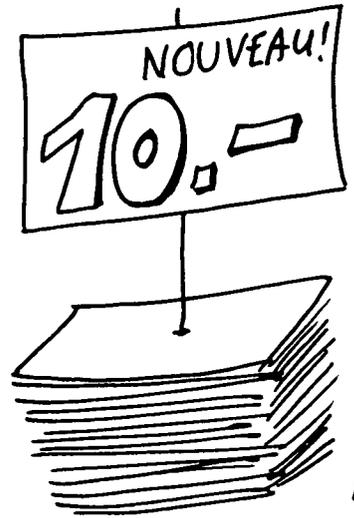
L'Israël de la Bible a aussi son acte de naissance : merveilleux passage de l'Exode où, d'un agrégat réduit en esclavage par Pharaon, est sorti un peuple debout et libre. Bien sûr, cet événement n'a pas été épargné par l'usure du temps. La belle solidarité des pères en marche ensemble, dans le désert, que devient-elle lorsqu'on s'installe en Terre promise et que le patrimoine des uns commence à s'édifier au détriment des autres ?

Pourtant, dans cette conservation de l'héritage, des hommes et des femmes ont joué un rôle décisif : les prophètes. Habités par la présence d'un Dieu vivant aujourd'hui et prêts à dire coûte que coûte Sa parole pour aujourd'hui. Pour eux, rester accrochés au passé, si brillant soit-il, c'est le meilleur moyen de le trahir : "... ne ressassez plus les faits d'autrefois. Voici que moi je vais faire du neuf qui déjà bourgeoise; ne le reconnaissez-vous pas ?", met dans la bouche de Dieu celui qu'on appelle le second Esaïe, autour de 540 avant J.-C.

A situer la conquête de cette libération dans le passé on en fait une ancre qui empêche d'avancer; la source de toutes les nostalgies et des thèmes pour discours d'anciens combattants. Si, au contraire, on la situe devant, on en fait un phare qui appelle à des courages nouveaux, pour affronter des défis nouveaux.

Les chrétiens croient qu'à la source de leur libération, il y a l'Esprit de Vérité, celui qui est, qui était et qui vient. Donc pas de place pour la nostalgie. Et s'ils ne marchent pas toujours au pas quand retentit l'hymne national, qu'on ne leur en tienne pas rigueur. Ce n'est pas de l'ingratitude à l'égard du passé. C'est de la distraction... C'est simplement que leur attention était occupée à repérer les bourgeons.

Pour ceux à qui ce genre de débat convient, signalons l'émission AGORA du 23 novembre. Elle aura pour thème : le racisme.



■ A propos de COTMEC-Info

Une fois par année, pour vous lecteur qui habitez en Suisse, le bulletin jaune arrive bardé de vert. Dès le début nous avons voulu que cette publication, tirée à 2 000 exemplaires, s'autofinance et ne pèse pas trop sur les comptes de la COTMEC*.

Cette année, avec les Fr. 8 403.— que vous avez versés pour abonnement, il nous a manqué Fr. 166.70 pour couvrir les frais que représentent la frappe, l'expédition et les frais de poste.

L'écart est trop petit pour parler de "découvert", pourtant il nous incite à vous proposer d'inscrire sur le bulletin non plus Fr. 8.— comme vous étiez invités à le faire depuis le démarrage du bulletin il y a cinq ans, mais Fr. 10.—. Cela en sachant que beaucoup d'amis le faisaient déjà... et plus encore.

Ces frais comprennent également l'envoi d'une centaine de bulletins à l'étranger, essentiellement dans le Tiers-Monde, pour lesquels, bien sûr, les frais de port sont élevés et le remboursement inexistant. Et pourtant nous tenons très fort à ces envois. Non pas bien sûr pour apprendre quelque chose à nos lecteurs d'outre-mer sur leur propre réalité. Mais pour leur rappeler, mois après mois, que dans l'Occident (et particulièrement dans l'Eglise d'Occident), qui leur apparaît si souvent sous des traits dominateurs, enfoncé dans une consommation effrénée, des groupes, des personnes — comme vous et nous —, essaient d'élargir leur regard et leurs préoccupations au-delà de leur frontière.

* Concernant les comptes de la COTMEC, que nous tenons bien sûr à disposition de toute personne intéressée, bornons-nous à signaler que le compte de produits se monte à Fr. 22 378,35 grâce à la subvention de l'Eglise catholique (Fr. 13 700.—) alors que les charges se sont élevées à Fr. 19 447,65. C'est donc Fr. 2 930,70 qui seront ainsi à reverser dans la caisse pour l'an prochain.

■ FAIM Un excellent dossier

La revue Croissance des Jeunes Nations fait de sa parution du mois d'octobre un numéro spécial intitulé : "Les chemins de la faim." Important pluriel, car si on veut dépasser le stade du cri et des slogans on est forcé de découvrir que les causes de la faim sont multiples. Tenter de les repérer n'est pas inutile pour mieux les combattre. Les notes ci-dessous voudraient donner envie de lire la brochure en question.

■ Evitons les slogans

Quand commence la faim ? Quand quelqu'un meurt ou au contraire avant ? Au-dessous de quel nombre de calories y a-t-il sous-alimentation ? Les experts ne s'accordent pas nécessairement, ce qui invite à la prudence dans l'emploi des termes. La faim n'est pas la famine. Cette brutale situation de pénurie née souvent d'une catastrophe naturelle qui détruit une économie alimentaire fragile. Mais la famine n'est pas la disette, cette situation de ravitaillement insuffisant qui affecte interminablement la vie de millions d'êtres humains.

Ces précisions non pour "noyer le poisson" mais parce que la cause de la faim a parfois souffert d'être défendue avec des propos à l'emporte-pièce.

La réalité est suffisamment sombre pour ne pas la noircir. Même si des efforts ont été réalisés, le nombre de gens qui ont faim dans le monde continue à augmenter : on peut estimer que le 30% de la population mondiale est sous-alimentée et 10% en état de famine (10% en 1983, cela fait 450 millions).

■ Des excédents

Paradoxalement, le problème de la faim ne peut être évoqué sans parler des excédents de production. A la fin des années 50, l'Europe des six produisait 90% de ses besoins. A la fin des années 70, elle en couvre 105%. La production moyenne de céréales à l'hectare pour la CEE a passé de 30 à 50 quintaux en dix ans. Pour les Européens, exporter est donc une préoccupation première.

La situation est plus aiguë aux Etats-Unis. Il y a une dizaine d'années, ils produisaient 50 millions de tonnes de blé; il en résultait un excédent rapidement soldé. A la fin 82, les stocks seuls se montent à 43 millions de tonnes.

Pour les fermiers qui ont fait de gros investissements, l'effondrement des cours dus à la surproduction se fait douloureusement sentir, d'où la réaction du président Reagan de "geler" 37 millions d'hectares en dédommageant les agriculteurs. 37 millions d'hectares en repos, c'est plus que la surface cultivable de la France (30 millions d'hectares).

■ ... et des besoins

Le paragraphe précédent inciterait à l'optimisme. Pourtant, si la production de l'Occident progresse, celle du Tiers-Monde stagne, sinon diminue. Il y a cinquante ans, dans son ensemble, il exportait des céréales; en 1970, il en importait 15 millions de tonnes et près de 100 millions aujourd'hui. On le voit, une situation de dépendance croissante dont on imagine sans peine les conséquences. Où trouver les devises pour payer les céréales alors que les revenus du Tiers-Monde baissent chaque année comme baisse le prix des matières premières ? Et demain, lorsque le gel américain aura permis aux prix du blé de remonter, qu'est-ce qui va se passer ?

Dans l'état actuel de l'économie mondiale, entre le surplus des uns et les besoins des autres, le fossé semble infranchissable. ● ● ●

à suivre

■ SCOD Sortie du rapport annuel

Les lecteurs de ce bulletin savent à quel point la Société coopérative œcuménique de développement nous tient à cœur. D'abord parce que c'est une initiative œcuménique et surtout parce qu'elle permet à chacun de placer son épargne — quel qu'en soit le montant — d'une manière solidaire, en l'affectant à des projets de développement.

Nous tenons donc à signaler la sortie du rapport annuel 1982. Réjouissant de voir que seize nouveaux membres se sont intégrés dans l'association. (Rappelons que pour la Suisse romande, outre l'Association de soutien à la SCOD, sont également membres : l'Action de Carême, la Société catholique romaine de Genève, le Conseil synodal de l'Eglise réformée du canton de Vaud.) Réjouissant également de voir que le capital action a augmenté de près de trois millions de florins (augmentation due en grande partie aux organisations de soutien d'Europe).

Comme le dit le rapport en terminant, une grande aventure est en train de se réaliser, riche de promesses pour l'humanité. Une aventure de laquelle le témoignage de chrétiens pourrait recevoir une signification nouvelle.

N.B. Pour ceux qui se posent des questions sur ce genre d'organisation et sur son efficacité dans un monde où les soubresauts monétaires sont aussi fréquents que les séismes politiques, une soirée d'information est prévue. Le lieu n'est pas encore déterminé, mais les personnes intéressées peuvent déjà retenir la date du 29 novembre ainsi que le nom de l'intervenant (extérieur à la SCOD). Il s'agit de Ronald Bugge, assistant à l'Institut universitaire d'études du développement.

■ AFRIQUE Un pas de plus vers la maîtrise du solaire

Dès 1978, les chefs d'Etats des neuf pays de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) avaient vu l'importance pour eux de mieux maîtriser l'énergie solaire et avaient décidé de créer un centre de recherche. La satisfaction des besoins quotidiens (pompage), l'éclatement de la demande, l'impossibilité de financer des sources d'approvisionnement trop lourdes... tout les amenait à se tourner vers une énergie qui leur est donnée à profusion : le soleil.

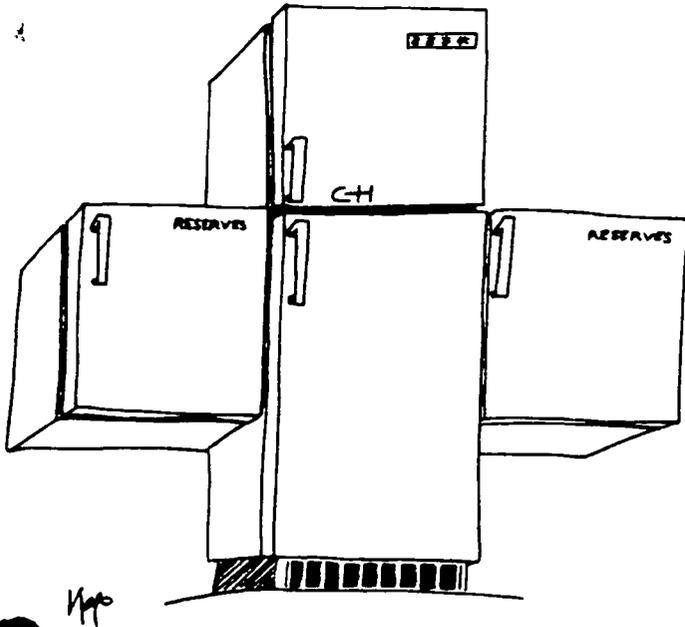
Au mois d'août, à Ouagadougou (Haute-Volta), une convention a été signée pour financer le nouveau centre, le CRES (Centre régional d'énergie solaire) implanté à Bamako.

□ Accueil genevois

Au début du mois de septembre, un Noir arrive dans notre ville et se présente à la douane. Le douanier suisse lui fait vivement remarquer qu'il n'a pas le visa nécessaire puis se retire pour revenir un moment après. "Eh toi le Noir, viens ici !" interpelle-t-il le voyageur qui réagit par un éclat de rire. Devant la question courroucée du fonctionnaire "Pourquoi riez-vous ?" notre visiteur se permet d'ajouter "Parce que j'ai envie de rire. Dans votre pays ce n'est pas permis ?"

Petite précision : notre hôte était professeur agrégé et porteur d'un passeport diplomatique ! D'où notre question : si les "grands" sont accueillis aussi fraîchement, comment sont traités les "sans grades" ?

A moins — ce que nous souhaitons — que ce ne soit qu'une bavure...



● Coup de gueule

Il y a certaines publications à ne pas laisser entre toutes les mains, sur toutes les tables. Nous ne voulons pas parler d'un magazine porno, mais de la brochure publiée par le Délégué à l'approvisionnement économique du pays et qui se présente (ce n'est pas un hasard) sous les couleurs de ce même pays : un peu de blanc, beaucoup de rouge.

Imaginez-vous que cette publication oubliée sur le bureau de la COTMEC tombe entre les mains de nos visiteurs ! De cette sœur de l'Evangile qui travaille avec les Indiens équatoriens dans des conditions de plus en plus précaires à mesure que le prix des aliments monte. Ou que cette brochure passe sous les yeux de ce jeune Français qui va repartir au Bangladesh. Ou encore de cette résistante afghane avant qu'elle ne retourne dans son enfer de violence et de dénuement.

Imaginez leurs réactions !

En deuxième page, ils auraient lu : "La Suisse n'est pas une île"; ce qui les aurait réjouis pensant que cela promettait d'ouvrir un espace de solidarité. Erreur. C'est dans l'autre sens que le vent souffle. Non pas pour assurer notre survie. Cela, c'est déjà fait. Dix milliards de francs de nourriture ont déjà été mis en lieu sûr, tout comme sont imprimés les coupons et dressés les plans qu'il n'y a plus qu'à sortir du tiroir. Le problème des Suisses, il est ailleurs. Il est de patienter jusqu'à ce que les tickets soient distribués.

Ils auraient lu qu'en Suisse, ce qui n'est pas un luxe, ce n'est pas la nourriture, ce sont les provisions. "Une délicate conserve de viande ou de poissons, une boîte de crème au chocolat, un petit sac de noix... et autres aliments qui dispensent force et consolation dans les jours d'incertitude."

Ils auraient vu, ô scandale, que même l'Evangile est appelé à la rescousse : "L'homme ne vit pas que de pain." La phrase que Jésus reprend de l'Ancien Testament (Luc 4.4). On l'oblige à se prostituer pour nous faire acheter dentifrice et papier de toilette, cigarettes et lampe de poche.

Que ne s'est-il trouvé un Léon Bloy ou, à défaut, un évêque ou autre chrétien pour pousser un immense cri à faire trembler les vitres de la Belpstrasse 53. "De grâce ne mêlez pas l'Evangile à ce commerce de la peur..."

Le but dernier de cette formidable campagne de promotion nous échappe certainement. Ces effets peut-être sont-ils plus évidents. Dans cette Europe où partout il est question de réagir contre le surarmement, les Suisses, eux, peuvent dormir tranquillement. Les autruches sont invitées à stocker des cornets de sable pour s'y cacher le cas échéant.

Certes, on pourra toujours faire remarquer à l'auteur de ces lignes qu'il n'a pas connu les périodes de privation... Et c'est vrai. Mais c'est précisément parce que nous prenons au sérieux la pénurie alimentaire qu'il nous est insupportable de bourrer nos armoires en pensant que tant de frères endurent cette privation actuellement. On exagère ?

Que chacun fasse l'essai. Qu'il prenne une carte du monde. Une grande. Qu'il la déplie sur la table de la cuisine et qu'il pose dessus la petite brochure "provisions de ménage, tout à votre avantage". Et qu'il nous dise si elle ne lui paraît pas indécente...

■ SYNODE DES EVEQUES Quel dialogue Nord-Sud ?

Il n'appartient pas à un bulletin de ce genre de débattre du thème retenu par le synode des évêques réuni actuellement à Rome : "La réconciliation et la pénitence dans la mission de l'Eglise". Tout au plus peut-on risquer une question : dans une telle assemblée, quelle sera l'écoute réservée aux évêques du Tiers Monde ?

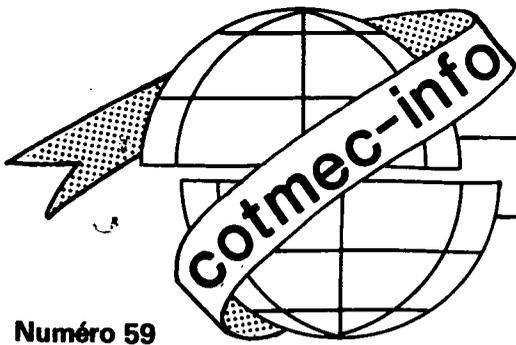
La réconciliation n'est pas une affaire entre un pénitent et son Dieu. Elle est tout autant réintégration dans un corps, dans une communauté d'Eglise. Or, à l'évidence, l'Occidental qui ne connaît pas toujours son voisin de palier ne sait plus guère ce qu'est la vie communautaire.

Par contre, combien de communautés africaines ou indiennes ont encore à "vivre ensemble" ? Combien d'entre elles pratiquent couramment des rites de réconciliation chaque fois que des actes de déviance blessent la vie du groupe ?

Nos évêques sautent-ils recevoir, bien sûr pas pour le reproduire, ce patrimoine resté vivant ? Sauront-ils entendre des propos comme ceux de Mgr Kokozza Tekry, évêque à Gaynoa (Côte d'Ivoire), pour qui "les rites actuels de la célébration du sacrement de la pénitence en font un sacrement-châtiment que l'on reçoit pour éviter l'enfer. La confession individuelle est typique d'une société individualiste". Et dans la demande des évêques africains et latino-américains d'étendre les cas d'absolution collective, va-t-on voir autre chose qu'une nécessité face au manque de prêtres, ou pire, une ouverture à la facilité ?

C'est la chance d'un synode romain d'instaurer un dialogue aux dimensions du monde, avec des partenaires vivant sous toutes les latitudes. C'est certainement aussi l'occasion d'une ascèse redoutable. Particulièrement pour les Occidentaux habitués depuis des siècles à détenir le point de vue universel.

Que ce dialogue réussisse et l'Eglise donnera à la face des nations un signe plein d'espérance. Un signe de réconciliation.



■ IMPRESSIONS ROMAINES

1er novembre, 10 heures du matin. En violet ou en blanc, une cinquantaine de prêtres et d'évêques gravissent les marches qui conduisent à l'autel "superbe" dominé par le baldaquin du Bernin. Un rayon de soleil irradie le transept. La basilique de St.-Pierre — tellement parfaite dans ses proportions qu'elle parvient à ne pas paraître immense — est à moitié remplie de pèlerins des quatre coins du monde. Un chœur venu d'Allemagne met toute sa compétence et sa chaleur au service de la liturgie.

C'est dans cet environnement que sont proclamés les textes bibliques proposés par l'Eglise pour cette fête de la Toussaint. Notamment les Béatitudes qui nous disent les pauvres heureux; heureux aussi les persécutés pour la justice...

L'impression est étonnante, plurielle. C'est tout d'abord une infinie reconnaissance pour cette Eglise qui a su, contre vents et marées, acheminer jusqu'à notre temps cette Parole venue d'ailleurs. Elle l'a fait souvent avec l'attention que nos ancêtres devaient mettre à se transmettre le feu.

Mais aussi reconnaissance de savoir que des communautés de cette même Eglise, à ce même moment, proclament ce même texte dans la simplicité d'une case, dans la pauvreté d'une favella, sous la menace des soldats, d'un camp ou de l'autre, faisant la guerre aux subversifs... ou encore dans un quartier de nos villes européennes où le chômage sévit. Bref, dans un cadre qui sied peut-être mieux.

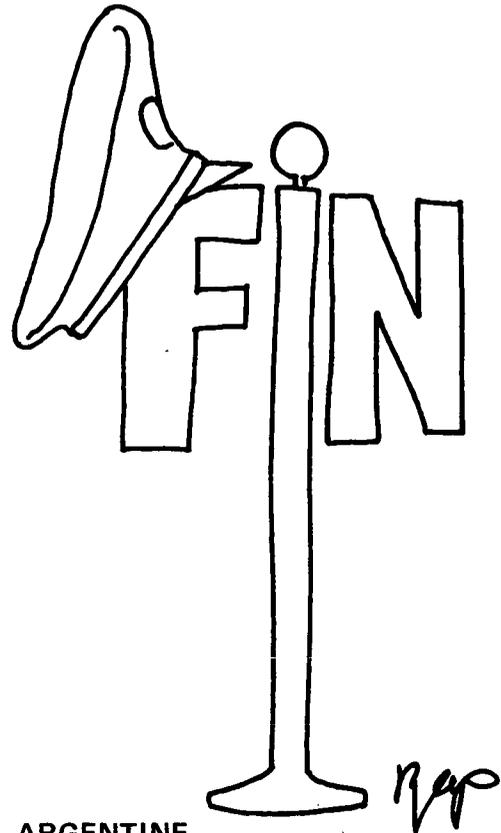
C'est que les pierres parlent et il arrive que leur message contredise la Parole ou, à tout le moins, en affaiblisse l'écho. Entre la "Parole" proposée par la catacombe Sainte Priscille et la "Parole" proclamée dans une grandiose basilique de la Renaissance, il y a plus qu'une différence d'accent et de style. C'est que treize siècles séparent l'une de l'autre. Treize siècles pendant lesquels la croix — cet instrument de torture auquel le Nazaréen a été condamné hors de la ville — est devenue signe de triomphe et motif de décoration du trône impérial. Durant ce temps aussi, l'évêque de Rome a fait sien le titre que s'attribuait l'empereur romain : Summus pontifex : souverain pontife...

Comment les pierres ne porteraient-elles pas la trace de tels renversements ?

• • • • •

La fin de l'année liturgique nous fait réentendre le beau texte du chapitre 21 de Luc. Devant le temple de Jérusalem battant neuf, les auditeurs de Jésus résistent mal à une certaine fascination. Il faut que le Maître leur rappelle de ne pas se tromper de grandeur, de ne pas se tromper de sécurité. La confiance que les disciples sont prêts à mettre dans la solidité du temple — dont il ne restera pas pierre sur pierre —, Jésus leur propose de la mettre dans une promesse. La promesse d'une présence intérieure qui leur donnera "sagesse et langage" face à toutes les oppositions que leur témoignage ne manquera pas de susciter.

Rien de télégraphique, rien non plus qui se lasse facilement repérer et mettre en statistique. Une force, discrète, irrésistible comme du levain dans la pâte. ■



■ ARGENTINE

Le 30 octobre, l'Argentine a tourné l'une des pages les plus sombres de son histoire. La "fin du cauchemar", comme la presse l'a exprimé unanimement.

Depuis mars 1976, les militaires au pouvoir avaient mis à mal ce pays par une répression sanglante (quelque 30 000 morts ou disparus), par des échecs économiques successifs au point d'en faire l'un des pays les plus endettés d'Amérique latine (un quart de la population active est au chômage et l'inflation atteint des chiffres records). Jusqu'à l'honneur de ce peuple qui a été bafoué depuis la débâcle des Malouines.

On comprend l'empressement des gens d'aller déposer dans l'urne leur volonté de retrouver une "autre Argentine".

■ Un homme courageux...

Malgré un mouvement péroniste encore fort, c'est le candidat radical qui a remporté largement la victoire (2 millions de voix de plus que son concurrent) et la majorité absolue.

L'auteur de ce triomphe, Raul Alfonsín, est un avocat de 57 ans lancé depuis longtemps dans la politique. Même si les années de dictature l'ont obligé à la discrétion, il a fait preuve de courage en prenant le risque de s'opposer parfois aux membres de son propre parti. En tant qu'homme politique, s'engager dans l'assemblée permanente des droits de l'homme n'a pas dû être confortable. Pas plus que de mettre en garde l'opinion publique contre les conséquences d'un conflit armé au moment de la crise des Malouines. ▶

▷ ▷ ... et combien d'autres

Qui dira combien de personnes auront contribué à rendre possible ce 30 octobre ? Avec leur courage, leur espérance contre toute espérance. On pense aux Femmes de la Place de Mai avec leur foulard blanc et leur interminable ronde. On pense à Miguel Estrella, qui a mis, lui, son art au service de la défense des droits de l'homme. Et combien d'autres artisans inconnus, tenaces, qui ont sans relâche secoué l'attention de leur entourage pour que l'inacceptable ne soit pas accepté. Les nombreuses initiatives qui ont eu pour cadre Genève ou la Suisse romande sont à mentionner également.

Demain ?

Pour que les militaires passent la main, il faut généralement qu'un pays soit au plus mal. C'était le cas au Pérou, en Bolivie... l'Argentine ne fait pas exception. La tâche de reconstruction confiée à Raul Alfonsin est démesurée. C'est probablement pour cela qu'il a déjà lancé un appel aux démocraties occidentales. Espérons que, de la part de notre pays, il trouvera au moins autant d'appui que les militaires en avaient obtenu. 200 millions de francs, accordés par les cinq grandes banques suisses. Pour le ministre argentin de l'économie, il s'agissait du prêt le plus important accordé par des organismes bancaires suisses à un pays latino-américain. Or, c'était en 1980, alors que la répression était connue de tous.

□ UN EXEMPLE : LE BRÉSIL

Dans le Nordeste du Brésil, 22 millions de personnes connaissent la famine. Même si on les enregistre comme "mort naturelle", cela ne trompe personne. Un quart des enfants meurent et combien de malades et de personnes âgées voient hâtée la fin de leur vie.

Le responsable de cette tragédie : c'est la sécheresse qui dure depuis cinq ans et a fait passer une région d'économie précaire à l'état de famine. Mais dire cela ne suffit pas. Car cette sécheresse, on l'avait prévue une année avant qu'elle ne commence.

De la météorologie, nous voici ramenés à la politique, "à l'administration injuste de la part du gouvernement et des autorités responsables", pour reprendre les termes d'une lettre récente du Père Fragosso, évêque de Crateus, en pleine région sinistrée.

Mais la politique à son tour nous ramène à l'économie. Si, depuis plus de dix ans, le Brésil "vend" son sol, sa main-d'œuvre... au marché international, ce n'est pas sans la complicité des autres pays occidentaux. Peut-être sous une certaine contrainte. Lorsque la dette s'élève à 90 Milliards de dollars, on est bien obligé d'accepter les conditions des créanciers, qui jamais ne se préoccupent de savoir si les gens ont faim — ce n'est pas leur tâche — par contre bien de veiller au remboursement des dettes.

Comme le dit l'économiste brésilien Celso Furtado : "Le cas 'Brésil' ne peut pas s'expliquer si on ne tient pas compte de l'environnement international... Le Fonds monétaire internationale nous dit : 'Vous devez vous serrer la ceinture...' Notre ceinture ne comporte plus de cran supplémentaire."

Le problème de la faim a toutes les facettes... et bien d'autres encore. C'est dire sa complexité, mais c'est dire aussi le nombre de ses angles d'attaque. L'essentiel est d'en saisir un.

□ FAIM Un excellent dossier (suite)

□ Pourquoi cette stagnation ?

Le problème est trop complexe pour le décrire en quelques lignes. On peut tout de même avancer quelques remarques.

Si le Tiers-Monde peine à produire pour se nourrir, c'est d'abord parce qu'il consacre une grande partie de sa terre et de ses efforts à la culture d'exportation. Le Brésil par exemple, dont le 40 % de la population souffre de malnutrition, est le second exportateur mondial de produits agricoles. Il y a détournement de terre.

C'est aussi le manque de stimulation qui paralyse la production vivrière, pas encouragée sinon ignorée par les organismes d'Etat. Et quand bien même le paysan améliorerait sa production, trouverait-il un moyen pour acheminer son petit excédent jusqu'à la ville ?

Au moment par contre où certaines conditions sont remplies, un décollage ne tarde pas à se produire comme pour ces paysans du Chiapas qui multiplient par sept ou huit le rendement de leur maïs et cela sans méthodes importées.

□ La faim, c'est plus que la faim

"Ce n'est plus de la faim toute seule qu'il faut désormais parler, mais d'un syndrome qui comprend le chômage, la misère, la malnutrition, l'exode rural, l'inflation démographique." Ces propos de l'agronome français de Ravnian illustrent bien l'enchevêtrement des causes et partant l'insuffisance d'un remède qui serait trop limité, comme pourrait l'être la seule aide alimentaire.

□ Pas de culpabilisation mais un élan

En refermant ce dossier, des pistes d'action se confirment :

— La modification de nos comportements alimentaires en veillant à ne pas stimuler les exportations agricoles du Tiers-Monde (notre viande au prix de son soja par exemple).

— Souhaiter que notre coopération technique choisisse en priorité la promotion des plus pauvres et privilégie de petits projets à la base, ce qui est déjà en partie le cas.

— S'attaquer à tous les autres aspects du développement — économiques, culturels... —, sachant que tous, d'une manière ou d'une autre, ont quelque chose à voir avec le problème de la faim.

— Enfin il y a l'aspect politique. Un changement politique dans un pays ne peut être obtenu que par les citoyens du pays en question et la règle de non ingérence doit être respectée. Ceci dit, lorsqu'un pays viole massivement les droits de l'homme, les autres Etats savent prendre à son égard certaines mesures. Ne devrait-il pas en être de même vis-à-vis des pays qui sacrifient délibérément leur production et leur distribution alimentaire destinée à toute la population au profit du bien-être de leurs seules élites ?

Les chefs d'Etats africains ne pourront pas éternellement se réfugier derrière les séquelles du colonialisme, disait en substance un journaliste sénégalais récemment. Vingt ans ont passé. Le moment est venu de nommer l'inculte de certains régimes, de la stigmatiser peut-être, en tous les cas de ne pas l'encourager.

L'exportation de nos produits de luxe dût-elle en souffrir...

Croissance des Jeunes Nations. Octobre 1983. Les chemins de la faim. 64 pages, Fr. 7.—.

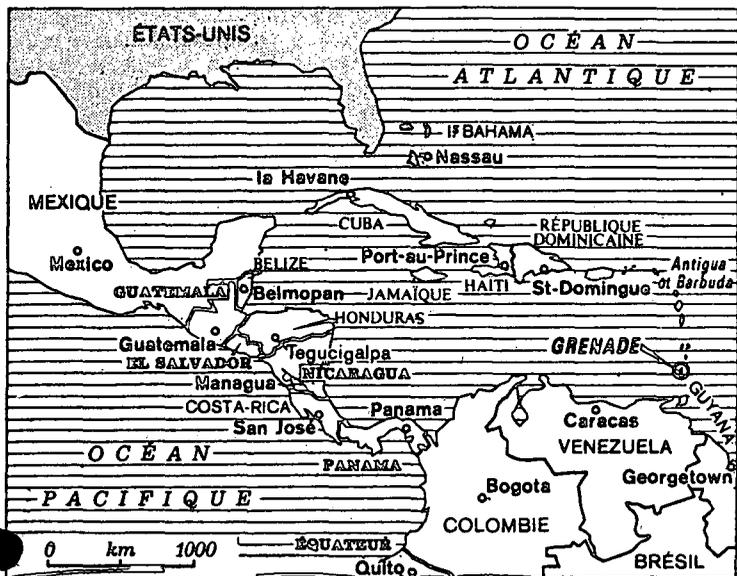
☐ ACTUALITE
Le pouls à 110

Il est des moments où les pulsations de l'histoire semblent s'accélérer. Les scènes — violentes le plus souvent — s'y succèdent à la rapidité d'un vieux film de Charlot. Il est alors tentant de laisser monter son seuil de tolérance, de se boucher les oreilles, bref de remiser son jugement à l'abri en attendant des jours meilleurs. C'est compréhensible. Pourtant ce n'est pas juste. Même si beaucoup d'éléments nous échappent et si le sentiment d'impuissance nous envahit, il ne faut pas renoncer à opposer un "non" résolu à certaines informations. A quoi cela sert-il ? — Et si cela servait seulement à rester des hommes ? Et si cela permettait à notre sens moral de ne pas s'atrophier ? Et puis, qui dit que ces refus, intérieurs dans un premier temps, ne connaîtront pas un jour une efficacité ?

Il s'agit de dire "non" à l'attentat de Rangoon, qui a causé la mort de dix-neuf personnes dont quatre ministres sud-coréens.

Dire "non" aux camions suicides qui ont ensanglanté le Liban et qui ajoutent au drame de la guerre civile l'horreur de la violence anonyme.

Dire non à l'assassinat de Maurice Bishop et de son équipe au pouvoir à Grenade. Dire non aussi à ceux qui ont envahi l'île peu après.



☐ Algérie-France
La plaie cicatrisée

La guerre d'Algérie et son cortège d'atrocités est trop proche de nous pour qu'il soit besoin de la rappeler. C'est ce souvenir qui permet d'estimer à leur juste prix les images que nous avons vues ces jours derniers. Le président algérien remontant les Champs-Élysées où flottaient les couleurs — naguère ennemies — de son pays. Le fait de s'arrêter devant une plaque de bronze dédiée à la mémoire des soldats "morts pour la France en Afrique du Nord" et l'entendre dire : "Il faut le passé à l'histoire; nous construisons l'avenir". Et tant d'autres gestes significatifs.

"Il est des circonstances où l'émotion devient un fait politique" commentait un journaliste du Monde.

Il aura fallu du temps pour écrire cette belle page d'histoire. 1962 — 1983. Une génération. Le sang met du temps à sécher, la haine du temps à s'apaiser. Raison de plus pour accueillir cet événement avec toute l'attention qu'il mérite.

☐ Grenade : appeler un chat un chat

Le privilège des puissants, ce n'est pas de commettre des exactions, c'est de les commettre en passant pour des libérateurs. Hier en Afghanistan, aujourd'hui à Grenade.

C'est toujours les vainqueurs qui écrivent l'histoire les premiers. Pour la version des vaincus, il faudra attendre un peu. Tant pis, nous attendrons; mais, jusque-là, qu'on nous permette de ne pas croire à la version officielle.

Ni à la menace des civils américains, ni à la sauvegarde de la démocratie... Et cet aéroport, militaire vraiment ? Mais alors pourquoi même les Anglais le prétendent-ils civil ? Et surtout pourquoi ne pas avoir enterré radar et réservoir de carburant ? Non, décidément, devant cet afflux de bonnes raisons, nous avons envie d'enlever les écouteurs, de "démissionner", comme a démissionné l'adjoint au porte-parole de la Maison Blanche, M. Leslie Janka.

S'il fallait risquer une explication à ce que nous persistons à appeler une invasion — et une invasion plus meurtrière qu'on a voulu le dire —, c'est à André Fontaine, rédacteur en chef du journal "Le Monde", que nous l'emprunterons. M. Reagan avait besoin de la Grenade comme Mme Thatcher avait besoin des Malouines. (N'oublions pas qu'elle a assuré dans cette aventure une brillante réélection.) Chicanée en Amérique centrale, ensanglantée à Beyrouth, l'Amérique et son président avaient besoin de marquer un point. Une action sans risque, où la victoire était assurée. Ce bout de terre grand comme le canton de Genève a fait l'affaire.

Cette thèse trouverait une confirmation dans les propos d'un sénateur américain commentant ainsi le débarquement : "On gagne les guerres qu'on peut..."

Mais l'important est ailleurs. Révélée par les sondages d'opinion, la cote du président a grimpé de 13 %!

▷ ▷ Question aux lecteurs ◁ ◁ ◁ ◁ ◁ ◁ ◁ ◁ ◁

Il arrive de temps en temps qu'un document parvienne à la COTMEC, aussi intéressant que fortifiant pour notre espérance.

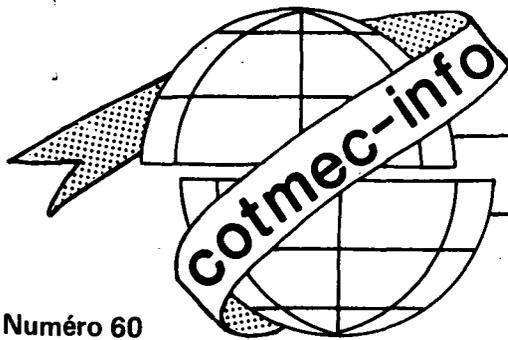
Un exemple : le compte rendu de la dernière rencontre annuelle des Communautés de base du Brésil, qui s'est tenue dans une petite ville du Nordeste, en pleine zone atteinte par la sécheresse. Cinq pages stimulantes, écrites dans le style des gens de là-bas, qui nous font découvrir le Brésil et ses problèmes, mais surtout des communautés d'Eglise au travail. Un texte plein de souffle.

Faut-il joindre de tels documents au bulletin ? Mais cela lui ferait "perdre la ligne"... or de nombreux lecteurs nous disent qu'ils l'apprécient pour ses quatre pages, vites lues...

Nous préférons proposer à ceux qui souhaiteraient recevoir le genre de document évoqué de nous le signaler.

Il est difficile de préciser quels seront le contenu et la provenance des autres envois. Bornons-nous à dire qu'il s'agira de documents authentiques et qu'ils devront, pour qu'on en décide l'envoi, être jugés intéressants pour des chrétiens soucieux du combat pour la justice et la dignité humaine. Leur fréquence ? A voir, mais probablement pas plus de deux par trimestre, et peut-être moins.

Par votre réaction, nous pourrions évaluer si notre proposition était la bonne ou s'il faut en faire une autre.



NOEL : UN AUTRE "VOIR"

Luc, dans son Evangile, situe l'événement de Noël en pleine nuit. Ne serait-ce pas sa façon de nous dire que cette fête a quelque chose à voir avec la lumière ? Et si c'était principalement cela le "cadeau de Noël" ?

Cadeau redoutable que la lumière ! Elle révèle ce que la pénombre permettait de dissimuler. Avec la lumière, tous les chats cessent d'être gris... Dire que Dieu se fait "un de nous", "un comme nous" c'est dire que tout ce qui va atteindre l'homme — quels que soient son âge, son sexe, la couleur de sa peau ou son passeport — atteindra toujours quelqu'un qui ressemble au fils de Dieu. Quelle profondeur prend du même coup l'histoire humaine !

Mais aussi cadeau merveilleux que la lumière ! Elle permet le "voir". Et la lumière de Dieu permet le "voir" de Dieu. Ce voir de Dieu si différent du "voir" des hommes.

C'est le "voir" de Dieu qui a discerné dans cette poignée de clans réduits en esclavages en Egypte un peuple possible, capable de faire alliance. Quelque 1200 ans plus tard, c'est encore le "voir" de Dieu qui repêra, dans cette veuve en train de mettre deux piécettes dans le tronc du Temple, celle "qui a mis plus que tous les autres". Dieu voit des choses que nos yeux ne voient pas. C'est pour cela qu'au cœur du message de Noël, il peut s'adresser "aux hommes ses bien aimés".

Ce regard si différent du nôtre, Dieu aimerait bien nous l'apprendre, nous le communiquer. Pensez à l'histoire de la pauvre Hagar perdue dans le désert avec son fils. "Dieu lui ouvrit les yeux et elle aperçut un puits avec de l'eau" (Genèse 21.19).

Mais nous peinons à faire cet apprentissage. Nous peinons à distinguer des puits dans les déserts. Il faut dire que journal et téléjournal nous présentent un monde d'une telle opacité !

Accueillir la lumière de Noël en retrouvant un regard différent fait d'impatience et de confiance. De la confiance de l'arboriculteur qui, sous les troncs de l'hiver, "voit" les fleurs du printemps...

Voilà les vœux que nous nous adressons à nous les premiers, membres de la Cotmec, si exposés au découragement international.

Voilà les vœux que nous formons pour chacun de vous, amis lecteurs.



Visite du vicaire épiscopal

Le 9 novembre, l'abbé Emonet, vicaire épiscopal, a fait à la Cotmec le plaisir d'une visite. Ci-dessous, vous lirez quelques-uns des propos qu'il lui a adressés.

"Je ne suis pas venu pour donner des directives, mais pour rencontrer les personnes qui travaillent à la Cotmec; pour vivre avec elles le temps d'une de leur réunions; pour vérifier aussi si, de part et d'autre, nous continuons de nous sentir en accord, soit sur la façon de fonctionner de l'Eglise qui est à Genève, soit sur les orientations spécifiques de la Cotmec.

Le Conseil exécutif et moi aimons la Cotmec, le sérieux de son travail, le souci qu'elle a de traiter l'information d'une manière évangélique et non idéologique. Le travail d'information et de sensibilisation porte du fruit, il doit se poursuivre pour le bien de la Communauté.

La Cotmec est comme une tête de pont de l'Eglise au milieu des multiples groupements qui militent en faveur du droit des plus pauvres. Membre du département de l'Eglise universelle, la Cotmec est en lien étroit avec le Conseil exécutif et l'information mutuelle est aisée.

Nous souhaitons également une coopération accrue avec l'Eglise nationale protestante de Genève : chaque fois que le Groupe chrétiens — Tiers Monde peut se substituer à l'appellation confessionnelle des commissions, la crédibilité dans la population et le rapprochement des chrétiens s'en trouvent renforcés."

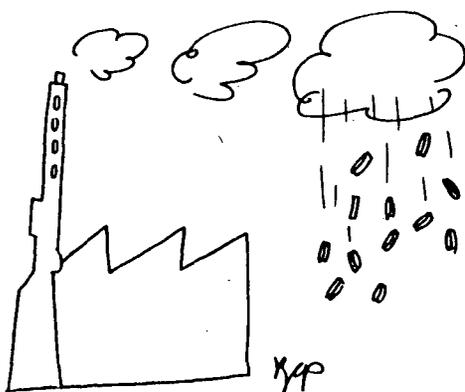


FABRICATION D'ARMES Propositions syndicales

Le maintien des postes de travail a, depuis des décennies, été un argument décisif dans la poursuite de la production d'armes. Qu'aujourd'hui où le chômage menace, la fabrication d'armes soit contestée, et surtout qu'elle soit mise en question par une réflexion des syndicats, voilà qui est du plus grand intérêt.

"Politiquement, la course aux armements représente une menace pour la paix; économiquement, les dépenses militaires constituent un gaspillage considérable; du point de vue de l'emploi, les industries d'armement créent beaucoup moins d'emplois que la production civile et techniquement la reconversion des industries militaires est possible."

Ce texte est extrait d'un rapport que vient de publier l'Institut syndical européen (organisme créé en 1978 par la Confédération européenne des syndicats). Sans se cacher qu'actuellement les personnes directement ou indirectement employées à la fabrication d'armes se chiffrent par millions, le rapport fait remarquer que, finalement, le coût d'un poste de travail dans ce secteur est beaucoup plus élevé que dans la production civile. Eisenhower disait déjà : "Des dépenses militaires injustifiées ne sont rien d'autre qu'un détournement des ressources nationales." Tôt ou tard, ►



- ► ce détournement atteint aussi celui que l'armement fait travailler.

Analysant la structure des industries d'armement dans les principaux pays européens, le rapport étudie les possibilités de reconversion et de diversification. On peut déjà dresser une liste de onze entreprises réparties dans cinq pays différents où des initiatives syndicales ont été prises en vue d'une production d'une autre nature.

Il ne faut certes pas rêver. La production d'armes est beaucoup plus rémunératrice que celle d'autres produits à usage civil. Ce n'est donc pas demain que les fabriques d'épées se transformeront et se mettront à faire des faucilles...

Mais pour tous ceux qui militent pour une diminution de la fabrication et de l'exportation d'armes, le fait de savoir qu'ils ne le font pas "contre" les ouvriers et les syndicats, mais avec eux voilà qui est précieux.

D'après "Action et solidarité"

■ FRANCE Ils ont marché sur le racisme

Rassembler 60.000 manifestants le 3 décembre à Paris sur un thème comme l'anti-racisme. Qui aurait cru cela possible ? L'histoire vaut la peine d'être regardée de près.

■ Depuis un lit d'hôpital

Toumi est un jeune Algérien habitant aux Minguettes, une cité près de Lyon. Le 20 juin dernier, il est atteint au ventre par la balle d'un policier et c'est sur son lit d'hôpital que germera l'idée de cette marche. Comme il l'expliquera plus tard, il fallait choisir : marcher ou... s'armer. N'oublions pas que ces deux dernières années, les agressions graves contre des étrangers (noirs et maghrébins) ont atteint la quarantaine. La dernière en date : le crime atroce du train Bordeaux-Vintimille, où un jeune Algérien de 22 ans a été passé par la fenêtre par des candidats à la Légion.

C'est de Cayole — une cité qui avait été, elle aussi, témoin d'un meurtre d'enfant récemment — que la marche est partie. Rien de triomphal dans ces premiers kilomètres. Un silence de gêne ou d'indifférence entoure les marcheurs. Au mieux, on attend pour voir... La presse ? Elle est absente...

■ Au fil des kilomètres

Mais la détermination a été payante. Au fil des kilomètres — ils en feront 1.200 à coup de trente par jour — le cortège s'élargit. L'accueil s'améliore, des débats s'organisent, des marches parallèles s'organisent dans des endroits où le cortège ne passe pas. Au gré du parcours, artistes, évêque, ministre, champion cycliste, responsable syndical... feront leur bout de chemin. Au slogan des marcheurs "rengainez, on arrive" s'en ajouteront d'autres du style "frisés ou pas, marchons ensemble", "seule la Légion est étrangère". Devant l'apothéose de l'arrivée à Paris, Abdou, un des marcheurs, s'écriera : "C'est la première fois que je goûte au bonheur, ... je voudrais les compter un à un..."

■ Croire au miracle ?

Le racisme, qui a son germe dans la peur de chacun, ne se laisse pas éradiquer facilement. Sans doute, des élections continueront à se gagner en faisant campagne contre la "délinquance bronzée" et pour le "rééquilibrage biologique de la ville"...



Photo : Béthléem

Dom Erwin, évêque d'Altamira (Brésil), est emmené par la police, après avoir été piétiné, pour s'être solidarisé avec des paysans de son diocèse. Cette photo a-t-elle besoin de commentaires ?

● Ne manquez pas...

... de vous associer au "Noël pour la Paix" ! Le signe de la bougie tenue à la fenêtre, joint à un geste de partage, est parti de Genève mais a atteint maintenant les quatre coins du monde. Cette année, l'appel sera répercuté par l'ensemble des Eglises membres du COE, des évêques de l'Eglise catholique romaine, des organisations non gouvernementales... A nous les "inventeurs" de ne pas manquer le rendez-vous.

Mais cela ne doit pas nous empêcher de mesurer le chemin parcouru. Chez les marcheurs d'abord, convaincus de rencontrer des Français racistes à 95 % et étonnés de l'écho suscité par leur initiative. Chez les spectateurs aussi, qui ont pu découvrir auprès de ces jeunes fils d'immigrés une maturité et une ouverture qui forcent l'admiration.

■ Un signe exemplaire

Que faut-il admirer le plus dans cette affaire ? L'idée géniale de cette marche ou le courage et la détermination pour la mener à bien ? Car la saison est froide, au propre et au figuré. Au cours de ces 1.200 kilomètres, les 32 marcheurs ont fait œuvre de sourcier. Ils ont permis à un courant de solidarité, trop discret, de surgir au grand jour. Du même coup, ils ont permis à bon nombre de Français de restaurer l'image d'eux-mêmes que certains de leurs concitoyens avaient mise à mal.

Lorsque la tension monte dans un pays, entre les déclarations qui ne disent plus rien à personne et les actions violentes qui entassent des barils de poudre, il reste une place pour l'action non violente.

Au moment où se durcit l'attitude de notre ville et de notre pays à l'égard des étrangers (cf. la modification de la loi sur le droit d'asile et les dernières votations sur la naturalisation facilitée), nous serions bien inspirés de garder en mémoire de tels gestes. ■

■ AFGHANISTAN Bientôt quatre ans d'occupation

Le 27 décembre 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS devenait officielle. A la veille de ce triste anniversaire, peut-on préciser quelques données du problème ?

■ Une résistance qui cherche toujours son unité

Lorsqu'on emploie le mot "pays", on imagine souvent une entité politique existant depuis des siècles. C'est rarement le cas et encore moins en ce qui concerne l'Afghanistan. L'Islam est une des seules références communes de ce pays qui se divise en ethnies et en tribus différentes. Et le nombre élevé de partis politiques n'arrange rien. Or ils sont importants, ces partis. Ce sont eux qui, le plus souvent, fourniront l'approvisionnement en armes.

Commune aussi à tous les Afghans, la tradition de la guerre spontanée, essentiellement centrée sur les prises d'armes à l'adversaire; par contre font souvent défaut de bons tacticiens et des organisateurs qui puissent mieux tirer profit des avantages acquis.

■ Un occupant qui change de tactique

L'armée soviétique, lourde et centralisée, n'avait pas prévu un affrontement aussi long avec une guérilla dispersée sur une large étendue. Si des adaptations ont pu se faire sur le terrain, la durée même de l'entreprise fait apparaître des problèmes nouveaux. Le moral est en baisse, tout comme la combativité. La drogue commence à faire de sérieux ravages dans les rangs des soldats soviétiques. N'allons pas en déduire que l'armée cesse d'être meurtrière : par les bombardements de ses hélicoptères — facilités par le manque d'armement lourd vraiment efficace de la résistance — son but semble être d'amener la population à fuir. A fuir vers l'étranger. Et le nombre de réfugiés afghans atteint le chiffre de 4,5 millions. A fuir vers les villes, où ils seront l'objet d'une autre stratégie.

Selon Olivier Roy, auteur d'une série d'articles dans "Le Monde", l'activité strictement militaire a diminué en 1983 et c'est au KGB qu'on demande de prendre le relais. De la "pacification" l'accent semble se déplacer vers la soviétisation. Propagande, stages de formation en URSS, noyautage de petits groupes...

■ L'enjeu de la durée

La vigueur de la résistance d'une part, la détermination de l'Union soviétique à maintenir un glacis devant son territoire de l'autre laissent penser qu'on s'achemine vers un affrontement de longue durée. Mais à quel prix pour la résistance ?

Pendant un certain temps, on peut vivre sur des réserves; mais à la longue, surtout lorsque la destruction des ressources alimentaires est planifiée par l'occupant ? Et puis il est difficile de demander à des combattants engagés dans la guerre sainte d'investir des forces dans une infrastructure alimentaire ou sanitaire... Et pourtant, la famine, et non pas le manque d'armes, pourrait devenir le plus sûr allié de l'Union soviétique.

A moins que les Occidentaux interviennent plus efficacement. Ces Occidentaux "qui semblent se désintéresser" du sort de la résistance, comme l'a dit Simone Weil au Colloque pour les réfugiés afghans qui s'est tenu récemment dans notre ville.

d'après : Croissance des jeunes nations, Le Monde

■ SERVICE CIVIL Le 26 février vous devrez dire "oui" ou "non"

Les élus ont parlé. Dans une large proportion ils ont repoussé l'initiative pour un authentique service civil et même les propositions de compromis qui avaient été faites. Comme souvent lorsqu'il s'agit de mettre de côté une innovation, on a fait largement appel à la "Suisse profonde"... Aux citoyens de dire, le 26 février, s'ils se retrouvent dans cet avis de leurs autorités de continuer à envoyer les objecteurs dans les prisons ou s'il n'y a pas mieux à faire.

■ Pas non-violent, mais...

Souhaitons surtout que cela ne reste pas une affaire entre objecteurs et opposants. Louis-Albert Zbinden, dans un de ses billets du samedi matin, disait très bien comment cela peut concerner chacun.

"Je ne suis pas un non-violent, mais je me réjouis qu'il en existe, persuadé que la santé d'une démocratie comme la nôtre tient dans la diversité des valeurs qui la composent. En face de banquiers, il est bon qu'il y ait des poètes. En face des militaires, il est bon qu'il y ait des objecteurs, et que le bruit de la paix tempère celui des bottes. Tout pouvoir demande à être contenu par son contraire; faute de quoi, il abuse de sa force. La Suisse doit son existence à l'équilibre des pouvoirs et ses enfants l'aimeront s'ils trouvent dans son présent comme dans son passé des modèles qui ne soient pas tous casqués; Winkelried, Schiner et Guisan, certes, mais Wengi, Cérésolle et Dunant."

■ Un large débat

L'essentiel est d'instaurer maintenant un large débat démocratique. Un débat dans lequel, nous l'espérons, les chrétiens vont prendre leur place. Il est question du respect de la conscience, ne l'oublions pas. C'est dans ce débat que la Cotmec souhaite apporter son "oui" à l'initiative. Pas comme une consigne de vote — ce n'est pas son mandat d'en donner — mais comme une pièce au dossier.

Sur le même plateau de la balance il faut mettre, issu des milieux chrétiens, l'appui de Pax Christi, du Service chrétien pour la paix, de Frères sans Frontières...

Egalement doit être mentionné l'appui de la commission nationale Justice et Paix. Quant à la Conférence des évêques, peut-on interpréter comme un appui à l'initiative son appel urgent à rendre possible l'alternative d'un service civil ?

Tout dernièrement est venu s'ajouter un "oui" de taille : celui du Synode évangélique suisse; et cela au terme d'un débat particulièrement nourri.

● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● Un exemple à suivre

Le mercredi 8 février, la paroisse catholique de Carouge organise un débat. Un chrétien engagé dans l'armée, un autre, accomplissant son service sans arme, et un autre objecteur prendront la parole. Au cours de cette même soirée, avant de passer à la discussion, la réflexion de l'Eglise et l'initiative feront l'objet d'une présentation.

Nous annonçons cette information trop vite à dessein. Nous pensons qu'elle peut donner à d'autres paroisses ou groupes d'Eglise l'envie de mettre sur pied une telle rencontre.

Mais dépêchons—nous, car le 26 février est vite là !

■ NICARAGUA L'heure est grave

Il ne s'agit pas de peindre le diable sur la muraille et pourtant. De bons connaisseurs de la situation revenus récemment en Suisse nous le disent. Nous le lisons dans de nombreuses publications. Dans cet éditorial de la revue vénézuélienne SIC, par exemple, intitulé "Nicaragua heure h". Se rappelant l'article qu'il écrivait, il y a dix ans, à la suite de l'expérience chilienne et ce qui a suivi, l'auteur poursuit : "... Il est encore temps de nous épargner une nouvelle épitaphe appliquée cette fois aux dirigeants sandinistes et à l'espoir de nos peuples. Aussi faisons-nous entendre notre voix, une voix nue et désarmée, et lançons-nous un cri d'alarme avant qu'il ne soit trop tard."

Nous le lisons aussi sous la plume de Marcel Niedergang, correspondant du Monde : "... En fait, on peut estimer que l'invasion américaine a déjà commencé. Les services de renseignements américains, agacés par le peu de résultats obtenus par les "contras" sur la frontière du Honduras ont directement pris en main les opérations de sabotage perpétrées contre les installations stratégiques au Nicaragua... La CIA estime ouvertement que les opposants nicaraguayens soutenus par les Etats-Unis ne peuvent pas, "à eux seuls", obtenir une victoire militaire ou politique contre le régime de Managua."

Même cri d'alarme sous la plume de l'éminent théologien brésilien Leonardo Boff : "A elle seule, la jeunesse sandiniste a perdu jusqu'à présent cent-sept de ses militants assassinés par des contre-révolutionnaires."

Tout cela ne peut nous laisser indifférents. Comment un pays naguère séquestré, puis ruiné par un tremblement de terre et par une guerre de libération, pourrait-il supporter, sans dommage irréparable, un nouvel assaut ? D'où son inlassable recherche de la paix, notamment en soutenant le groupe Contadora (Vénézuéla, Colombie, Panama, Mexique).

Egalement parce que là-bas, les chrétiens, en parlant de rien, ont essayé d'inscrire dans les faits les impératifs de leur foi. Osons le dire : s'il fait bon s'avouer chrétien au Nicaragua, c'est parce que ce mot a conservé son goût de sel qu'il a souvent perdu ailleurs. Pour combien de temps encore ? On peut se poser la question quand on sait que, de l'épiscopat, aucune parole de condamnation sur le harcèlement que subit le pays n'a été prononcée. "J'ai constaté, dit encore Leonardo Boff, que ce contre-témoignage confond douloureusement la foi des pauvres et amène les jeunes à avoir honte de se déclarer chrétiens."

Pour nous, jusqu'à preuve du contraire, la révolution qui se joue là-bas conserve ce qui fait son caractère radicalement inédit : économie mixte, pluralisme politique, non alignement et participation massive des chrétiens. A notre avis, le régime n'a encore renoncé à aucun de ces quatre éléments. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu d'erreurs commises, mais avouons que s'il fallait envahir tous les pays où des erreurs se commettent...

Une initiative courageuse

Des chrétiens américains se sont portés volontaires pour servir de "bouclier humain". Par petites équipes, ils vont se relayer dans les zones particulièrement exposées. Une façon de dire à leur président que s'il met en route le rouleau compresseur, c'est d'abord ses concitoyens qu'il atteindra.

Ce fait méritait d'être relevé. N'est-il pas l'expression ultime de la compassion (souffrir avec) ?

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Bonne fête de Noël et un grand merci à nos amis handicapés qui, mois après mois, agrafent le bulletin !



Les 20, 21 et 22 janvier
à Lucerne

Important colloque organisé par des chrétiens en solidarité avec l'Amérique centrale. (Renseignements à notre secrétariat.)



■ ARMEMENT Un appel important

Les problèmes actuels relatifs à l'armement nucléaire sont d'une telle complexité qu'il est facile de renvoyer à son incompetence celui qui croit avoir un mot à dire dans le débat.

Mais lorsque 14.000 physiciens tirent la sonnette d'alarme, au nom de quoi va-t-on les faire taire ? Derrière leur appel, le sens de la responsabilité. Responsabilité parce que, à la menace qui pend sur la tête de chaque habitant du globe, ils ont conscience d'avoir apporté, même indirectement, leur contribution. Responsabilité face à l'information, car ces 14.000 scientifiques savent bien que si eux n'expliquent pas au public ce qui est en train de se passer, qui pourra en prendre connaissance ?

On peut se réjouir de cette prise de position et on lui souhaite le plus large écho possible. Mais, à propos, pourquoi en a-t-on si peu parlé dans la presse ?

La tâche de l'information

L'opinion publique est parfois un rempart contre les violations trop flagrantes du droit international. Encore faut-il qu'elle soit informée; or il faut bien le dire, certains quotidiens ne font rien dans ce sens.

Nous enverrons volontiers à ceux qui nous en feront la demande le rapport que le Conseil œcuménique des Eglises a rédigé après sa mission en septembre dernier (21 pages).

Ajoutons, comme piste d'action possible, tout soutien matériel ou politique que l'on pourrait apporter.

Notre secrétariat se met à disposition pour soutenir de son information et de ses contacts toute initiative dans ce domaine.

d'après Le Monde — Espérance des Pauvres — DIAL

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11